

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

Séance publique du
Jeudi 28 avril 2016

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 28 avril 2016 à 18H00
Salle du Conseil Municipal

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Urbanisme, aménagement durable

- 1 Quartier Croix d'Argent Ecole d'Application de l'Infanterie Modalités de mise à disposition de l'étude d'impact
- 2 MONTPELLIER GRAND CŒUR Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 Ancienne caserne de gendarmerie Avenant n°3 Approbation
- 3 QUARTIER CEVENNES PRU CEVENNES - Petit Bard Prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 2
- 4 CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Opération 31 Cours Gambetta Agrément de candidature de la SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré Modification de programme
- 5 Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche Modification du programme des équipements publics
- 6 Quartier des Cévennes Secteur « Rimbaud » Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 424-1 du code de l'urbanisme) Approbation
- 7 ZAC DU COTEAU Concours d'urbanisme Approbation des objectifs d'aménagement du concours
- 8 Foncier Constitution de servitude sur la parcelle cadastrée KS 205, propriété de la Ville, au profit de la Clinique Clémentville.

Culture

- 9 Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016
- 10 Adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD

Sécurité

- 11 Programme de Vidéo protection Urbaine Année 2016

Réussite éducative

- 12 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées dans le cadre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2016)
- 13 Attribution de subventions – Temps d'activités périscolaires – Année scolaire 2016-2017

Enfance

- 14 Crèche « Boussinesq » Délégation de Service Public Délibération de principe

Sport, Jeunesse

- 15 Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016 Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016
- 16 FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 4 au 8 MAI 2016 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges Frêche Occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016
- 17 "LA MONTPELLIER REINE" le dimanche 29 mai 2016 au Peyrou Valorisation de l'aide logistique apportée à la Ville pour l'édition 2016 Convention d'occupation du domaine public
- 18 TOUR DE FRANCE 2016 Arrivée de la 11ème étape à Montpellier le mercredi 13 juillet 2016 Départ de la 12ème étape de Montpellier le jeudi 14 juillet 2016 Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE DE MONTPELLIER - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Relations internationales

- 19 Signature du Pacte de jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- 20 Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages
- 21 Participation d'un Chef pâtissier au « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » organisé à Fès (Maroc) du 15 au 17 avril 2016

Administration générale de la collectivité, désignations des représentants

- 22 Election d'un Adjoint au Maire
- 23 Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) – Modifications Statutaires – Approbation de l'autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier
- 24 Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une personnalité qualifiée
- 25 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration
- 26 Université Montpellier 3 - UFR 1 - Désignation d'un nouveau représentant
- 27 Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale
- 28 Centre Equestre Montpellier Grammont - Désignation d'un nouveau représentant
- 29 AFFAIRE RETIREE
- 30 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations d'un nouveau représentant de la Ville
- 31 Commission consultative des cessions immobilières Désignation d'un nouveau représentant

Finances, marchés publics, patrimoine de la collectivité

- 32 Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole- Marché d'impression, pose et dépose pour pavoisement
- 33 Journal municipal Montpellier Notre Ville - Autorisation de signer le marché 5D0060
- 34 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016
- 35 URIOPSS Languedoc Roussillon- Avenant Garantie d'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne en 2005
- 36 Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier

- 37 Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, et autorisation de lancement et de signature pour un marché de services de télécommunications
- 38 Précisions et modifications de tarifs sur la location de matériels
- 39 Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole
- 40 Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville Autorisation de déclaration préalable de travaux Autorisation de dépôt de permis de démolir
- 41 Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'Opéra Orchestre National de Montpellier
- 42 Mise à disposition d'un local associatif Approbation du loyer Autorisation de signer la convention
- 43 Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit
- 44 Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Ressources humaines de la collectivité

- 45 Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 46 Convention de gestion de la Comédie du Livre
- 47 Création d'un service commun de chauffeurs
- 48 Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction
- 49 Astreinte Police Municipale dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde
- 50 Astreinte Police Municipale – Etat-major
- 51 Astreinte plan communal de sauvegarde- Service sécurité civile
- 52 Modification du tableau des effectifs
Adoption de l'ordre du jour

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du jeudi 28 avril 2016

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 21 avril 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 28 avril 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Pascal KRZYZANSKI, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Mustapha MAJDOUL.

Remise de médaille

Monsieur le Maire : Avant de procéder à l'appel et d'élire la secrétaire de séance, je voudrais honorer un certain nombre de nos sportives et sportifs qui sont qualifiés pour les jeux de Rio. Pour éviter toute polémique, je précise que de nombreux sportifs sont qualifiés pour Rio. Aujourd'hui, un certain nombre ont été conviés dans les séances à venir de la Ville et de la Métropole. Les suivants seront conviés également et recevront la médaille de la Ville ou de la Métropole. Ainsi, chacun pourra porter les couleurs de son club originaire de Montpellier avant de participer à cette magnifique compétition. Je voudrais donc demander aux trois nageuses qualifiées pour Rio, Fanny DEBERGHES, Margaux FABRE, Coralie BALMY, absente et représentée par Philippe JAMET, Président du MUC natation, de venir me rejoindre sur l'estrade. On peut les applaudir.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Je vais donc parler de l'absente Coralie BALMY et c'est Philippe JAMET qui lui remettra la médaille d'honneur de la ville de Montpellier, car elle se trouve à l'entraînement. Coralie BALMY a été la première nageuse sélectionnée en natation pour les Jeux olympiques de Rio. Elle avait offert son visage comme effigie à la piscine olympique d'Antigone pendant les championnats de France qui viennent de s'écouler.

Coralie est née le 2 juin 1987 à la Trinité en Martinique. Elle est licenciée du Montpellier Méditerranée Métropole Université Club Natation. Elle est spécialiste des épreuves de nage libre 200, 400 et 800 mètres. Le 30 mars 2016, elle s'est qualifiée pour les Jeux de Rio aux championnats de France qui ont eu lieu à Montpellier, à la piscine d'Antigone. Le palmarès de Coralie est extrêmement impressionnant, dans le sillage de Laure MANAUDOU et de la regrettée Camille MUFFAT. Coralie BALMY a toujours été performante sur les grands championnats nationaux, défendant avec passion et détermination le maillot de l'équipe de France. Parmi toutes ses performances individuelles et en relais, je citerai une médaille de bronze aux J.O. de Londres 2012 sur 4 × 200 mètres, une autre médaille de bronze aux Championnats du monde à Barcelone en 2013, toujours en relais 4 × 200 mètres. Elle a été championne d'Europe à Budapest aux 400 mètres nage libre et a remporté une médaille d'argent sur 800 mètres. Elle fut également plusieurs fois championne de France sur petit et grand bassin et a battu de nombreux records de France et du monde. Je vais remettre la médaille à son Président pour Coralie BALMY, qui a été extrêmement généreuse avec nous et qui a été présente pendant toute l'épreuve du championnat de France de natation, en la remerciant pour le beau visage et le beau sourire qu'elle a octroyés à la Natation française et la Ville de Montpellier.

Fanny DEBERGHES est née à Agen le 21 février 1994. Elle est étudiante en STAPS. Elle se destine à devenir kinésithérapeute et devient évidemment une grande nageuse spécialiste de la brasse. Son statut d'athlète de haut niveau ne l'empêche pas d'être une jeune femme pleine de charme, ce qui se traduit dans sa nage fluide et gracieuse qui a été appréciée par tous les spectateurs des championnats qui viennent de se terminer, après avoir débuté à l'ASC Turboméca. Fanny est entraînée par son père Marc DEBERGHES, ancien champion de natation. Elle prend sa licence aux Dauphins Palois. En 2012, elle rejoint l'ASPTT Montpellier natation. Fanny est championne de France en bassin de 25 mètres à Dijon en 2013 et à Montpellier en 2014, elle décroche également une médaille de bronze sur le 100 mètres brasse et d'argent sur 100 mètres brasse en 2014 à Chartres en grand bassin. En 2015, à Limoges, elle remporte son premier titre de championne de France en grand bassin sur 200 mètres brasse et se qualifie pour les championnats du monde à Kasan en ex-URSS. Malheureusement, une blessure l'empêchera de nager à son vrai niveau. Enfin, à l'occasion des championnats de France élite 2016 à Montpellier à la piscine olympique d'Antigone – c'est sa piscine d'entraînement – Fanny remporte le 50 mètres et le 100 mètres brasse et prend la deuxième place sur le 200 mètres. Cette performance lui permet de se qualifier pour les Jeux olympiques de Rio sur 4 × 100 mètres 4 nages et participera également aux Championnats d'Europe le mois prochain à Londres. Fanny, c'est avec beaucoup de plaisir que je vous remets la médaille de Citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier, car vous portez magnifiquement les couleurs de la ville.

Margaux FABRE est née le 2 octobre 1992 à Perpignan. Elle a été championne du monde du sauvetage sportif et elle est nageuse au sein du club montpelliérain Aqualove. Margaux est une nageuse au style très félin. Sa rapidité est reconnue par toutes ses adversaires. C'est une nageuse très complète qui peut nager sur les courtes et longues distances et peut enchaîner les épreuves en quatre nages. Ses origines catalanes en font une athlète très combative et déterminée. Après avoir nagé pour les clubs de Montauban et de Canet 66, elle porte à présent les couleurs du club Aqualove de Montpellier. Son palmarès est très fourni : plusieurs fois championne du monde, d'Europe en 2007 et 2008, championne de France sur relais 4 × 100 mètres en 2007 et sur 4 × 200 mètres en 2008, médaillée de bronze sur 100 mètres individuels en 2014 et en 2015. En 2016, elle décroche une brillante troisième place au championnat de France à Montpellier et se qualifie en relais 4 × 200 mètres nage libre pour les Jeux Olympiques de Rio cet été. Bravo Margaux, c'est avec grand plaisir que je vous remets la médaille de Citoyenne d'honneur de la Ville de Montpellier, et je sais que vous porterez avec joie les couleurs de la ville.

J'appelle maintenant Loic GOUGET. Je vais demander à son entraîneur, mon ami Jean-Pierre GUIRARD, de me rejoindre. J'ai également le plaisir de remettre la médaille de Citoyen d'honneur à Loic GOUGET, 24 ans, originaire de Cancon et Moulinet dans le Lot-et-Garonne, qui est kinésithérapeute. Il est licencié au Montpellier Université Club section savate, boxe française, pieds et poings. Loïc est un jeune homme calme et discret, mais il est un redoutable compétiteur qui fait preuve de bravoure sur le ring et qui n'hésite pas à multiplier les séances d'entraînement pour parvenir à son objectif. Son palmarès est élogieux. Loïc a été vice-champion de France cadet, vice-champion de France junior, sous les ordres de son entraîneur Grégory GUIRAND qui lui a permis de franchir les différents échelons avec successivement trois titres de champion de France moins de 80 kg, en universitaire en 2013, 2014 et 2015. Il est devenu champion de France fédérale en 2015 puis a décroché le titre prestigieux de champion d'Europe des moins de 80 kg le 18 octobre 2015 à Budapest face au champion du monde en titre, James SOUTHWOOD. Il vise à présent le titre de champion du monde. Ce combat mondial

devrait être organisé cette année en 2016 et c'est avec grand plaisir que je remets à Loïc la médaille de Citoyen d'honneur de la ville, en remerciant tous les boxeurs de Montpellier, boxe anglaise, boxe française, avec qui nous avons une relation particulière puisque quelques-uns de nos élus sont des passionnés de boxe. La boxe comme la natation sont des sports d'entraînement et de courage. Merci donc à tous les sportifs qui portent haut les couleurs de la ville de Montpellier.

Informations du Maire

Monsieur le Maire : Quelques informations avant la séance du conseil. Tout d'abord, je voudrais vous indiquer que Bernard TRAVIER a remis au préfet de l'Hérault sa démission de ses fonctions d'adjoint chargé de la culture, que le préfet a acceptée le 13 avril dernier. J'ai confié la délégation de la culture à Madame Sonia KERANGUEVEN, adjointe au maire chargée actuellement du quartier Hôpitaux Facultés. Monsieur TRAVIER continue à siéger dans notre assemblée, bien sûr, comme conseiller de la majorité, et garde sa fonction de Président de la Métropole chargé de la Culture. Le poste d'adjoint vacant sera ouvert au remplacement lors de cette séance.

Un certain nombre d'informations. Je voudrais tout d'abord remercier Pascale BOISTARD, Secrétaire d'État, pour cette adorable missive qu'elle m'a adressée en remerciant la ville de Montpellier et l'adjointe Annie YAGUE, chargée des affaires sociales et moi-même pour l'excellent accueil qu'elle lui a réservé lors de sa visite consacrée au Congrès national de l'UNIOPSS, visite pendant laquelle elle a pu visiter *in situ* un certain nombre d'établissements s'occupant des seniors et du quatrième âge.

Certaines informations sont réjouissantes et d'autres moins, il s'agit d'un cocktail général. Je voudrais tout d'abord me féliciter des excellents résultats pour la création d'emplois dans le département de l'Hérault. Cette création d'emplois porte le département au premier rang des treize départements de la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Ces statistiques provenant de la DIRECCTE m'ont été confiées ce matin même par Monsieur le Préfet. Cette excellente nouvelle a été relayée ce matin dans la presse, dans Midi-Libre, et je voudrais remercier tous les élus de la Métropole chargés notamment du développement économique, en particulier Chantal MARION, qui se déploient sans compter pour la création d'emplois, notamment sur toutes les entreprises liées au numérique.

[Applaudissements]

Merci à Valérie BARTHAS-ORSAL, chargée de la Propreté et de l'Animal dans la ville, qui a vu par son intermédiaire récompensée la ville de Montpellier comme étant la ville où il fait le mieux vivre avec son chien. Cette récompense a été attribuée par 30 Millions d'amis. Je lui adresse aussi mes remerciements.

[Applaudissements]

Comme je m'y étais engagé avec les intermittents du spectacle que j'ai rencontrés au HTH, Centre d'art dramatique, j'ai transmis leurs revendications en les appuyant au Premier ministre, Monsieur Manuel VALLS, à la Ministre du Travail, Madame Myriam EL KHOMRI, et à la Ministre de la Culture, Madame Audrey AZOULAY. Les courriers sont à la disposition des intermittents s'ils le souhaitent.

Je voudrais ensuite féliciter Max LEVITA ainsi que l'ensemble des services des finances de la Ville de Montpellier, qui ont obtenu à Paris le trophée Leader de la finance 2016, médaille d'argent. La gestion financière de la ville a été reconnue nationalement. Le jury a reconnu nos performances : la qualité et la diversité des réalisations, l'évolution de notre collectivité dans son ensemble sur les trois dernières années, notre capacité d'innovation et de créativité et notamment la réussite de la totale dématérialisation des services financiers au 1er février 2016. Je vous rappelle qu'après Paris, seule Montpellier a terminé ce travail très important de dématérialisation qui permet à la Cour des Comptes d'avoir en permanence un regard sur le fonctionnement financier de la Ville de Montpellier. C'est un gage de démocratie et un gage de transparence fiscale et financière. Je remercie pour ce trophée l'ensemble des services, et en particulier Monsieur DOMEIZEL qui est allé chercher ce trophée à Paris devant un nombre important de patrons du CAC 40. Nous pouvons le remercier.

[Applaudissements]

Ensuite, je voudrais vous indiquer que la prochaine ZAT – et je vous le dis avant que les uns ou les autres proposent n'importent quoi ou divaguent – aura lieu au parc Montcalm.

[Applaudissements]

Enfin, je me réjouis de l'excellent climat des relations et des discussions que nous avons menées avec les syndicats de la mairie de Montpellier, qui ont levé le préavis de grève pour le deux dans les écoles. Nous nous sommes rencontrés avec courtoisie dans un esprit constructif et partagé, et nous avons répondu à un certain nombre de demandes qui étaient formulées par les syndicats. Tout cela a abouti au fait que les organisations syndicales ont levé leur préavis de grève pour le deux dans les cantines et les écoles de Montpellier. Je voudrais donc remercier tous ceux qui ont concouru à ce travail : les représentants syndicaux, les services de l'administration et Isabelle MARSALA, déléguée adjointe à l'éducation.

Personne dans le public : *[hors micro]* Monsieur le Maire, je trouble ce début d'assemblée pour parler des discussions en cours avec les syndicats. Nous sommes ravis, comme les parents d'élèves et les services de la mairie, d'apprendre que la cantine reprend. Nous avons été confrontés à une grève de cantine depuis quatre semaines avant les vacances.

Monsieur le Maire : Sur la forme, j'aimerais que vous vous présentiez, s'il vous plaît.

William Vey : *[hors micro]* William Vey, je suis parent d'élève. Nous sommes d'autant plus ravis que la seule réponse que nous ayons reçue de la mairie *[hors micro]*.

Monsieur le Maire : Ce n'est pas le même préavis, je ne suis pas du tout d'accord avec ce que vous dites. Vous dites un tissu de mensonges, je ne peux pas vous laisser parler et dire des mensonges. Vous n'avez aucun droit ici. On n'a pas le droit de mentir au peuple.

William Vey : *[hors micro]*

Monsieur le Maire : Vous serez en photo, vous pourrez la mettre dans votre tract pour les législatives. On verra. J'ai regardé qui faisait tout cela, j'ai regardé les noms. Ne vous inquiétez pas. Merci pour votre intervention. Vous n'êtes pas content que la grève s'arrête ?

William Vey : *[hors micro]*

Monsieur le Maire : Si vous n'êtes pas content, vous avez répondu. Merci. Je voudrais vous lire maintenant la lettre, chers collègues, que j'ai écrite dans le cadre du...

William Vey : *[hors micro]* Vous n'avez pas répondu à notre question.

Une personne du public : *[hors micro]* Nous sommes des citoyens, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Moi aussi, je suis un citoyen. Nous sommes tous des citoyens ici. Égalité. Je passe au point suivant en termes d'information. Vous savez que nous sommes en discussion avec la Région pour la signature du CPER, Contrat de Plan État/Région. Vous savez que j'ai fait suivre aux conseillers de la Métropole un certain nombre de dossiers qui expliquent les tableaux, les fléchages des crédits, etc. Nous avons reçu un courrier de la Région nous demandant de faire passer tous les dossiers. Ils sont là. J'apprécie le fait que plus nous avançons, plus nous allons devoir appliquer publiquement la démocratie directe. C'est ce que je préfère, ce que j'aime le plus. Voilà tous les dossiers du CPER et les demandes de crédit sur le volet territorial et sur le volet du Plan État/Région. Je vais vous lire la lettre et je vais la signer en direct, ainsi on ne pourra pas dire que je ne l'ai pas fait. Je le dis aux journalistes présents, qui sont les garants de la démocratie. Ce courrier est adressé à Madame DELGA et Monsieur MAILHOS, Préfet de région à Toulouse.

« Madame la Présidente, Monsieur le Préfet,

Par délibération du 21 mai 2015 que nous avons transmise, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé en faveur d'un engagement significatif au 21 mai 2015 sur les volets thématiques du CPER, notamment sur les volets mobilité multimodale et enseignement supérieur et recherche, à hauteur respectivement de 58 millions d'euros et 15 millions d'euros, soit 73 millions d'euros, à condition que l'État et la Région précisent leurs engagements sur les opérations proposées depuis janvier 2014 par la Communauté d'agglomération devenue Métropole.

Le CPER signé le 20 juillet 2015 entre l'État et la Région n'a défini ni la participation de la Région sur le volet métropolitain, ni le fléchage des contributions de l'État, affichées quant à elles à un montant de 7,5 millions d'euros sur les projets portés par Montpellier Méditerranée Métropole. Je devrais théoriquement porter cela devant le Conseil de métropole, mais je profite des séances publiques auxquelles participent des citoyens libres qui peuvent se faire une idée, ainsi que beaucoup d'élus, la presse. Cette séance est filmée en direct pour pouvoir témoigner des actions de la ville. De ce fait, la signature de convention d'application du CPER concernant le territoire de notre métropole n'a pas pu être engagée.

Rappelons toutefois que cette situation n'a pas empêché l'État de signer avec la Métropole de Montpellier des conventions de cofinancement et d'engagement opérationnel sur deux opérations mobilisant les financements nationaux définis dans le seul cadre du CPER, volet mobilité multimodalité. Depuis, la Région a précisé que sa participation au volet territorial métropolitain du CPER serait portée à un montant de 30 millions d'euros. Par courrier du 6 avril dernier, je vous ai proposé, conformément à nos derniers échanges sur le sujet, une liste de projets en maîtrise d'ouvrage de la métropole susceptibles de recevoir les participations de l'État et de la Région.

À l'initiative de Monsieur le Préfet de Région, nos directeurs se sont rencontrés le 1er avril dernier et nos services ont tenu des réunions de travail les 25 et 26 avril sur la base des fiches d'opération correspondant à chacun des projets proposés par Montpellier Méditerranée Métropole au titre du volet métropolitain du CPER. Nous avons bien noté que des conventions de financement spécifiques devraient également intervenir pour le financement des TCSP et de l'ATI, du contrat de ville et des autres opérations portées par notre métropole au titre d'un contrat triennal.

Je vous adresse, conformément à votre demande, les fiches d'opération que nous avons partagées et souhaiterons voir intégrées dans le volet métropolitain. Je vous demande de bien vouloir m'indiquer en retour vos propositions pour la répartition de ces financements et dans ces conditions, nous pourrions procéder à la signature d'un contrat d'application du CPER qui intégrerait ces projets et répartiraient précisément les contributions de l'État et de la Région en application du volet territorial métropolitain du CPER.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Préfet, etc. »

Je signe en le montrant à la caméra. Ce dossier part tout de suite en lettre recommandée à Toulouse avec accusé de réception. Toujours sur les compétences, je rappelle que j'ai demandé à Madame DELGA le transfert de la compétence économique de la Région à la Métropole. La loi m'y autorise, elle est tout à fait en capacité de refuser, la loi l'autorise à refuser. Ce n'est pas le problème. Toutefois, j'ai écrit et je n'ai pas de réponse. Lorsque nous constatons les bons chiffres de l'emploi que je vous ai indiqués tout à l'heure, le magnifique écosystème qui est en train de se mettre en place sur toutes les entreprises, les start-ups, les incubateurs qui sont en train d'être développés au niveau international, il n'est pas idiot de demander la compétence économique. Elle peut la refuser, mais il faut qu'elle réponde.

Ensuite, toujours dans le cadre des compétences, je verrai Monsieur MESQUIDA, Président du Conseil départemental, demain matin. J'ai demandé à Monsieur MESQUIDA trois compétences. La loi fixe trois compétences minimum, plus la voirie. J'ai demandé trois compétences minimum, plus la voirie. Les compétences sont celles que je vais vous indiquer : le FAJ (Fonds d'Aide aux Jeunes), le FSL (Fonds de Solidarité Logement) et la culture, comme Strasbourg, Grenoble, Rouen et comme d'autres métropoles, Lille également. Ensuite, la voirie, tout ou partie. Avec Monsieur MESQUIDA, nous nous rencontrons toujours avec courtoisie, nous échangeons et nous convenons de nous revoir si besoin est. Demain, nous nous rencontrerons

et il me répondra. Je suis en droit de demander ce que je souhaite en termes de compétences. Je demande donc trois compétences qui sont le FSL, le FAJ et la culture. Monsieur MESQUIDA donnera sa réponse demain. Soit il accepte, soit il refuse. S'il refuse, nous actons le désaccord. Si nous sommes en désaccord, c'est le Préfet qui devra tenter une réconciliation entre le 1er janvier et le 31 mars 2017, et la décision doit être prise entre le 31 mars et le 30 avril 2017. Voilà quelle est la règle. S'il n'y a pas d'accord, l'intégralité des compétences départementales passe à la Métropole, sauf les collèges qui restent dans la compétence départementale, à moins que le Département souhaite nous les transférer et que nous l'acceptons. Si le Conseil départemental, comme à Lyon, souhaite délocaliser les collèges et les transférer à la Métropole et que nous l'acceptons, à ce moment le transfert est possible. Voilà quelle est la loi et voilà où nous en sommes.

J'ajoute un dernier point. Je voudrais saluer le courage politique des deux députés européens Eva JOLY et Jean-Luc MELENCHON, qui ont eu le courage de voter contre la directive Secrets d'affaires après le Panama, alors que tous les autres partis politiques ont voté pour. Je ferai abstraction des noms pour ne pas vous blesser. Je salue seulement leur courage politique. J'en ai fini avec les informations, nous passons à l'ordre du jour.

[Intervention hors micro]

Monsieur le Maire : En principe il n'y a pas d'intervention, mais ce que vous dites est intéressant. Je fais une entorse à la règle. Allez-y, Monsieur de SAINT JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : C'est gentil Monsieur le Maire, car aujourd'hui c'est un anniversaire. Bonne fête, Valérie. C'est un anniversaire car cela fait un an déjà que j'ai refusé la délégation des cantines scolaires. Ce faisant, je suis sorti du groupe. Je pense que tout le monde a compris que ce n'est pas par désintérêt par rapport au sujet, mais par rapport aux réserves que j'avais à l'époque sur la manière de gérer cette problématique. Un an plus tard, je constate – et nous en avons la preuve aujourd'hui... *[interjection]*

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, n'en rajoutez pas s'il vous plaît. Laissez parler Monsieur de SAINT JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : Depuis un an, les grèves du personnel des cantines n'ont cessé de s'étendre et aujourd'hui, 40 groupes scolaires sont concernés : presque un record national. Dernièrement, la loi EL KHOMRI a servi de déclencheur à un malaise qui semble beaucoup plus profond. Ce malaise s'exprime, ou il est causé par un fort taux d'absentéisme doublé d'un manque de remplacement des absents. En attendant, ce sont les parents et les enfants qui en payent les conséquences et qui s'expriment. À cela s'ajoute un problème d'expérimentation dont nous ne connaissons ni les tenants ni les aboutissants. Ainsi, plusieurs questions se posent : Quelles mesures ont été mises en œuvre par la mairie pour lutter contre cet absentéisme ? Quelles mesures sont prévues pour améliorer les remplacements nécessaires causés par ces absences ? Et enfin, en quoi réside ce programme d'expérimentation et quels en sont les premiers résultats ?

Néanmoins, dans les cantines scolaires, tout n'est pas négatif : le pain bio a été introduit dans les cantines, il s'agit d'une bonne mesure. Une association d'insertion les fournit, ce qui représente une très bonne initiative, mais une question subsidiaire se pose : serait-il possible, Monsieur le Maire, de consulter le cahier des charges concernant ce pain bio ? Je vous laisse répondre.

Monsieur le Maire : Tout ce que vous avez dit est très intéressant. J'ai beaucoup apprécié, surtout quand vous avez expliqué le taux d'absentéisme du personnel municipal. Je crois que cela fera plaisir aux syndicats qui sont présents à la tribune. Certaines choses peuvent être dites et d'autres non. Je vous remercie. Nous passons à l'ordre du jour. Lorsque l'on prend la parole, il faut connaître les dossiers Monsieur de SAINT JOUAN. Vous survolez. Je comprends, le Conseil municipal n'est pas votre priorité, vous avez d'autres priorités. *[interjections]* J'apprécie. Passons aux choses sérieuses. Je vous propose de voter sur l'adoption de l'ordre du jour... La parole est à Madame JAMET.

France JAMET : Vous avez dit plusieurs choses que j'ai relevées. Sans engager le débat, je ne veux pas être désagréable, je vais d'ailleurs commencer par vous remercier pour ce petit moment que vous nous avez offert en introduction, puisque nous avons eu le plaisir et l'honneur de chanter la Marseillaise, qui nous est interdit au

Conseil régional. Je vous rappelle que je vous avais signalé que ce CPER était mal parti avec la Région. J'avais raison, tout de même.

Monsieur le Maire : J'ai bon espoir.

France JAMET : C'est cela qui m'inquiète. Comme pour la situation pour l'emploi, j'espère que vous n'avez pas le syndrome de Hollande qui continue à penser que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Nous pouvons nous réjouir effectivement d'un frémissement, mais nous devons tout de même être relativement prudents. Si par exemple, l'Hérault est champion des créations d'entreprises, comme le Languedoc Roussillon, nous sommes aussi champions des dépôts de bilan.

Je m'inquiète car au dernier Conseil régional, on nous a demandé de voter, et j'ai eu l'impression que vous avez vraiment été défendus. J'ai essayé d'intercéder, je dois vous le dire, sur un engagement que Madame DELGA vous demandait de prendre afin que vous contribuiez au financement du tram, etc., et je crois qu'un avertissement avait été fait à Toulouse. Je suis perplexe lorsque l'on entend les uns ou les autres, je ne sais s'il s'agit de schizophrénie ou de déni, mais nous avons l'impression que vous ne vivez, ni les uns ni les autres, sur la même planète. Je veux bien intercéder ou intervenir en votre faveur, mais méfiez-vous. Je me souviens que le maire de Beaucaire a eu beaucoup de soucis. Je vous invite à la plus grande prudence. Il est souhaitable de connaître la réalité de la situation.

Monsieur le Maire : C'est pour cela que je l'ai fait en direct, pour lever tout doute ou toute suspicion. Merci pour votre intervention Madame JAMET. La parole est à Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Je trouve sympathique les conseils municipaux qui commencent ainsi. La démocratie, c'est trop cool. De plus vous avez bonne mine aujourd'hui, cela fait plaisir. Vous avez bronzé ? C'est cool. Je souhaite intervenir sur la dernière affaire, sur les tableaux d'effectifs : nous nous étions abstenus et cela n'a pas été notifié. Concernant ce que vous avez dit tout à l'heure, je salue vos propos sur la discipline. Vous avez répété plusieurs fois dans les réunions publiques que vous étiez fils d'instituteur. A chaque réunion nous y avons eu droit. Franchement, commencez donc par tenir votre classe, car cela est insupportable à chaque fois. Sinon, il faut que ce soit notifié aussi dans le procès-verbal. Ils prennent la parole, il n'y a pas de souci et nous les écouterons. Mais entendre à chaque fois des jacassements, des paillements, cela devient insupportable.

Monsieur le Maire : Merci pour votre intervention Madame BOUALLAGA. Reprenons le cours des événements. Sur les propos de Madame JAMET sur la Région, Madame JAMET, vous avez raison sur un point : la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées a fait voter un vœu pour la cinquième ligne de tramway. Le tramway intra-muros ne relève pas des compétences de la Région, mais nous pouvons considérer que cela partait d'un bon sentiment. Il était question de dire que la ligne cinq est nécessaire à Montpellier, car Montpellier a besoin de transports collectifs. Je peux entendre cet argument. De plus, rien n'empêche une collectivité d'émettre un vœu pour une autre collectivité dans un sens positif. Je n'ai rien à dire sur ce point. Personne ne trouvera anormal que je propose un vœu en Conseil de métropole pour la ligne Montréjeau-Luchon, pour le petit train jaune des P.O., pour le Cévenol, pour Lourdes – Tarbes, pour la RN 88, etc., parce qu'il est très important que la Métropole de Montpellier soit dans un tissu régional qui permette une mobilité fluide dans tous les départements. C'est pourquoi cette mesure est positive. Je passe à l'ordre du jour.

Adoption de l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : Je vous propose de retirer l'affaire 29 concernant la désignation des représentants à la commission d'appel d'offres. En effet, une modification des textes encadrant la commande publique est intervenue début avril et nécessite une refonte de l'organisation de la CAO. Il vous sera donc proposé lors d'un prochain Conseil municipal de redessiner l'ensemble des membres de cette commission avec les nouvelles dispositions en vigueur.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent (31 mars 2016).

Monsieur le Maire : Les affaires 24 à 31 concernent des désignations dans différentes instances suite aux modifications des délégations des élus de la majorité. Souhaitez-vous un vote secret pour chacune de ces affaires ? Je considère que vous êtes d'accord pour effectuer un vote à main levée et je vous en remercie. La synthèse des décisions vous a été proposée. Il s'agit des articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités. Est-ce que vous souhaitez intervenir sur cette affaire ? Madame JAMET.

Madame JAMET : Je n'ai jamais très bien compris, on dit « communication » mais on ne sait jamais vraiment si on approuve ou si nous en prenons juste bonne note. Beaucoup de choses apparaissent que nous n'admettons pas. Comment se fait-il que sur 18 procédures de la ville contre les Enfants de la colline, M. Abdellah AHMITTI, MENASRIA... Comment se fait-il que nous ayons autant de contentieux ?

Monsieur le Maire : Lorsque nous sommes attaqués juridiquement, nous répondons. C'est tout simple.

Madame JAMET : Comment se fait-il que nous répondions si souvent ?

Monsieur le MAIRE : Parce qu'il y a de nombreux recours sur un certain nombre d'affaires qui demandent à la Ville de défendre ses intérêts.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Articles L2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal (cf fin du document).

1. Quartier Croix d'Argent

Ecole d'Application de l'Infanterie

Modalités de mise à disposition de l'étude d'impact

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) et de la réforme de la carte militaire, l'Ecole d'Application de l'Infanterie (E.A.I.) a fermé ses portes à l'été 2010.

La Ville a décidé de répondre immédiatement en engageant de façon volontariste la transformation de ce site désaffecté pour le remobiliser au service du développement de la ville, de son rayonnement, de sa qualité de vie et de la création d'emploi.

Il s'agit là d'une opportunité exceptionnelle de réaménager un site stratégique de 35 hectares et certaines de ses fanges, au potentiel remarquable situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre-historique, doté d'un important patrimoine militaire et d'un vaste parc, auquel les montpelliérains témoignent d'un fort attachement.

Le projet constituera l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter,
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se côtoie une diversité de mode d'habiter, où les activités s'imbriquent à l'habitat, où le nouveau se sédimente à l'ancien sans tout à fait l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités, culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formations mais aussi des commerces de proximité et de loisirs urbains et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 ha d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

En date du 6 avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le foncier de l'ancienne EAI d'une superficie de 356.019 m².

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Pour une bonne articulation du projet avec son environnement urbain, cette concession d'aménagement porte sur un périmètre opérationnel élargi. Elle prévoit, sur les terrains de l'ancienne EAI, la réalisation de 214.000 m² de surface de plancher dont 35 000 m² d'activités et de commerces, d'un programme d'équipements publics intégrant la création d'un parc d'au moins 20 hectares, des voies nouvelles et de tous les réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone.

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 18 juin 2015, ont été précisés les objectifs et modalités d'une concertation préalable à la création d'une ZAC devant permettre cet aménagement.

En application des articles R. 122-1 et R.122-2 du Code de l'environnement, tenant les caractéristiques de la ZAC projetée, sa création doit être précédée d'une étude d'impact.

En application du Code l'environnement, le dossier présentant le projet et comprenant l'étude d'impact doit être soumis à l'avis de l'autorité environnementale (article L.122-1) et doivent être mis à la disposition du public avant toute décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution, l'étude d'impact relative au projet, la demande d'autorisation, l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celle des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet ainsi que, lorsqu'ils sont rendus obligatoires, les avis émis par une autorité administrative sur le projet (article L. 122-1-1).

Ces modalités de mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours, doivent être définies par l'autorité compétente pour prendre la décision et portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

Il convient donc de délibérer d'une part pour autoriser le Monsieur le Maire à saisir l'autorité environnementale et d'autre part pour fixer les modalités de la mise à disposition.

Il est proposé de mettre le dossier comprenant l'étude d'impact à la disposition du public en mairie de Montpellier, aux heures d'ouverture du public et pour une durée au moins égale à 15 jours. Durant toute cette durée, le public pourra formuler ses observations sur un registre.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, ces modalités seront portées à la connaissance du public par un avis précisant la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à disposition et la durée de cette mise à disposition, les lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera publié :

- par voie d'affiches sur les lieux du projet ;
- dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- sur le site internet de la Commune.

Vu la délibération du 18 juin 2015 précisant les objectifs et modalités d'une concertation préalable à la création d'une zone d'aménagement concerté en vue de l'urbanisation du site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, L. 122-1-1 et R. 122-11,

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le maire à saisir pour avis l'autorité environnementale;
- d'approuver les modalités ci-dessus proposées de mise à disposition de l'étude d'impact de la future ZAC et de l'ensemble des éléments visés à l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement;
- d'autoriser le maire, ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)

Adopté à l'unanimité.

2. Montpellier Grand Cœur

Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020

Ancienne caserne de gendarmerie

Avenant n°3 - Approbation

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain dénommée « *Montpellier Grand Cœur* ». L'objectif global de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant principalement sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpelliéraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Sa durée, de 10 ans à l'origine, a été portée à 14 ans par avenant en mars 2012 pour mettre en œuvre et terminer dans de bonnes conditions le programme fixé par la Ville.

Dans un deuxième temps, une nouvelle concession d'aménagement a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale (SPL), sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi, avec un nouveau programme établi à partir des potentialités foncières et immobilières identifiées sur ce secteur. Cette concession, dénommée « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » a été approuvée par une délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 puis signée le 3 décembre 2013.

Un avenant n°1 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » a approuvé l'intégration d'une sous-opération sur les secteurs « *Moularès* » et « *Moulin des Sept Cans – Petit Train* » par une délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015.

Un avenant n°2 a approuvé l'intégration d'une sous-opération sur les Halles Laissac par une délibération du Conseil Municipal du 5 novembre 2015.

Le périmètre d'intervention de la concession « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » intègre l'ancienne caserne de Gendarmerie située en bordure de l'avenue de Lodève et d'une superficie de 3 hectares.

Dès le départ de l'état-major de Gendarmerie, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un processus de transformation en engageant une étude urbaine et une étude de capacité sur ce secteur et en intégrant dans la réflexion le Château de la Piscine. Cette étude a conclu à la possibilité de développer sur le terrain de l'ancienne gendarmerie une Surface de Plancher d'environ 37.500 m² comprenant une dominante de logements, des commerces et services de proximité et des locaux d'activité.

Parallèlement, le groupe Languedoc Mutualité, qui souhaite créer un grand pôle sanitaire mutualiste à Montpellier pour consolider son implantation historique en centre-ville et renforcer son positionnement, a manifesté son intention de développer un ambitieux projet d'extension, situé pour partie sur le terrain de l'ancienne Gendarmerie. En articulation avec la clinique Beausoleil existante, Languedoc Mutualité entend développer un programme de construction comprenant des services nouveaux (laboratoire, consultations externes, locaux administratifs, établissement de soins de suite) et le transfert et agrandissement de l'EHPAD des Violettes.

Ce projet est intéressant à plusieurs titres : il sera créateur d'emplois stables dans cette partie du territoire communal fragile et peu attractive dans ce domaine (près de 400 emplois supplémentaires implantés sur le site, dont 250 créations) et permettra un accès aux soins pour le plus grand nombre à l'heure où plusieurs cliniques quittent le centre de Montpellier, faute de foncier disponible.

Des discussions longues et complexes se sont tenues avec l'Etat durant les années 2014 et 2015 dans la perspective de l'acquisition par la Ville de cet ensemble immobilier de 3 hectares. Le principe de cette acquisition est aujourd'hui arrêté dans le cadre d'une cession par l'Etat à la Ville de cette emprise à l'euro symbolique.

Le programme d'aménagement prévisionnel envisagé sur ce secteur s'établit comme suit :

- 37.500 m² de surface de plancher (SDP) dont 16.600 m² d'activités et de commerces ;
- un parc longitudinal ;
- les ouvrages techniques nécessaires à la desserte et au raccordement des programmes immobiliers.

Cette opération d'aménagement viendra contribuer à l'extension du groupe scolaire Pape Carpentier.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce programme, des études doivent préalablement être engagées (études hydrauliques, études géotechniques, diagnostics avant démolition, lancement d'un concours d'aménagement, etc.). Ces études nécessitent un savoir-faire, une expertise et des moyens spécifiques qui relèvent de la compétence d'une société d'aménagement telle que la SAAM, dont le périmètre d'intervention opérationnelle intègre l'ancienne caserne de Gendarmerie.

Dans la perspective d'assurer une mission globale d'aménagement et de s'adjoindre les compétences d'un ensemblier chargé de coordonner la réalisation d'équipements complexes et imbriqués dans un secteur en plein renouvellement, la Ville souhaite confier à la SAAM, par un avenant n°3 à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 », l'aménagement du quartier selon le programme défini ci-avant.

Pour cela, l'avenant n°3 proposé aujourd'hui à l'approbation du Conseil municipal prévoit notamment :

- d'intégrer le programme d'aménagement prévisionnel du secteur de l'ancienne caserne de Gendarmerie, tel que défini ci-avant, en tant que sous-opération de la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 » concédée à la SAAM ;
- de confier à la SAAM aménageur les missions définies à l'article 2 du contrat de concession « Nouveau Grand Cœur 2013 – 2020 » telles que prévues initialement dans le contrat ;
- de modifier en conséquence le bilan de l'opération « Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020 » et notamment la participation d'équilibre ;
- de modifier en conséquence la rémunération de la SAAM.

L'intégration de cette sous-opération à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013 – 2020 » augmente le bilan global de la concession de 12.430.000 € HT.

Le total des dépenses de ce sous-bilan est de 12.430.000 € HT et correspond notamment aux frais d'études opérationnelles, aux travaux d'aménagement et immobiliers, aux frais de commercialisation et de conduite d'opération, aux frais financiers et de portage immobilier.

Le total des recettes de ce sous-bilan est lui aussi de 12.430.000 € HT et comprend notamment les reventes de charges foncières, les participations éventuelles d'autres collectivités, les subventions (Etat, autres collectivités, autres) ainsi qu'une nouvelle participation d'équilibre d'un montant de 660.000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet d'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » permettant de confier à la SAAM l'aménagement de l'ancienne caserne de Gendarmerie sise avenue de Lodève, joint à la présente délibération ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'établi par la SAAM, joint à la présente délibération
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Alex LARUE : Je ne participe pas au vote.

Monsieur le Maire : Je ne participe pas non plus au vote, car je soigne deux heures par semaines les petites quennottes des enfants qui ont mal. En tant que chirurgien-dentiste mutualiste vacataire, je ne peux pas prendre part au vote.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Ne prennent pas part au vote : 2 (Philippe SAUREL, Alex LARUE)

Adopté à l'unanimité.

3. QUARTIER CEVENNES PRU CEVENNES - Petit Bard Prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 2

Le projet de rénovation urbaine du Petit Bard, dans sa première phase opérationnelle destinée à permettre la démolition du bâtiment A de l'ancienne copropriété « Petit Bard » et la restructuration des espaces libres, avait été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 14 mai 2007.

Afin de poursuivre la mise en œuvre opérationnelle du quartier le projet de rénovation du quartier et particulièrement les opérations de reconstruction-démolition, il a été nécessaire de solliciter en 2011, auprès de Monsieur le Préfet, une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique (DUP). Déclarée d'intérêt général lors du

Conseil Municipal du 21 juin 2011, la 2^{ème} phase du PRU Cévennes – Petit Bard a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de DUP en date du 11 juillet 2011, pour une durée de cinq ans.

La DUP – Phase 2 arrivant à échéance le 11 juillet 2016, il convient de demander à Monsieur le Préfet sa prorogation, pour pouvoir procéder aux dernières acquisitions foncières nécessaires à la finalisation de l'opération de rénovation urbaine du quartier Petit Bard.

L'article L.121-5 du Code de l'Expropriation dispose qu' « *un acte pris dans la même forme peut proroger une fois les effets de la déclaration d'utilité publique pour une durée au plus égale à la durée initialement fixée, lorsque celle-ci n'est pas supérieure à cinq ans* ». En application de la jurisprudence (CE, 14 avril 1999, Assoc. de défense des propriétaires et exploitants agricoles du Technopole de château), la demande de prorogation doit être précédée par une délibération de l'organe délibérant qui a sollicité la prise de la DUP initiale.

En conséquence, afin de pouvoir finaliser l'opération de rénovation urbaine « PRU Cévennes - Petit Bard », il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la demande de prorogation pour une période de 5 ans de la DUP auprès de Monsieur le Préfet, suivant les dispositions de l'article L.121-5 du Code de l'Expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Cédric de SAINT JOUAN : Je voudrais profiter de cette affaire pour parler des Cévennes, notamment je souhaite faire part de mon soutien aux personnes qui défendent la colline de Las Rebes. Je tiens à rappeler que nous avons été élus sur une liste affichée comme écologiste et que l'un des temps forts de la campagne a consisté à se positionner pour que la ligne 5 ne traverse pas le parc Montcalm et pour protéger les poumons verts de la ville. Il est donc légitime de se demander pourquoi, un an plus tard, nous sacrifions un espace vert d'un hectare et demi avec de la biodiversité, des hérissons et des orchidées dans une zone fortement densifiée. Il est donc important de ne pas confondre poumons verts et quelques arbres coincés dans du béton. Je rappelle que le parc Clémenceau a été le fruit d'une résistance de la population. C'est à ce prix qu'il a été transformé en parc, tout comme le parc Montcalm : nous connaissons l'histoire. Il en est de même pour la colline de Las Rebes. C'est donc cela, l'esprit de résistance propre à Montpellier qui vous est cher, Monsieur le Maire. Je pense qu'il est légitime et nécessaire de repositionner le projet, d'autant plus que nous sommes composés d'une partie d'écologistes et que lorsque nous venons d'un parti écologiste, on n'écrase pas les hérissons. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Pas d'autres interventions. Las Rebes représente 2 000 m² de logements sociaux sur 7 000 m² de parc. Voilà la réponse. Je comprends que vous soyez contre les logements sociaux.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)

Adopté à l'unanimité.

4. CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR

Opération 31 Cours Gambetta

**Agrément de candidature de la SOCIETE FRANCAISE DES
HABITATIONS ECONOMIQUES (SFHE),
société anonyme d'habitations à loyer modéré**

Modification de programme

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et la redynamisation du commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

En date du 17 décembre 2012, la Ville a approuvé par délibération du Conseil municipal n°2012/587 la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE), société anonyme d'habitations à loyer modéré en vue de la cession d'un immeuble afin de permettre la réalisation d'une opération de logements collectifs en Prêt locatif à usage social (PLUS) et Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), et ce afin de répondre aux besoins de relogements.

Le projet s'est trouvé bloqué suite à une étude de sols révélant une pollution, le bâtiment ayant accueilli auparavant une station-service. Cette situation a engendré un retard dans le lancement de l'opération ainsi qu'un coût plus élevé, rendant impossible l'opération initialement prévue de 14 logements PLUS/PLAI, au regard du financement de ces types de logement.

A ce jour, seule une opération en logements en Prêt locatif à usage social (PLS) permet de trouver un équilibre financier tout en maintenant des loyers raisonnables.

La SERM sollicite ainsi un nouvel agrément portant sur le changement de programme.

- Dénomination du candidat : Société française des habitations économiques (SFHE),
1175, petite route des Milles
13547 AIX-EN-PROVENCE cedex 4

- Localisation : 31 cours Gambetta
34 000 MONTPELLIER

- Parcelle cadastrée : HW0030 d'une surface totale de 531 m²

- Nature des projets : Réhabilitation et surélévation d'un immeuble R+3
14 logements collectifs en PLS, 9 places de stationnement en RDC - 1 commerce

- Surface des projets : 713.40 m² SU

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver la candidature de la Société française des habitations économiques (SFHE) pour le changement de programme et la réalisation d'une opération de logements collectifs PLS sur le bien situé au 31 cours Gambetta,

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 (Luc ALBERNHE)

Adopté à l'unanimité.

5. Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche

Modification du programme des équipements publics

D'une superficie de 9 hectares, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Rive gauche est localisée entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, le quartier Jacques Cœur au nord et l'autoroute A9 au sud. Elle s'inscrit également dans la continuité du projet urbain de Port Marianne, son schéma directeur paysager ainsi que dans le plan de composition de l'avenue Raymond Dugrand établi par Architecture Studio.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités de concertation relatifs à la réalisation de la ZAC. A l'issue d'une procédure de concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre, une équipe pluridisciplinaire a été désignée pour assurer la conception, la réalisation et le suivi architectural et urbain de cette opération. Elle se compose de l'agence d'architecte-urbanistes Pierre Tourre (architecte-urbaniste en chef), du paysagiste Marc Richier, et du bureau d'études environnemental TRIBU.

Le 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu. Le 22 décembre 2008, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation de ce quartier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Au terme du montage du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche, une nouvelle phase de concertation a été organisée sur ce dossier. Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a approuvé le bilan complémentaire et définitif de cette concertation et a arrêté le dossier de réalisation correspondant, ce dernier incluant le programme d'équipements publics de la ZAC (PEP).

C'est à partir de 2011 que la phase opérationnelle a pu être engagée avec la construction des premiers lots. L'ensemble de ce quartier totalisera à terme environ 1 200 logements ainsi que des commerces, des locaux d'activités, des bureaux, le tout réparti sur treize lots. A ce jour, plusieurs lots sont désormais livrés pour un total d'environ 200 logements et cinq autres lots sont en cours de construction.

Le développement de ce quartier, dont la Ville de Montpellier est à l'initiative, vient en réponse à la croissance démographique et au besoin important en logements nouveaux pour accueillir la population supplémentaire. Cette croissance démographique est aujourd'hui caractérisée par un solde naturel positif, ce qui vient renforcer les besoins en structures destinées à accueillir les enfants (groupes scolaires, crèches).

Afin de répondre à ces besoins, la Ville de Montpellier engage, lorsque cela est nécessaire, la construction des équipements publics requis. C'est ainsi qu'en l'espace de deux ans, deux groupes scolaires supplémentaires ont été construits sur le quartier Port Marianne : le groupe scolaire Chengdu a été inauguré en septembre 2013 (10 classes) et le groupe scolaire André Malraux en septembre 2015 (15 classes).

En ce qui concerne la petite enfance, les études ont montré la nécessité d'offrir à la population, à l'horizon de 2018, une structure multi-accueil d'environ 70 berceaux. La ZAC Rive gauche, constituant au sein du quartier Port Marianne le secteur le plus approprié pour accueillir ce type de structure, il est en conséquence nécessaire de modifier au préalable le programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer ce projet de création de crèche.

Le programme propre à cette crèche est le suivant :

- capacité d'accueil de 72 enfants en accueil collectif, avec une tolérance de 10 % (soient 80 enfants au total) ;
- structure composée de trois unités de vie répartissant les enfants en trois groupes selon leur âge : bébés, moyens et grands ;
- ces unités de vie s'articuleront autour de salles communes et d'activités ainsi que de cours extérieures et de locaux techniques.

En conséquence, il est aujourd'hui proposé de modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC Port Marianne – Rive gauche afin d'y intégrer la réalisation d'un nouvel équipement public tel que défini ci-dessus.

En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche tel que proposé en annexe de la présente délibération,
- de procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage, conformément aux dispositions des articles R.311-5 et R.311-9 du code de l'urbanisme,
- de dire que le programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche sera tenu à la disposition du public à la mairie de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

6. Quartier des Cévennes - Secteur « Rimbaud »

Instauration d'un périmètre d'étude (art. L 424-1 du code de l'urbanisme)

Approbation

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier des Cévennes et d'une superficie totale d'environ 26 hectares, le site d'étude « Rimbaud » s'étend de part et d'autre de la rue Paul Rimbaud, de la rue Marius Carrieu à l'avenue du professeur Louis Ravaz, et intègre les secteurs de l'allée de l'Aqueduc et de la rue des Avant-Monts.

Dans ce secteur, traversé par une voie très passante, prédomine le logement collectif privé construit entre les années 1960 et 2000 sans réelle structuration. Le tissu urbain, par endroits très aéré est amené à connaître des mutations que la Ville souhaite anticiper et encadrer de prescriptions urbaines et paysagères, avec une attention particulière sur le traitement de l'espace public et des limites entre domaine privé et domaine public.

Plusieurs entités significatives composent le site « Rimbaud » :

- la rue Rimbaud située dans le prolongement de la rue Marius Carrieu : constitutive de la ceinture Ouest de Montpellier, qui dessert les quartiers périphériques de la Ville et déleste le centre-ville, cette voie supporte un important trafic. Composée de deux fois deux voies et caractérisée par un paysage périurbain hétérogène mêlant immeubles de logements et locaux d'activités (commerces et services), elle constitue une coupure urbaine ;
- la propriété privée cadastrée MS 292 d'une superficie de 1,8 ha : composé d'un mas et de vastes espaces verts, jusqu'à présent préservée de l'urbanisation, ce domaine a vocation à muter. La singularité du lieu, sa forte visibilité dans le paysage urbain, les vues très qualitatives qu'il offre vers le paysage lointain (massif des Cévennes), la part importante d'espaces boisés classés, la topographie marquée et complexe, mais également les difficultés d'accès au site et l'insuffisance des réseaux d'assainissement imposent une réflexion spécifique, qui doit permettre de conserver les qualités et spécificités du lieu tout en l'inscrivant dans son environnement urbain ;
- le chemin de l'aqueduc romain Saint Clément, qui constitue un itinéraire doux majeur de la ville de Montpellier ;
- des équipements publics de proximité, et particulier le groupe scolaire Cévennes (maternelle Brès et élémentaire Daubié) qui connaît des difficultés d'accès liés à sa situation enclavée ;
- le secteur à dominante pavillonnaire comprenant la rue des Avant-Monts, le passage de l'Ubac et l'impasse Edmond, jusqu'à l'avenue Louis Ravaz.

La ville de Montpellier a lancé une réflexion urbaine et paysagère sur les perspectives de transformation maîtrisée de ce secteur « Rimbaud » dans une démarche durable et globale. En outre, le moment semble opportun pour s'interroger sur le devenir de grandes propriétés privées ayant vocation à muter au cours des toutes prochaines années et pour accompagner ces évolutions.

Cinq enjeux principaux ont été identifiés :

Améliorer la physionomie de la rue Paul Rimbaud pour lui conférer un caractère plus domestique et moins périurbain, et atténuer l'effet de rupture de cette artère très fréquentée.

Identifier les fonciers mutables situés de part et d'autre de la rue Paul Rimbaud et établir des préconisations en matière d'implantation des bâtiments par rapport à la voie (retrait, orientation), ainsi qu'en matière de volumétrie et de typologie. Cette réflexion portera en particulier sur la parcelle cadastrée MS 292, qui se caractérise par sa grande qualité paysagère et son caractère patrimonial.

Envisager une implantation des activités commerciales moins impactante visuellement, moins consommatrice de foncier et mieux intégrée au paysage urbain.

Porter une attention particulière à l'accessibilité du groupe scolaire Cévennes (maternelle Brès et élémentaire Daubié) et à son positionnement en tant qu'équipement public de proximité ;

Travailler l'accroche avec le secteur pavillonnaire situé entre l'allée de l'aqueduc et la rue des Avant-Monts.

Les préconisations urbaines et paysagères établies par la Ville permettront d'accompagner l'évolution du secteur.

Pour garantir l'atteinte de cet objectif, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Ainsi, il est proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens du 2° du 3^{ème} alinéa de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Rimbaud » ;
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, mes chers collègues, situé à l'ouest Montpellier dans le quartier des Cévennes et d'une superficie totale de 26 hectares, le site d'études Rimbaud qui entoure la copropriété des Cévennes s'étend de part et d'autre de la rue Paul Rimbaud, de la rue Marius Carriex à l'avenue du Professeur Louis Ravas et intègre les secteurs de l'allée de l'Aqueduc et de la rue des Avant Monts. Nous souhaitons poser un périmètre d'étude dans ce secteur car ce tissu urbain est amené à connaître des mutations que la ville souhaite anticiper et encadrer de prescriptions urbaines paysagères, avec une attention particulière sur le traitement de l'espace public et des limites entre le domaine privé et le domaine public, ainsi que sur les programmations d'initiative privée qui pourrait s'y développer. Il s'agit donc d'un outil de vigilance de la collectivité sur l'évolution d'un quartier autour d'une copropriété qui fera l'objet d'une rénovation dans le cadre du plan ANRU. Nous avons, je le rappelle, placé lors du dernier Conseil ce même type de périmètre d'étude autour du quartier du petit Bard.

Cinq enjeux principaux ont été identifiés : améliorer la physionomie de la rue Paul Rimbaud pour lui donner un aspect plus domestique, plus urbain et atténuer la rupture de cet axe très fréquenté, qui est une voie assez

rapide, identifier les fonciers mutables situés de part et d'autre, c'est-à-dire les fonciers qui auraient vocation à recevoir l'intérêt d'opérations privées que nous pourrions ainsi encadrer, envisager des implantations d'activités commerciales qui seraient moins impactantes et moins consommatrices d'espace, l'espace étant rare, et mieux intégrées au paysage urbain, mais également porter une attention particulière à l'accessibilité du groupe scolaire Cévennes (la Maternelle Bresse et l'élémentaire Daubié, qui connaissent aujourd'hui des problématiques d'accès) et à son positionnement en tant qu'équipement public de proximité. Enfin, il s'agit également de travailler l'accroche avec le secteur pavillonnaire situé entre l'allée de l'Aqueduc et la rue des Avants Monts. Pour garantir cet objectif et ce regard de la collectivité, nous proposons donc de placer un périmètre d'étude dans ce secteur. Je vous remercie.

Pour : 61

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

7. ZAC DU COTEAU

Concours d'urbanisme

Approbation des objectifs d'aménagement du concours

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au sud du quartier Malbosc et à l'est du parc Malbosc.

Le 17 décembre 2015, l'organisation d'un concours d'urbanisme a été approuvée par le Conseil municipal, qui a désigné les élus titulaires et suppléants qui siégeront au jury.

Ce secteur ouest de la ville présente des caractéristiques paysagères et géographiques remarquables, qu'il conviendra de préserver et de mettre en valeur. Cette dimension paysagère, par la présence notamment des mas et des nombreux espaces boisés, sera une composante essentielle à prendre en compte pour élaborer le plan de ce futur quartier, qui s'inscrit dans une logique de développement durable.

La réalisation du futur quartier du Coteau vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

Réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif (environ 1000 logements) accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;

Développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale ;

Répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans ;

Aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en ayant une attention toute particulière sur le traitement des espaces publics (conception paysagère de la rue, de la coulée verte, ...), en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles) et en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'un nature entre rusticité et domesticité ;

Achever l'accroche du quartier Mosson au reste de la ville ;

Accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

Les programmes de construction de cette nouvelle ZAC devront proposer des formes urbaines innovantes et être adaptés à la topographie du site. La conception de ce projet devra également s'appuyer sur l'idée de nature dominante se traduisant par une identité paysagère forte tant dans les traitements des espaces publics (trame verte dans la continuité du parc Malbosc, parkings, voies, places...) que privés (abords du bâti, limites public/privé). Les vues lointaines seront également privilégiées.

Les équipes admises à concourir devront disposer à minima des compétences en matière de paysage, urbanisme et architecture, environnement et démarche de développement durable.

Les projets remis par ces différentes équipes, seront appréciés en fonction des critères suivants :

- Pertinence du projet en réponse aux objectifs en matière urbanistique, architecturale et paysagère,
- Pertinence du projet en réponse aux exigences fonctionnelles,
- Pertinence du projet en réponse aux exigences en matière d'insertion dans le site,
- Pertinence du projet en réponse aux objectifs en matière de prise en compte de l'environnement dans une démarche de développement durable et de lien avec la nature dans le cadre d'une réflexion sur la ville de demain,
- Pertinence du principe de réalisation du projet en réponse aux contraintes économiques de l'opération.

L'avis d'appel public à candidature a été publié le 22 janvier 2016. Après réception des candidatures, qui a eu lieu le 7 mars dernier, le jury désigné à cet effet se réunira pour sélectionner cinq candidats habilités à participer au concours et à remettre des propositions d'aménagement d'ici la fin de l'été 2016. Il vous est proposé de leur fixer les objectifs d'aménagement ci-dessus.

En conséquence, nous vous proposons :

d'approuver les objectifs d'aménagement du concours d'urbanisme en vue de la réalisation du quartier du Coteau,

d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : La ZAC du Coteau va se développer en extension de la ZAC Malbosc. Je vous propose ici de valider l'ensemble des objectifs du concours, c'est-à-dire la règle du jeu qui sera donnée pour concevoir ce quartier. Les particularités seront les suivantes : tout d'abord réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, environ 1 000 logements accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant en continuité du quartier Malbosc. Il s'agit également de développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, c'est-à-dire continuer le développement de la ville à proximité des transports en commun collectifs, d'aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements qui ont déjà été réalisés, avec une attention très particulière sur la qualité des espaces publics qui sont les lieux de sociabilité où l'on se rencontre et où l'on vit les uns avec les autres, en privilégiant les modes de déplacement doux, piétons et cycles, mais également en s'appuyant sur une conception innovante et sobre d'une nature entre rusticité et domesticité, ce qui nous permettra de décliner comme nous le faisons dans un certain nombre d'affaires, pour ne pas dire la plupart, le principe de « faire mieux avec moins ».

Enfin, il s'agit de répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants, en lien avec notre croissance démographique (qui est aujourd'hui plus liée à notre solde naturel que migratoire, c'est-à-dire liée à notre propre population et à nos propres enfants) en exprimant le respect du principe de mixité sociale que nous mettons en œuvre, à savoir le logement abordable et le logement social.

Je rappelle que nous devons atteindre l'objectif de la loi Duflot de 25 % de logement locatif social sur la ville de Montpellier. Nous nous appuyons pour cela sur deux façons de produire ce logement social : la servitude de mixité sociale qui impose dans le diffus, dans la ville existante, à tous les opérateurs privés de réaliser du logement social, et la construction de logement social en ZAC. Avec environ 16 000 demandeurs de logements sociaux sur Montpellier et 76 % de la population montpelliéraine éligible au logement social, que cela plaise ou non, nous ne fléchissons pas. La ZAC du Coteau sera donc basée sur un objectif de 30 % de logement social et je vous propose dans cette délibération d'approuver les objectifs d'aménagement du concours.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

8. Foncier

Constitution de servitude sur la parcelle cadastrée KS 205, propriété de la Ville, au profit de la Clinique Clémentville.

Par délibération n° 2016/4 du 28 janvier 2016, le Conseil municipal a autorisé la cession par la Ville à la Clinique Clémentville du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b, situées dans l'enceinte de l'équipement sportif municipal Alain Delylle, rue de las Sorbes, dans le cadre de la réalisation par la clinique d'un parc de stationnement souterrain et l'agrandissement du parking aérien existant.

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire déposé par le maître d'ouvrage, la réalisation d'une issue de secours reliant le parking souterrain projeté au parking de surface existant s'est avérée nécessaire. A cet effet, il est donc nécessaire de constituer une servitude au profit de la clinique Clémentville sur la surface de la parcelle KS 205, propriété de la Ville.

La Ville consent ainsi l'installation d'une issue de secours sécurisée et un droit de passage piéton, pour les besoins exclusifs de cette issue de secours, selon l'emprise figurée sur le plan fourni par la clinique.

Cette servitude est consentie à titre gratuit par la Ville sur son domaine public à la clinique Clémentville. La sécurisation de l'issue de secours et du cheminement ainsi que leur entretien seront à la charge de la clinique.

Cette servitude sera intégrée à l'acte authentique de cession du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la constitution d'une servitude sur la surface de la parcelle KS 205, propriété de la Ville, au profit de la clinique Clémentville ;
- de dire que ladite servitude, établie sous les conditions susvisées, sera intégrée à l'acte authentique de cession par la Ville à la clinique Clémentville du tréfonds de la parcelle KS 205 et de la parcelle KS 204b, réalisé par l'étude de Maître Cabanes-Gelly, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEF sort de séance.

9. Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles

Exercice 2016

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social, son impact économique et social est essentiel pour les montpelliérains. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville. La littérature, le pluri discipline et le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), sa stabilité financière au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 8 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 76 400 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	LIVRE		
1201	La Boutique d'Ecriture	Fonctionnement	18 000
	PLURI DISCIPLINES		
529	La Friche de Mimi	Fonctionnement	6000
1110	Compagnie Odette louise	Projet	900
3671	CROUS –Pass'Culture	Projet	18 000
4191	Illusion et Macadam	Fonctionnement	18 000
4389	ARDEC	Fonctionnement	8 500
4520	Le Garage Electrique	Fonctionnement	4 000
6448	TSV	Fonctionnement	3 000
		TOTAL	76 400

Les crédits seront prélevés sur la ligne budgétaire 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 76 400 € ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Sonia KERANGUEVEN : L'accès à la culture est l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social. Son impact économique et social est essentiel pour les Montpelliérains. L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la ville. La littérature, le pluridisciplinaire et le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier. Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs en fonction de critères d'analyse d'objectifs reposant sur les dynamiques urbaines des projets aux structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou de jeunes publics, l'originalité du projet, sa stabilité financière au regard de ces objectifs et la participation financière des collectivités partenaires. Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions

aux huit associations figurant dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 76 400 euros au titre de l'exercice 2016.

Monsieur le Maire : Donnez-nous le nom de ces associations.

Sonia KERANGUEVEN : La Boutique d'Ecriture, la Friche de Mimi, Compagnie Odette louise, CROUS – Pass'Culture, Illusion et Macadam, l'ARDEC, le Garage Electrique et TSV.

Monsieur le Maire : Merci Madame KERANGUEVEN. Qui demande la parole ? Mais vous n'êtes plus adjoint à la culture. Vous demandez la parole maintenant que vous n'êtes plus adjoint ?

Cédric de SAINT JOUAN : Il y a deux ans, la Friche à Mimi connaissait une incertitude sur son devenir due à des problèmes de succession. J'aimerais savoir comment la Ville se positionne ou accompagne ce changement potentiel.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre. La Friche à Mimi est une propriété privée qui appartient aux descendants de la famille Vergne et aux enfants et héritiers de Mimi Vergne, Vergne étant le nom de tout le pâté de maisons qui était à l'origine une ancienne menuiserie et qui a été transformé en ateliers, en studios de radio, en théâtre et en lieu culturel. Nous sommes dans le patrimoine privé. Lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme, j'ai positionné autour de la Friche à Mimi un périmètre d'étude du même genre que celui dont parlait Madame JANNIN tout à l'heure, qui était thématique sur la culture, c'est-à-dire que la Ville se donne la capacité d'intervenir lorsque les privés qui sont les propriétaires revendent leurs biens ou auront des projets immobiliers sur le site. À ce moment, nous pourrions leur demander un certain nombre de compensations qui permettent à la culture de rester présente dans l'îlot Vergne. C'est tout simple. Merci pour cette question Monsieur de SAINT JOUAN qui m'a permis de faire le point publiquement sur le sujet.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

10. Adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD

L'imagerie satellitaire s'avère particulièrement utile aux projets d'aménagement et de suivi de l'évolution des territoires, du fait de l'étendue des zones enregistrées et de la fréquence de passage des satellites, dont l'acuité accrue ouvre désormais des possibilités d'exploitation en milieu urbain.

Une plateforme de commande et de partage d'informations spatiales entre acteurs publics vient d'être créée à AGROPOLIS, après installation d'une antenne de réception sur le site et extension de la Maison de la Télédétection, avec un nouveau centre de traitement de données.

L'adhésion gratuite à ce dispositif de mutualisation de l'imagerie satellitaire dénommé GEOSUD nécessite la signature d'une convention entre la Ville et l'IRSTEA (anc. CEMAGREF).

Dans ces conditions il est proposé que la ville de Montpellier adhère au dispositif GEOSUD.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD, conformément à la charte annexée à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la charte d'adhésion de la Ville au dispositif GEOSUD, et tous les documents relatifs à cette affaire (par exemple l'acte d'engagement utilisateur annexé à la présente délibération).

Sonia KERANGUEVEN : Il s'agit d'une adhésion gratuite, un partenariat pour avoir accès à l'imagerie satellitaire. Cela nous donnerait accès à des données pour la ville mais aussi pour la métropole. Cette plateforme vient d'être créée à Montpellier sur Agropolis.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité

11. Programme de Vidéoprotection Urbaine Année 2016

La politique de sécurité mise en œuvre au sein de la commune de Montpellier s'appuie sur le renforcement des effectifs de la Police Municipale, la redéfinition de son organisation opérationnelle et le développement du plan d'installation de la vidéoprotection.

Cette technologie contribue à la gestion des espaces publics et de la voirie. Elle se positionne en tant qu'outil complémentaire à la présence des effectifs sur le terrain, qu'ils relèvent de la Police Municipale ou de la Police Nationale.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Le développement, qui vous est proposé à l'occasion de la programmation 2016, inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement, répond d'un diagnostic partagé avec les services de l'Etat, de la TAM et l'ensemble des demandes formulées par les administrés.

C'est à partir de cet état des lieux que les choix d'installation ou de renforcement de la vidéoprotection sont formulés.

Il est donc proposé, pour cette année une extension du réseau de vidéoprotection urbaine par l'implantation de 35 nouvelles caméras sur les secteurs et selon les fonctionnalités suivantes :

Lieux	Nb de Caméras	Thématique
Av de Toulouse / Av Clémenceau	3	Entrées de ville, Axes de circulation majeurs
Av de Palavas (Av Marechal Leclerc, Av Dubout, Rue Centrayrargues, Rue Bazille)	4	
Av Justice de Castelnau (Rue Montasinos)	1	
Secteur Av Mendès France (Rd-Pt Evariste Galois, Av Einstein, Av Becquerel)	3	
Bd de Strasbourg (Angle rue du Pont de Lattes, Côté Square J. Monnet)	2	
Bd des Arceaux (Bd Milhaud)	1	
Rd-Pt Louis Bret	1	
Rd-Pt Paul Fajon	1	
Rd Pt du Château d'O	1	
Altrad Stadium (Rue de Bugarel, Rue du Pas du Loup)	2	Equipements publics majeurs
Odyseum (Place de France)	1	
Zoo de Lunaret (Rd Pt Malassis, Av Val de Montferrand/Rue Jussieu)	2	

Equipements scolaires : (Carrefour Mermoz, Allée de l'Aqueduc, Las Cazes et GS Cévennes)	3	
Rue de l'Oasis	1	Secteurs ZSP, ZUS, ANRU, Politique de la Ville,
Lemasson (Angle Bd Pedro de Luna et Av de Maurin)	1	
Centre-ville (Passerelle Joffre, Bd Sarraill)	2	Centralités urbaines
Antigone (Rue Léon Blum, Rue Poséidon, Espl Europe)	3	
Centre-ville (Maréchaussée, entrée Corum, rue de Villefranche)	3	

TOTAL = 35

A ce jour et après approbation du programme 2016, le nombre de caméras sur l'espace public sera porté à 249.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le programme de vidéoprotection urbaine 2016, à savoir l'implantation de 35 nouvelles caméras ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment une subvention du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat ;
- de déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire

Monsieur le Maire : Madame SANTARELLI, faites-nous un point sur le fourgon que nous avons acquis avec les services de la police municipale et qui est un petit commissariat mobile dans la ville, qui permet de renseigner sur les événements, sur l'événementiel, par exemple il sera utilisé pour le FISE, mais pour d'autres lieux également, pour les places de surveillance sur la chaussée et pour servir permanence pour les Montpelliérains, en proximité avec la police. Marie-Hélène, comme vous l'avez fait avec brio dans la presse locale, faites un point sur le fourgon et sur la vidéoprotection.

Marie-Hélène SANTARELLI : Le fourgon fait un tabac au niveau national, puisque les polices municipales ont pris rendez-vous avec nous pour le visiter lors du prochain congrès de police municipale qui va se tenir à la fin du mois de mai. C'est un petit bijou technologique qui comporte tout ce qui se fait de mieux en matière d'informatique, de vidéo, de télécommunications. Il est capable de se déplacer et va permettre à des policiers de rencontrer des citoyens sur des endroits précis de la ville que nous allons définir au fur et à mesure. Pour l'instant, ils vont se rendre sur des marchés et donc pouvoir accueillir des personnes pour les renseigner, recueillir leurs doléances, etc. Parallèlement, comme son nom l'indique, ce PC mobile est doté de toute la technologie nécessaire pour se positionner sur les grands événements, notamment le FISE. Le but est d'être opérationnel pour cette édition du FISE, et il le sera, pour être en contact avec les services de secours, avec la police nationale et donc de pouvoir gérer tous les éléments qui interviennent dans la sécurité. Voilà notre petite fierté.

Pour revenir sur l'affaire du jour, avant de vous présenter ce programme de vidéo, je voulais répondre à Madame CANAUD qui, en Commission des Affaires générales, s'était posé quelques questions sur l'utilité de la vidéo. Je pense maintenant que pour la huitième ville de France et ville-centre d'une métropole de 450 000 habitants environ, nous ne pouvons plus nous poser la question de l'utilité de la vidéo protection. Certes, elle ne s'occupe que de traiter des faits sur la voie publique et c'est un outil précieux pour la police nationale, avec 500 interpellations en 2015 (je peux vous donner des chiffres mais ce n'est pas le but), mais il existe également d'autres utilités que nous oublions et qui sont très importantes, comme la gestion du tunnel de la Comédie, un gros ouvrage sur lequel la sécurité est très importante. Il a été fermé 258 fois l'année dernière sur des problèmes d'accidents, de piétons, d'animaux qui divaguent, de personnes qui le prennent en contresens, etc. Il est donc très important de le signaler, mais la vidéo est également utilisée sous forme de caméras mobiles pour la gestion des grands rassemblements, des grands événements, des fêtes, etc., qui sont très nombreuses sur la commune. Ils servent également à surveiller les crues et les points bas lors des inondations afin de gérer les problèmes de

circulation, et récemment pour l'utilisation que nous en avons faite en vidéo-verbalisation afin de faciliter la circulation sur ces trois axes principaux de la ville qui sont le pont de Sète, le cours Gambetta et l'avenue de Toulouse. Madame CANAUD s'était inquiétée du coût : le coût est élevé, puisque nous avons dépensé sur 2014, 2015 et 2016 1 600 000 €. Pour vous donner une précision, les 35 nouvelles caméras coûtent 848 000 €. Cela signifie que ces sommes sont attribuées pour l'acquisition et l'installation du matériel, en aucun cas pour le personnel, puisque aucune embauche de personnel supplémentaire n'a eu lieu pour faire fonctionner ces nouvelles caméras. Le total, la vidéo, les 50 policiers municipaux que nous avons tous recrutés et qui sont en place et la réorganisation des postes de police du centre, rue Durand, du nord, François Villon, du sud, secteur Croix d'argent, plus notre PC mobile, représentent un investissement conséquent qui fait de notre police municipale la sixième police municipale de France, tout cela sans augmenter les impôts. Je vais maintenant vous indiquer l'emplacement des 35 nouvelles caméras. Nous avons classé par thèmes. Je vais vous les donner une par une. Les caméras qui concernent l'entrée de ville et les axes de circulation majeurs : avenue de Toulouse / avenue Clémenceau, avenue de Palavas, avenue de la Justice de Castelnau, secteur avenue Mendès France, boulevard de Strasbourg, boulevard des Arceaux, rond-point Louis Bret, rond-point Paul Fajon, Rond-Point du Château d'O. Ensuite les caméras qui intéressent les équipements publics majeurs : l'Altrad Stadium, l'Odysséum, le Zoo de Lunaret, Place de France, les équipements scolaires : carrefour Mermoz, allée de l'Aqueduc, l'entourage du collège de Las Cazes et le groupe scolaire des Cévennes. En ce qui concerne les secteurs qui sont classés politique de la ville et des secteurs ZSP : la rue de l'Oasis et le Lemasson, et enfin les caméras situées dans le centre-ville, la passerelle Joffre, le boulevard Sarraill, Antigone, et au centre-ville, la maréchaussée, l'entrée du Corum et la rue de Villefranche. Ces 35 nouvelles caméras portent le nombre de caméras à 249. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci pour cet exposé très complet et précis. Qui demande la parole ? La parole est à Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, merci Madame SANTARELLI d'avoir répondu à mes interrogations en particulier sur le plan financier, donc sur le coût du fonctionnement et sur l'implantation. Je souhaitais une précision. Je trouvais intéressant de signaler où vont se trouver ces caméras. Ne serait-il pas possible pour chaque implantation de projeter une diapositive notifiant exactement où sera située la caméra ? Est-ce possible ?

Monsieur le Maire : Lorsque ce sera installé, oui, car il existe des contraintes techniques très immédiates, par exemple pour le mettre sur un poteau EDF, il faut une autorisation. Mais cela ne pose aucun problème.

Nancy CANAUD : Nous nous félicitons de cette initiative car tout ce qui peut lutter contre l'insécurité est notre priorité. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Madame CANAUD. La parole est à Madame BOUALLAGA.

Sabria BOUALLAGA : Je vais moi aussi saluer votre travail Madame SANTARELLI, et je vais surtout saluer l'attitude que vous avez eue envers les Montpelliérains dans vos prises de parole sur les réunions publiques. J'ai trouvé que malgré la difficulté de cet exercice et de la délégation que vous assurez, vous vous adressez chaque fois avec beaucoup de respect aux citoyens et pour cela, je voulais saluer votre travail. Je souhaite donc aborder sept questions Monsieur le Maire, qui durant les réunions publiques ont chacune suscité un débat. De nombreux sujets ont été abordés : les contraventions, le stationnement gênant, les nuisances sonores, les agressions, les zones accidentogènes, la drogue, l'éclairage, la jeunesse perdue, la vidéoprotection, les marginaux, les problèmes de voisinage. Ces réunions ont fait état de nombreuses problématiques, comme l'an passé. Ceci est loin d'être un ressenti mais aujourd'hui, j'aimerais être le porte-parole de nombreux Montpelliérains qui ne comprennent toujours pas cette façon de faire de la politique autrement. Je salue ceux qui ont assidûment et courageusement participé à ces réunions. Je déplore d'ailleurs l'absence de certains élus, opposition et majorité comprise. Il en va tout de même du quotidien des Montpelliérains. J'ai constaté une baisse d'influence sur certains quartiers. J'ai aussi constaté à de nombreuses reprises de nombreuses problématiques déjà abordées l'an passé et toujours pas traitées, des questions qui parfois ne traitent pas le fond du sujet et qui déplacent le problème.

Aujourd'hui, la sécurité est un problème majeur. Vous n'en avez pas l'entière responsabilité, surtout qu'au vu de la politique appliquée ces dix dernières années, vous n'êtes pas responsables non plus. Vous n'êtes pas responsables de toute la misère et de toutes les incivilités en tout genre, par contre vous avez incarné l'espoir, le changement. Vous l'incarnez encore, peut-être, mais pour combien de temps ? Ces réunions publiques m'ont fait penser à un talk-show avec en prime un numéro vert pour participer à un jeu, pour gagner un coussin berlinois, une recrudescence du passage des forces de l'ordre ou encore un passage de nettoyage de rue. Si vous êtes chanceux, c'est triple cadeau, puisque c'est coussin, police et arrachage de feuilles. Vous avez été beaucoup questionné sur les problèmes d'asphalte, de bitume et encore d'asphalte. D'un regard extérieur, ce genre de réunion ne peut être qu'éprouvant, parce qu'elles sont désorganisées, bien que la démocratie semble s'exercer. Force est de constater que même la démocratie nécessite un minimum d'organisation, et pas uniquement une salle, des micros ouverts et un bilan. Vous avez également abordé les conseils citoyens qui ne vont pas tarder, au vu de ce qui m'a été rapporté, à vous donner bien du souci. Certains se disloquent déjà. D'ailleurs, vous interdisez à vos élus de s'y rendre, ce qui pour moi, Monsieur le Maire, constitue une faute managériale.

Je m'explique : cette méthode serait compréhensible si elle était impulsée par un parti politique au fonctionnement flou. Or, vous représentez la liste citoyenne. Les Montpelliérains ont élu cette liste de manière triomphale. Les exclure de ces conseils, c'est priver les Montpelliérains de leurs élus. La présence des élus est pour moi nécessaire dès lors qu'ils sont là pour assister et non pour diriger ces rencontres. Les gens ne sont pas dupes et sauraient dénoncer les élus aux ego surdimensionnés.

Certaines villes ont fait le choix d'intégrer les élus et les habitants y trouvent une aide précieuse en termes d'écoute et d'accompagnement notamment. De nombreux exemples pourraient être cités, mais je voudrais en citer un. Avant, laissez-moi vous parler du Parlement Hautement Citoyen, un programme créé par Armel LE COZ qui vise à accompagner et mettre en réseau les collectivités qui souhaitent s'engager dans une modernisation de leur mode de gouvernance en concertation avec les habitants et leurs territoires car justement, l'exercice démocratique n'est pas simple et de nombreuses villes prennent cela en ce sens. Mulhouse en fait partie et pour se montrer au sein de ce réseau, la Ville a organisé un séminaire de deux jours sur la question de la démocratie et de la citoyenneté qui a regroupé plus de 5 000 personnes autour de débats et d'ateliers car il s'agit d'un sujet que peu d'entre nous maîtrisent. À l'issue de cela, la ville a créé l'Agence de la participation citoyenne, une régie municipale qui gère la démocratie avec une forme d'indépendance. Des élus et des associations y siègent. Placer la démocratie au cœur de la politique résoudra nombre de vos problèmes Monsieur le Maire, surtout lorsque vous n'appartenez à aucun parti. Les habitants deviennent les défenseurs incontestables de votre liste. D'ailleurs, Mulhouse a créé une plate-forme numérique. Savez-vous comment ils l'ont appelée, Monsieur le Maire ? Ils l'ont appelée « Mulhouse, c'est vous ». Il s'agissait de votre slogan.

Monsieur le Maire : Vous savez, quand il y a de bonnes idées, c'est normal qu'elles soient reprises.

Sabria BOUALLAGA : La preuve est que vous étiez sur la bonne voie. Justement parce que le numérique est l'avenir, cette plate-forme gère mensuellement les problèmes quotidiens des habitants. Il faut collaborer et non proposer un SAV. La solution se trouve toujours auprès des habitants. Je pourrais aussi vous parler de ces comptoirs de débats que plusieurs villes expérimentent, qui sont disposés à l'entrée des marchés, des supermarchés. Je rejoins ce que vous avez dit, Madame SANTARELLI, par rapport à ces PC. Vous allez tout à fait dans ce sens puisque vous placez la sécurité d'une manière très proche des habitants et en ce sens, vous réglerez de nombreuses doléances, ce qui fait émerger de nombreuses questions de fond qui deviennent par la suite des projets municipaux.

Monsieur le Maire, vous avez incarné mieux que personne cette démocratie tant désirée par les habitants. Gardez cette dynamique, c'est pour cela que vous avez été élus. À Montpellier, vous pourrez créer des commissions pour chaque thématique avec une loterie citoyenne où les personnes seraient investies et tirées au sort sur des fichiers de facture énergétique. Ainsi, vous balaierez de nombreux problèmes : sécurité, propreté, incivilités, car vous donnerez les clés de la cité aux habitants, le pouvoir aux habitants, mais aussi des responsabilités. Vous deviendrez, j'en suis convaincue, l'exemple à suivre à travers l'Hexagone. En Inde, une des villes les plus sales est devenue l'une des plus propres parce qu'un maire a justement suivi cette initiative. Voilà Monsieur le Maire, je sais que vous êtes sensible à la co-construction, des exemples existent à la pelle, certaines villes y parviennent, d'autres mettent plus de temps, et d'autres n'y parviendront jamais. Montpellier,

pour moi, doit être un exemple. Si d'ici la fin de votre mandat vous n'y parvenez pas, ce serait pour moi catastrophique.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, je vous remercie pour votre intervention. Si on sait la lire, si l'on ne s'arrête pas à la surface des choses, c'est un satisfecit global. La parole est à Monsieur DUMONT.

Christian DUMONT : Je vais m'intéresser, plutôt qu'à Mulhouse, à Montpellier et ses citoyens. En matière de sécurité Monsieur le Maire, comme disait l'Ecclésiaste, il n'y a pas grand-chose de nouveau sous le soleil. Il existe un fossé entre les discours, les bonnes intentions, les effets d'annonce. Aujourd'hui, ce sont les commissariats ambulants. Nous aimons à Montpellier ce qui est ambulant, car il y a aussi place Jean-Jaurès des poubelles ambulantes. Hier, c'était les voitures américaines, que vous connaissez Monsieur SAUREL. C'étaient les brigades à cheval, en roller, aujourd'hui en gyropode. D'un autre côté, il existe la réalité du terrain, celle à laquelle sont confrontés les Montpelliérains.

Il y a quelques semaines, la presse s'en est ouverte, un fait divers s'est produit du côté du Zénith lors de la soirée de Dieudonné. Des Montpelliérains se sont accrochés avec d'autres Montpelliérains, car à la sortie du Zénith depuis quelque temps, de nombreux embouteillages se produisent et la situation a dégénéré. Des personnes ont été gravement blessées, avec des ITT supérieures à huit jours. Pour mettre un terme à cette rixe, à cette violence, phénomène extrêmement grave qui touche toutes les populations et en particulier les jeunes, il n'y avait personne. Bien entendu, les caméras ont officié, mais pas un agent de la police municipale n'était présent. Dans la procédure, on a interrogé le responsable du service municipal : il n'y avait personne car ce soir-là, à Montpellier, tous les services de la police municipale étaient affectés au match de rugby Montpellier - Castres. Madame SANTARELLI, je veux bien que Montpellier soit huitième, septième ou sixième ville de France. Si, à Montpellier, nous ne sommes pas capables d'assurer la sécurité des concitoyens lorsque deux manifestations se produisent simultanément... A ce que je sache, le rugby se passe généralement bien, il n'était pas nécessaire d'investir toute la police municipale sur l'Altrad Stadium, tandis qu'au meeting de Dieudonné, la clientèle n'était pas la même et des risques existaient. Là encore, sans vouloir polémiquer, je sais que Monsieur le Maire n'était pas très favorable à cette soirée, qu'un arrêté avait été pris qui s'est fait retoquer devant le tribunal administratif. Peut-être est-ce pour cette raison que vous aviez demandé que la sécurité soit assurée soit par la Police nationale – on connaît votre dada concernant la police nationale, qui ne fait peut-être pas toujours son travail, etc. – *[interjection]* Si, je me souviens que vous en avez parlé en début de mandat lorsque vous avez comparé Montpellier à Chicago.

Monsieur le Maire : Je n'ai jamais dit qu'elle ne faisait pas son travail.

Christian DUMONT : Je m'étonne que ce soir-là au Zénith, personne n'ait assuré la sécurité des Montpelliérains. Je dis donc qu'il existe une réalité du terrain. J'inviterai Madame SANTARELLI, qui fait des efforts, il est vrai, mais plutôt que d'aller à des colloques à la faculté de droit, de se rendre un peu sur le cours Gambetta. On verra si aujourd'hui, le problème de sécurité, le problème des vendeurs à la sauvette est réglé. Il n'est pas réglé. Plutôt que de se décerner des lauriers et de se dire toujours qu'à Montpellier on fait ceci ou cela, je vous demande d'aller sur le terrain et de régler les problèmes auxquels sont confrontés les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Je vais vous répondre. Franchement, vous avez choisi l'exemple à ne pas choisir en citant Dieudonné. S'il existe bien une personne qui a tout fait pour que le spectacle soit annulé, c'est moi. D'ailleurs, qui ai-je entendu autour de moi ? Un silence assourdissant. Ni à gauche, ni à droite : pas un mot. Même dans Midi-Libre, à qui je dis ce qui va bien et ce qui va mal. Je ne suis marié avec personne, sinon ma femme. Le lendemain dans Midi-Libre, j'étais presque accusé de n'avoir pas permis la liberté d'expression. Si la dérive des idées, des philosophies, du courage politique est celle-ci, très bien, mais je ne participe pas à la fête. La dernière fois que Dieudonné est venu, des sigles nazis ont été proférés, sans oublier la fameuse quenelle dont il est question et que je ne referai pas, car c'est interdit par la loi, vous qui êtes juriste, vous devriez le savoir Monsieur DUMONT. Lorsqu'un joueur de foot a été fortement pénalisé sur un terrain de foot, 3 500 personnes, à l'appel de mon nom, ont fait la quenelle, et cela a ému qui ? Personne.

Christian DUMONT : Monsieur le Maire, je vous parle des Montpelliérains. Je ne vous parle pas de vous. Vous parlez de vous et de la quenelle, nous n'en avons rien à faire, Monsieur. Je vous parle de notre sécurité. Arrêtez de regarder toujours votre nombril Monsieur le Maire, nous n'en avons rien à faire. Franchement, je n'ai

pas réagi lorsque 3 500 personnes ont fait la quenelle vis-à-vis de vous, on n'en a rien à faire. Je vous demande, en tant que premier magistrat, d'assurer la sécurité des concitoyens. C'est tout.

Monsieur le Maire : Après, vous me dites que la Police nationale ne fait pas bien son travail. Je n'ai jamais dit cela, je ne l'ai jamais écrit. Prenez tous les enregistrements, vous verrez : jamais. *[brouhaha]* Il nous manque 25 policiers nationaux à Montpellier. Voilà la réalité. Cet avis, je ne suis pas seul à l'exprimer, tous les syndicats de police font de même. Le procureur, Monsieur BARRET, le jour de l'installation du tribunal, a expliqué qu'il manquait des magistrats, qu'il manquait du personnel – et vous le savez, vous y travaillez – et qu'il manquait des policiers nationaux. Nous sommes dans cette situation. Les policiers nationaux n'ont pas les mêmes compétences sur la voie publique que les policiers municipaux, désolé.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 2 (Hervé MARTIN sans sa procuration, Françoise BONNET)

Adopté à l'unanimité.

Madame JANNIN sort de séance.

12. Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2016)

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Parcours d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC). Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2016, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2016 de la Ville pour un montant global de 56 617 € (dont 33 521 € Ville, 6 096 € D.A., 17 000 € D.R.A.C.).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, au titre du Parcours d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), année scolaire 2015/2016, pour un montant de 17 000€,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Isabelle MARSALA : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, je vous rappelle que sur le budget 2016, vous avez voté une subvention pour le projet « offre culturelle ». Ce projet ciblant l'excellence artistique est porté par la DRAC, la Direction académique et la ville. Il s'agit ici d'agréer la participation de la DRAC à hauteur de 17 000 € et de leur permettre de déposer leur demande de subvention envers ce projet, tout simplement.

Monsieur le Maire : Qui souhaite des explications ? Madame JAMET.

France JAMET : Comme nous n'avons pas accès à la Commission des Affaires générales, nous avons de nombreux questionnements. Nous apprenons donc que nous allons apprendre aux enfants scolarisés à s'approprier le territoire, ce qui est tout un programme. Au-delà, j'aimerais savoir s'il est possible d'effectuer un vote par division dans la mesure où il existe de nombreux questionnements sur l'initiation ou sur l'association « fabrique de l'autonomie et de la responsabilité citoyenne », le FARC...

Isabelle MARSALA : Excusez-moi Madame, vous n'êtes pas sur l'affaire suivante ?

Monsieur le Maire : Vous êtes sur la 12.

France JAMET : Au temps pour moi.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance.

13. Attribution de subventions – Temps d'activités périscolaires Année scolaire 2016-2017

La Ville de Montpellier organise des Temps d'Activité Périscolaires dans les 123 écoles maternelles et élémentaires de la ville, les jours de classe (lundis, mardis, jeudis et vendredis) de 16h à 17h30.

Afin de proposer aux enfants des activités périscolaires variées et complémentaires de celles mises en place par les animateurs municipaux, la ville a sollicité par un appel à projets les associations qui souhaitent mettre en place des activités pendant les temps périscolaires.

Ces projets d'activités ont vocation à :

Offrir au plus grand nombre d'enfants des activités périscolaires diversifiées et adaptées à leur âge, en complémentarité avec les temps scolaires.

- Favoriser la découverte par les enfants des écoles de nouvelles activités sportives, culturelles, scientifiques ou ludiques.
- Encourager les enfants scolarisés à découvrir et s'approprier le territoire et le patrimoine de leur environnement quotidien.

Après examen des propositions associatives et en tenant compte de leur cohérence avec les projets pédagogiques périscolaires des écoles concernées, il est proposé d'accorder des subventions aux associations suivantes, comme défini ci-dessous :

Code	STRUCTURE	NOM DU PROJET	MONTANT
3932	Association Cévennes Insertion Loisirs et Education ACLE	Jeux de société TAP	16000
3178	Association Diffusion et Information sur la Technique Alexander ADITA	Un esprit sain dans un corps sain	3150

2310	Association pour le Développement des Pratiques Cyclistes ADPC	Ma ville à vélo	900
432	Association des Pupilles de l'Enseignement Public AD PEP 34	Animation des TAP	196000
5842	ADN citoyen	Education culture numérique RECREANUM	3500
2432	Allons z'enfants - Compagnie Didier Théron	L'atelier des arts sud spectacle	7400
689	Association Languedocienne pour la Jeunesse Fabulos Droles	TAP Fabulos Droles	37000
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Painlevé	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Simenon	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Chengdu	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Morisot	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Bazille	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Michelet	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école Daubié	2700
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	TAP environnement urbain à l'école B. Pascal	2700
6126	Aquarius Théâtre	Initiation au théâtre	15500
1187	Arceaux Montpellier	Initiation à la pratique du football	1500
	Art et transformation	Atelier clown	2300
5966	Arthur Théâtre	Ateliers de théâtre éducation	11500
1230	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier ASBAM	ASBAM et rythmes scolaires	2750
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent	Initiation ludique au volley	16000
2139	ASPTT Montpellier	Temps péri scolaire	15000
2726	Association CARTHAGE	Atelier musique	5000
3381	Association DIFED	De l'environnement dans mon école	2500
6497	association eau pour la vie AEV	Les enjeux de l'eau à Montpellier et ailleurs	7150
5911	Association Fabrique de l'Autonomie et de la Responsabilité Citoyenne FARC	Mieux vivre ensemble	4900
5499	Association La Hurlante	Mascarades	2500
5125	Association les mains enchantées	Création livres illustrés et mosaïque	6500
6541	Association Méamuse	Alimentation saine et durable	1000
6007	association Mouvement Art Total	Jeux corporels autour de la danse contemporaine	8000

7078	Association OPELA	Ateliers ludiques en langues vivantes	1800
6172	Association Pamplémousse	Danse créative	2500
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	défis olympiques	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Histoires magiques	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Fabrique ton sac à dos	7000
5722	Association Pratique Educative et Plaisirs Sportifs PEPS	Le tour du monde de l'animation	7000
6538	Association Récits d'ailleurs	Exprimons-nous !	1000
1949	Association ThéâViDa	Arts visuels d'Amérique latine	3000
6548	Autonomie créative (l'Académie)	AGORA	7000
1813	Axe sport Art et culture	anglais	6900
1813	Axe sport Art et culture	multi danses	6900
1813	Axe sport Art et culture	multi sports	11800
5971	Brand à part	Le ciné gouter	2500
575	Calandreta dau Clapas	Atelier échecs initiation et perfectionnement	4400
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Voltaire Pagnol	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Beethoven	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Kipling Baudelaire	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires Olympe de Gouges	37000
789	Comité Départemental UFOLEP 34	Animations éducatives périscolaires au Petit Bard	37000
3845	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	Atelier cirque Figuerolles Gambetta	5200
3845	Centre Arts du Cirque BALTHAZAR	Atelier Cirque hauts de Massane	1700
4955	centre culturel international musiques sans frontières	Recuperçu	3950
	Chasses au trésor d'Occitanie CATOC	Chasse au trésor	3950
	CODES Comité d'éducation pour la santé	projet contes	2700
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous Mosson	2000
4517	Comité Départemental Handisport Hérault	Handisport pour tous Cévennes	2000
6545	Comité départemental du sport en milieu rural CDSMR	Découverte du disc golf et de jeux traditionnels	7900
1549	Comité sport adapté 34	Activités physiques en CLIS	5600

1549	Comité sport adapté 34	activités physiques adaptées avec des CLIS	3450
1549	Comité sport adapté 34	Mixité et partage dans le sport	1600
5122	Compagnie Alegria Kryptonite	Atelier de pratique théâtrale	5000
2973	Compagnie Flamenca Temperamento Andaluz	Univers flamenco danse et chant	1200
5824	Compagnie La Maison	Danses et imaginaires	4300
5657	Compagnie l'Enjambée	Le corps en jeu	5900
1774	Compagnie Pépi Morena	Eveil corporel et musical	5400
5554	compagnie Théâtre du Sud	Activités périscolaires	4900
2049	CPCV Sud Est	Atelier éco citoyen	4300
2049	CPCV Sud Est	Comédie musicale	4300
2049	CPCV Sud Est	Et toi t'écoute quoi ?	4300
2049	CPCV Sud Est	Fêtes d'ici et d'ailleurs	4300
2049	CPCV Sud Est	Il était une fois	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux de construction	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux du monde et jeux traditionnels	4300
2049	CPCV Sud Est	création jeux de société	4300
2049	CPCV Sud Est	Médialab	2200
2049	CPCV Sud Est	nouveaux jeux sportifs	4300
2049	CPCV Sud Est	sur les ondes	4300
2049	CPCV Sud Est	vis ma ville	4300
2049	CPCV Sud Est	citoyens de demain tous semblables	4300
2049	CPCV Sud Est	jeux coopératifs	4300
2049	CPCV Sud Est	nos amies les bêtes	4300

6492	Croc and Move	croc la vie	3200
	Croix Rouge Française	Tous secouristes - prévention et secours civiques	1200
372	Développement solidaire et durable	Rendre les enfants acteurs du développement solidaire et durable	35000
6184	Eduquer Créer Divertir Cultiver	Robots, mots et musicaux	29500
406	Echecs club Montpellier	activités éducatives périscolaires	5900
6085	Ecole de musique de Fabrègues	découverte du Ukulélé	2100
2324	Ecole des Arts martiaux chinois	découverte des arts martiaux chinois	5900
5664	ELVIRE	Poésie écrite et orale	2500
5665	En traits libres	TAP et arts plastiques	19200
5803	Entrée de secours	A l'école de la prévention	22100
3675	ESSOR "Savoirs et partages"	Arrimage en scène	1750
2149	Eveil en mouvement	Activités éducatives périscolaires	45000
1083	Fédération Nationale des Compagnies de Théâtre Amateur FNCTA CD 34	Ateliers théâtre enfants	13500
71	Echanges Internationaux Culture et Citoyenneté I.PEICC	des mots et des couleurs	2750
71	Echanges Internationaux Culture et Citoyenneté I.PEICC	citoyens juniors	2750
3848	Ici et maintenant	relaxation yoga	1550
6436	Italia a due passi	découverte de l'italien	3220
409	Jouons en ludothèque	Ludothèque Pergola à l'école	3450
409	Jouons en ludothèque	ludothèque à l'école	14000
1201	La boutique d'écriture & Co	activités culturelles à l'école Sévigné	3000
5045	La compagnie Maritime La Pilotine	Tous en scène Près d'arènes	10000
474	La Gerbe	activités éducatives périscolaires	18750
8898	La Petite Fabrique	créativité et arts plastiques	10000
4472	La vista	la découverte du clown et sa gestuelle	4500
6350	L'abeille en jeux	découverte des abeilles	3000
3064	Lache les Mots	écrire et s'écrier	4950
5947	Le jardin des notes	projet musique	6900
4388	Le Passe Muraille	jardin	5000

4388	Le Passe Muraille	jeux du monde	5000
4388	Le Passe Muraille	club nature	5000
4388	Le Passe Muraille	patrimoine immatériel	5000
4388	Le Passe Muraille	découverte du territoire	5000
467	Le Relais	parcours éducatif Condorcet	7300
467	Le Relais	parcours éducatif Pasteur	14800
467	Le Relais	parcours éducatif Rousseau	14800
467	Le Relais	parcours éducatif Lamartine	14800
5844	Les Dés Calés	Education par le jeu	7000
5988	Les Films de la criée	images, découverte, initiation, jeux et fabrication	7900
1469	Les Francas de l'Herault	Animathèque	168000
25	Les petits débrouillards	sciences amusantes	42000
720	Ligue contre le cancer	N'attends pas demain, prends ta santé en main	500
6544	Ligue nationale contre l'obésité	TAP Alim	10300
6535	Line up	découverte et pratique de l'art du graffiti	1900
6155	L'ouvre boites	je joue, tu joues, jouons ensemble	5000
	Ludilangues France	Raconte ta vie en stop motion	5200
	Ludilangues France	dis-moi di mots en anglais	8400
233	Ma vie	activités physiques motrices	2200
6150	M(art)mot	initiation à l'archéologie	2600
6150	M(art)mot	jeux créatifs et histoire de l'art	10400
3230	Maison d'Architecture Languedoc-Roussillon	Sensibilisation en architecture	8 700
6348	Mille feuilles	histoires de pattes et de plumes	400
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques, jeux d'écriture et de dessin autour des livres de la littérature jeunesse	4950
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques	2500
5537	Mom'Art Factory	arts plastiques et littérature jeunesse	4950
5537	Mom'Art Factory	atelier initiation théâtre	4950
5537	Mom'Art Factory	atelier de conte théâtralisé	4950
5537	Mom'Art Factory	initiation à la vidéo	2500

5223	Montpellier Agglomération Athlétic Méditerranée	apprentissage d'un sport en primaire	4500
1238	Montpellier AM Judo	a l'école du judo	5918
3808	Montpellier culture sport adapté	découverte sportive en CLIS1 Croix d'Argent Cévennes	5950
4556	Montpellier Eaux Vives Canoé Kayak	Montpellier au fil de l'eau	3100
128	Montpellier Handball	Initiation Handball	4500
2274	Montpellier Monocycle	initiation au monocycle	3650
5854	Montpellier Mosson Omnisports	Les hauts de Massane à l'école du sport périscolaire	12000
1541	Montpellier Tennis de Table	Initiation au tennis de table	6000
4144	Montpellier Université Club MUC Vacances	Temps périscolaires éducatifs	597500
6547	Newol Entertainment	Radio TV école : apprends à t'exprimer	2100
1810	Oaqadi - On a quelque chose à dire	Découverte de la radio, un outil éducatif	5400
1783	OCTOPUS EXPRESSION	Théâtre patrimoine et citoyenneté	9700
6537	O'NARI	Ateliers philo-mots, musicophiles, radiophiles	3950
265	Opéra Orchestre National de Montpellier	A la découverte de l'Opéra	2200
5979	Plateau neuf	Atelier Dans théâtre TAP	2950
38	Radio Aviva	initiation à la radio	2250
29	Radio clapas	des sons animés	4950
2835	Solidarité DOM TOM Hérault	Eduquons ensemble pour une école idéale et citoyenne	7500
1240	Satellite	danse à l'école	1000
	Sophrologie 34	Atelier récréatif relaxation et communication	3950
6322	Sonikete Flamenco	Flamenco danse et musique	8800
2502	Sport tambourin club de Montpellier	En avant le jeu	3000
5775	Steeldrum languedoc	Percussions, danse et contes traditionnels du monde	1700
2811	Strata'j'm sud	A la découverte des jeux	14300
6444	Syllabe	Atelier de lecture et d'écriture	4900
6115	Thalie	Schoolart	2000
4586	Vacances Evasion	réalisation d'activités éducatives	246500
1046	Visuel LSF LR	A toi de signer	3600

6152	Yapad'lez'arts	contes à écouter et à parler	1800
		Total subventions attribuées	2 410 938
		Provisions	89 062
		TOTAL	2 500 000 €

Le subventionnement de ces 167 projets permettra aux associations d'organiser 39 366 groupes d'activités dans les écoles, ce qui représente une moyenne de 273 séances d'activités chaque jour.

Le total des subventions accordées pour l'ensemble de ces projets est de 2 410 938€. Les actions seront menées sur l'année scolaire 2016 -2017.

Les modalités de paiement des subventions sont détaillées dans la convention spécifique des projets périscolaires dont le modèle a été adopté par la délibération du 24 Juillet 2014 :

Un premier versement égal à 70% de la subvention totale est versé à chaque association avant le début de l'action, dès réception de la convention signée.

Le solde de la subvention, soit 30% du montant voté, est versé après la fin de l'action si celle-ci a été intégralement exécutée. Le bilan de l'action est établi sur la base du rapport d'activité présenté par l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions
- de prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2016 sur la ligne 24419 nature 6574 chapitre 922.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Tout le monde est désormais au courant de ce que sont les TAP. Vous savez tous que nous travaillons avec des associations que nous recrutons sur la base d'une lettre de cadrage qui précise les modalités des TAP et les objectifs éducatifs et pédagogiques de la ville. Ce projet est présenté sous forme de demandes de subventions. Il détaille les objectifs et les outils pédagogiques de l'association, le nombre de séances, le secteur ainsi que le budget global du projet et la subvention demandée à la Ville. L'appel à projet fait l'objet d'une large information : dossier accessible sur le site de la Ville et communiqués de presse. Voilà pour la procédure.

Ensuite, les projets arrivent à la Ville. Ils sont d'abord soumis à une vérification administrative et financière, puis à un avis des directions expertes (culture, sport, éducation, développement durable, alimentation) pour la qualité des projets et des intervenants. Nous retournons ensuite sur le terrain et nous discutons avec les personnages d'animation de la Ville pour donner une appréciation sur les projets déjà connus et les nouveaux projets. Nous effectuons ensuite au niveau des élus un arbitrage financier pour sélectionner les projets les moins coûteux à qualité comparable. Il existe ensuite une pré-affectation école par école pour élaborer un avis sur le terrain de ce qui est intéressant pour les enfants sur tel groupe scolaire, puis nous établissons une liste que nous vous présentons aujourd'hui.

Comme éléments de base, je souhaite vous donner quelques informations : en 2015, nous avons reçu 194 projets. En 2016, nous sommes à 206 projets à ce jour. Pour 94, cela représentait un peu plus de 40 000 séances. Nous sommes aujourd'hui à un peu moins de 39 000 séances, sachant que nous réajusterons en cours d'année,

puisque'il existe toujours quelques mouvements. Nous avons donc 6 % de propositions supplémentaires pour un budget de 2,5 millions, c'est-à-dire constants d'une année sur l'autre, et un coût moyen de la séance à 61 euros. Il s'agit également d'un prix fixe. Certaines confusions que j'ai lues m'ont beaucoup étonnée, par conséquent je souhaite vous signaler que le montant de ces subventions est en lien direct avec le nombre de séances proposées par l'association. Que les choses soient bien claires. Je suis à votre disposition pour plus de renseignements.

Monsieur le Maire : Merci Madame MARSALA. Qui demande la parole ? Madame JAMET.

France JAMET : Je reviens au questionnaire sur les FARC. J'ai déjà une partie de la réponse, puisque je ne remets pas en question l'UFOLEP, mais ces 200 000 € représentaient tout de même une somme conséquente. Sur les CLIS et le sport adapté, je n'ai pas de souci. J'ai beaucoup de questions concernant CPCV Sud-Est, avec « Et toi t'écoutes quoi ? », « Vis ma ville », « Citoyens de demain tous semblables », « Nos amis les bêtes », ce qui est un joli programme, mais qui totalise 70 000 € pour des projets sur lesquels nous n'avons aucun renseignement. La Croix-Rouge française, je suis 100 % pour, pour la prévention et le secours civique. Pour Éveil en mouvement, « activités éducatives périscolaires » est un intitulé que vous reproduisez partout, mais qui ne représente pas grand-chose et qui ne répond pas forcément à mes questions. En dehors de cela, avec le Passe-muraille, les Jeux du monde, le Relais, je m'inquiétais : 50 000 €.

Nous nous abstiendrons globalement, car je me doute bien que vous n'allez pas pouvoir me répondre, puisque c'est le but des commissions d'Affaires générales auxquelles nous n'avons pas accès. Nous nous abstiendrons globalement sur tous ces projets, mais nous souhaitons voter contre les Francas de l'Hérault, nous vous l'avons déjà dit, parce qu'il existe une connotation éminemment politique qui ne peut pas être admise dans le cadre du périscolaire. La Ligue contre le cancer, « n'attends pas demain, prends ta santé en main », je trouve qu'il s'agit d'un sujet qui pourrait être largement plus diffusé. La sensibilisation à l'architecture est un large projet qui devrait intéresser beaucoup d'enfants. Pour Radio Aviva et Radio Clapas, je ne suis pas certaine que notre subvention ne soit pas finalement détournée au profit de nos radios, pourquoi pas les autres, d'ailleurs. Voilà les questions que je souhaitais vous poser. Je ne sais pas si vous pouvez y répondre, mais nous donner la possibilité d'effectuer un vote par division nous permettrait de voter contre les Francas et les radios. Merci.

Monsieur le Maire : Nous vous répondrons à la fin. Madame BOUALLAGA a demandé la parole.

Sabria BOUALLAGA : Je m'interrogeais sur une des subventions, celle de la Maison de l'architecture Languedoc-Roussillon pour 8 700 €. Qu'est-ce que cela a à voir dans les TAP ?

Monsieur le Maire : Nous allons vous répondre. Madame MARSALA, faites-nous une réponse globale.

Isabelle MARSALA : Comme je vous l'ai expliqué, ces subventions arrivent à vous après être passées par tout un tas de procédures. Elles sont vérifiées au niveau légal, au niveau de ce qui est fourni aux enfants. Le montant est bien lié au nombre de séances effectuées dans les écoles. Les associations qui gèrent les centres aérés comme CPCV, comme Francas, sont des associations qui disposent d'un grand nombre d'animateurs et qui nous proposent de pouvoir pratiquer sur un grand nombre de séances dans les écoles. Naturellement, la somme est plus importante que lorsqu'il s'agit d'une plus petite association qui va pouvoir proposer une ou deux séances par semaine. Ceci explique les différences de tarifs. Nous sommes dans une moyenne de 60 € par séance, donc cela est assez équilibré.

Sabria BOUALLAGA : Madame MARSALA, je ne remets pas en question la somme.

Isabelle MARSALA : Je réponds à vous deux en même temps.

Sabria BOUALLAGA : D'accord, mais je me demande ce que la Maison de l'architecture fait ici. Un architecte va donc venir, que va-t-il faire avec les enfants ? Certaines choses ont été dites dans la presse. Je me pose des questions.

Isabelle MARSALA : Je vais vous répondre, bien sûr. Pour ce qui est des autres projets, sachez que nous sommes sur un volontariat des associations. Ce sont des associations qui proposent des programmes éducatifs pour le temps des TAP. Sur les radios libres, deux radios ont répondu à l'appel d'offres. Ce sont des

candidatures intéressantes pour les enfants qui amènent un plus pédagogique. Leurs tarifs sont corrects et leurs propositions sont bonnes. Nous sommes dans un cadre tout à fait logique. Par rapport à la Maison de l'architecture, cette association est intervenue l'année dernière. Nous avons reçu énormément de retours positifs sur le travail qui a été effectué dans les écoles. Cette année, nous envisageons moins de séances que l'an passé avec la Maison de l'architecture, pas de notre fait mais de leur fait, parce qu'ils ont considéré qu'ils recentraient le travail sur deux écoles au lieu de quatre par rapport à l'année dernière pour des questions pédagogiques. Si vous le souhaitez, nous tenons à votre disposition les bilans de fin d'année dont nous disposons. Le projet de l'année dernière était un travail de construction avec les enfants, dans l'espace, de modules sur le futur avec des terrains de jeux fabriqués en papier grâté. Ce projet a vraiment été un régal. Les enfants ont ramené à la mairie une maquette qu'ils avaient construite avec cette association et cela a été du pur bonheur, autant pour les enfants que pour nos animateurs qui ont plébiscité cette association. Pour ces raisons, cette année nous vous proposons un travail. Ils ont été repris. Je ne travaille pas par rapport à ce que dit la presse, je travaille à la qualité que je peux apporter sur le terrain aux enfants sur ces temps des TAP. La qualité, je vous l'assure, s'y trouve réellement.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Madame MARSALA a répondu. *[Interjection]* On ne menace pas. Arrêtez de vous comporter ainsi. Tant que vous vous comporterez ainsi, vous ne pourrez pas revenir dans la majorité. Vous comprenez ? Vous ne pouvez pas revenir comme cela, vous remettez toujours la faute. Je vous aime bien, vous le savez, mais vous remettez toujours la faute. *[Interjection]* Nous allons faire voter l'affaire complète, vous voterez contre Madame BOUALLAGA, on le sait.

Pour : 60

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame JANNIN entre en séance.

Madame LLEDO quitte la séance et donne procuration à Madame JAMET. Monsieur DUMONT quitte la séance et donne procuration à Monsieur LARUE.

14. Crèche « Boussinesq »

Délégation de Service Public - Délibération de principe

La Ville de Montpellier poursuit son objectif d'augmenter l'offre d'accueil des 0-3 ans pour accompagner sa croissance démographique mais également s'adapter aux nouveaux besoins et demandes des parents. L'objectif de la politique enfance vise à offrir au plus grand nombre d'enfants un accueil de qualité, professionnalisé, diversifié et adapté aux besoins des familles. Cet objectif se décline à tous les niveaux, depuis l'accueil des familles jusqu'au développement de l'offre qui a triplé en 30 ans. Malgré ce développement considérable, l'offre d'accueil sur le territoire reste toujours insuffisante au regard de la demande.

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a lancé une consultation d'opérateurs pour la réalisation d'un programme immobilier dans le quartier des Arceaux, au 6 rue Boussinesq. Dans le cadre de cette opération immobilière, la Ville a eu l'opportunité de pouvoir développer un projet de nouvelle crèche. L'espace disponible, d'une superficie de 1 344 m², donnait les moyens de créer une crèche d'une grande capacité et de développer ainsi l'offre de places sur la Ville. Cette nouvelle crèche dite « Boussinesq » (dans l'attente de sa dénomination officielle) offrira au moins 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial.

Parallèlement, et de façon partagée, la Ville, le Conseil Départemental et la Caf de l'Hérault constatent que de nombreuses familles en démarche d'insertion professionnelle rencontrent des difficultés pour trouver un mode

de garde adapté aux contraintes de déplacement et/ou d'horaires imposées par leur parcours d'insertion. Par ailleurs, l'augmentation de la flexibilité des horaires de travail et les changements qui affectent la structure et l'organisation familiale suscitent des besoins d'assouplissement ou d'extension des horaires d'accueil. Les salariés travaillent moins souvent à horaires hebdomadaires réguliers que précédemment et plus fréquemment à horaires irréguliers. Cette évolution touche davantage les femmes que les hommes et elle impacte, en particulier les familles monoparentales, nombreuses sur la Ville de Montpellier, dans leur organisation familiale. Or, l'offre d'accueil existante sur le territoire montpellierain doit être renforcée pour prendre en compte ces nouveaux besoins.

Par sa localisation, la crèche « Boussinesq » s'ouvre particulièrement aux familles issues de plusieurs quartiers environnants, identifiés comme socialement prioritaires. La réponse proposée porte donc à la fois sur le temps d'accueil, l'amplitude d'ouverture au public et l'accessibilité-transport. La Ville a souhaité que le projet de cette crèche soit adapté aux besoins du territoire et basé sur des principes qui répondent aux attentes de ces publics spécifiques :

- Adaptation du projet d'accueil et mobilisation de places au profit de ces familles au moyen de contrats d'accueil à temps partiels ou irréguliers,
- Ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie tôt le matin et tard le soir : la crèche pourrait ouvrir dès 6h et jusqu'à 20h,
- Accessibilité de l'établissement particulièrement favorisée par la proximité immédiate de la ligne 3 de tramway.

Un tel projet nécessite une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le recours à la gestion déléguée pour la future crèche « Boussinesq » présente les avantages suivants :

La réponse à un besoin d'accueil spécifique : compte tenu du public ciblé, le projet de crèche doit être orienté vers l'accentuation de l'individualisation de l'accueil et du soutien à la parentalité et prévoir l'élargissement des horaires d'ouverture. Une organisation adaptée aux contraintes de gestion requises nécessite du personnel supplémentaire et, par conséquent, une augmentation de la masse salariale difficile à envisager pour la Ville dans le contexte financier actuel. Par ailleurs, les horaires d'ouverture élargis paraissent difficilement compatibles avec les horaires habituels de travail du personnel municipal.

L'optimisation de l'offre : au regard du dynamisme démographique de la ville de Montpellier (près de 4 000 nouveaux arrivants chaque année), il est nécessaire de développer l'offre d'accueil. Cette pression du besoin ainsi que les contraintes budgétaires et les exigences réglementaires se cumulent et ne cessent d'augmenter. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts. En effet, ceux-ci sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle dans le cadre de la mise en concurrence sur la base d'un cahier des charges précisant les attendus de la Ville en matière de service public, assurant ainsi un résultat plus avantageux pour la collectivité.

L'échange d'expériences : le recours à une entreprise expérimentée dans la gestion d'une crèche municipale favorise également l'échange d'expertises (accueil des enfants, relations avec les familles, partage des projets pédagogiques, optimisation de la fréquentation des établissements). La crèche municipale déléguée participe comme les autres établissements municipaux à la mise en œuvre du service public, par exemple au moment des fermetures estivales.

Dans un contexte de croissance démographique, cette optimisation permet en outre à la collectivité de se donner les moyens de maintenir les structures existantes sur le territoire tout en continuant à développer l'offre, à court et moyen terme.

Pour ces raisons, eu égard à la particularité du projet et à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, la Ville préconise donc le recours à une délégation de service public (DSP) plutôt qu'à une exploitation en régie directe.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la commission consultative des services publics locaux a été consultée le 14 avril 2016 sur ce projet de gestion déléguée. Le Comité Technique a également été consulté. Le Conseil municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

- Le délégataire gérera l'ouvrage pour le compte et sous le contrôle de la Ville, avec un contrat conclu pour une durée de 5 ans, à compter de la date d'ouverture envisagée pour début septembre 2017.
- Le délégataire versera à la Ville une redevance pour le loyer correspondant aux locaux mis à disposition par la collectivité. Le délégataire assurera l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.
- Les locaux sont mis à disposition vides d'équipements et mobiliers. Le délégataire aménagera les locaux de façon à assurer le bon fonctionnement du service. L'ensemble des équipements et ameublements deviendront propriété de la Ville à l'issue de la délégation.
- Le délégataire gérera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa propre responsabilité et à ses risques et périls. Il assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).
- En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF et la participation de la Ville telle que définie dans la convention (dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat).

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et du Comité Technique, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la gestion de la crèche dite « Boussinesq » dans le cadre d'une délégation de service public ;
- d'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- de décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche « Boussinesq » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Titina DASYLVA: Monsieur le Maire, mes chers collègues, il s'agit de la création de la première crèche municipale à horaires élargis de Montpellier. Notre objectif est d'accroître significativement l'offre d'accueil des 0 - 3 ans et d'offrir au plus grand nombre un accueil de qualité, diversifié et adapté aux besoins des familles. Par sa localisation rue Boussinesq, la crèche s'ouvrira particulièrement aux familles issues de plusieurs quartiers environnants identifiés comme socialement prioritaires. La réponse proposée portera donc sur le temps d'accueil, l'amplitude d'ouverture au public et l'accessibilité des transports. La Ville a souhaité que son nouveau projet pour les enfants en bas âge réponde aux attentes de ces publics spécifiques. Dans un contexte de forte croissance démographique et eu égard à la nécessaire maîtrise des coûts qu'impose la conjoncture économique des finances locales, le choix de gestion de ce nouveau service public en délégation permet à la collectivité de se donner les moyens de maintenir les structures existantes tout en continuant à développer l'offre à court terme. Ce nouvel établissement municipal situé rue Boussinesq appliquera bien évidemment les mêmes tarifs que les autres établissements municipaux, suivant le barème national des participations familiales établie par la CNAF. Je suis à votre disposition pour des informations complémentaires.

Monsieur le Maire : Merci Madame DASYLVA. Qui souhaite s'exprimer ? Madame CANAUD.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais vous dire que bien évidemment le service public de la petite enfance et la crèche municipale effectuent un travail remarquable, mais je trouve qu'il est important de diversifier les acteurs de la petite enfance pour évoluer avec notre temps, pour ne pas alourdir avec des emplois publics les finances de la Ville et aussi parce que le service public est rendu avec la même qualité. Ce sont des crèches comme les autres, avec des puéricultrices qui assurent leur travail comme des

professionnelles et pas comme des agents comptables. Pour certains, le seul fait de prononcer le mot d' « entreprise privée » évoque le diable. La délégation de service public, qui porte si bien son nom, est un service public délégué et non une privatisation. De ce fait, notre groupe votera à l'unanimité la délégation de service public pour la crèche Boussinesq.

Monsieur le Maire : Merci Madame CANAUD. La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. Je m'exprimerai au nom du groupe sur cette affaire. Je vais vous expliquer pourquoi nous allons voter contre cette proposition de DSP. Tout d'abord, il ne s'agit pas de voir les entreprises privées comme le diable. La dernière DSP était People & baby : si celle-ci souhaite investir pour créer sa propre crèche dans la ville, qu'elle le fasse, cela ne pose aucun souci. Je ne doute pas un instant qu'elle ait des clients, car la demande existe. D'ailleurs, si People & baby touche le CICE, c'est justement pour pouvoir réaliser ce genre d'investissement. Il ne s'agit donc pas de désigner un diable dans cette affaire. Par contre, je pense que la petite enfance représente un élément essentiel du parcours éducatif territorial qui doit être le plus cohérent possible. Ce parcours éducatif, pour ce qui concerne les compétences de la Ville (de l'âge de trois mois, âge possible pour l'entrée en crèche, jusqu'à l'âge de 10 ans et la sortie d'école, donc crèches, écoles maternelles, écoles primaires), je pense contrairement à Madame CANAUD que pour obtenir un projet éducatif le plus cohérent possible, une certaine unité est nécessaire, qui passe à travers la cohérence du service public. Cela me semble au contraire constituer une bonne chose. Vous avez parlé de deux prochaines crèches, dans la presse il est question de trois prochaines crèches, donc je ne sais pas...

Monsieur le Maire : Je ne peux pas vous dire si ce sera deux ou trois. Deux sûr, et peut-être qu'il y en aura trois.

Hervé MARTIN : En tout cas, vous avez dit que les prochaines seraient réalisées en régie municipale, comme cela a été le cas pratiquement jusqu'à maintenant. Raison de plus : je ne comprends pas pourquoi cette crèche serait un îlot de DSP au milieu de plus de trente structures, entre les crèches et haltes-garderies, qui dépendent de la Ville. Voilà les raisons pour lesquelles nous voterons contre. D'autant plus, un argument me paraît là aussi assez peu recevable dans ce que vous me présentez : celui des horaires adaptés et élargis. Bien sûr, nous devons adapter les horaires d'ouverture aux nécessités propres aux nouveaux emplois du temps professionnel que subissent souvent les familles et en particulier les femmes, qui sont le plus en difficulté face à ces situations. Toutefois, il suffirait, je pense, d'en discuter avec les représentants du personnel. La tranche horaire qui est proposée ici ne me paraît pas insurmontable dans le cadre du service public municipal. Je ne vois pas pourquoi la fonction publique territoriale et les fonctionnaires territoriaux ne pourraient pas élargir leurs horaires de travail.

D'ailleurs lors du précédent mandat, vous me corrigerez si je me trompe, les haltes-garderies, pas en totalité mais en grande partie, qui étaient fermées entre midi et deux, pour des raisons d'élargissement nécessaire pour les familles, nous les avons faites ouvrir entre midi et deux. Cela a été discuté et appliqué sans provoquer toute une révolution. Je ne vois donc pas pourquoi les horaires qui sont proposés n'auraient pas pu être possibles dans le cadre du service public. L'argument ici me paraît assez minimal.

Un dernier point : il est d'autant plus dommageable que cela nous a été présenté comme une création de crèche. Si la crèche Lagrèze ferme, car les locaux n'étaient plus du tout adaptés, et rouvre rue Boussinesq dans des locaux bien plus adaptés et plus grands, ce qui permet au passage d'élargir le nombre de berceaux et de gagner 50 % de berceaux supplémentaires, il s'agit de la même crèche. Passer d'une crèche qui est déjà en régie en DSP privée simplement au bénéfice d'un changement d'adresse, cet argument ne me paraît pas non plus recevable. Voilà les raisons pour lesquelles nous voterons contre cette proposition de DSP. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous sommes d'accord sur un constat : il faut augmenter l'offre d'accueil des 0 – 3 ans à Montpellier. Pour cela, différentes possibilités s'offrent à vous et vous faites donc des choix. Pour moi, la question du public ou du privé n'est pas un souci en soi. L'essentiel est que le service soit rendu à la population et soit bien rendu. Si le privé est plus à même de remplir une mission aussi importante et essentielle pour la vie des Montpelliérains qu'un service municipal, alors en effet, pourquoi

ne pas passer en délégation de service public tout en restant exigeants et vigilants sur les conditions d'exercice de cette délégation. C'est pour cela que le cahier des charges n'est pas un détail. Vous l'aurez compris, je ne m'opposerai donc pas sur le fond à une délégation de service public.

En revanche sur cette affaire, plusieurs points posent problème. Le premier concerne le message que vous adressez aux agents. Vous avez été alertés, c'est le moins que l'on puisse dire, sur l'embarras des agents concernant leur avenir et l'avenir du service public en général, mais vous présentez une affaire qui n'éteint aucun feu. Pire, vous donnez l'impression de persister dans une voie qui mène à la confrontation. En effet, alors que cette délibération est précise concernant les locaux, le matériel, les horaires d'ouverture, etc., elle ne fait état d'aucune précision concernant l'avenir du personnel actuel de la crèche Sophie Lagrèze. Qu'avez-vous prévu pour le maintien en poste de ces agents ? Quel sera leur traitement ? Quel type de contrat leur sera proposé ? Leur garantissez-vous un contrat de droit public, ou une fois la crèche passée en DSP, seront-ils détachés ? Pourquoi ne pas avoir abordé ces points ici ? Vous présentez cette affaire – je rejoins là mon collègue – de la crèche Boussinesq comme étant une nouvelle crèche, alors qu'il s'agit en effet, et vous le savez, du remplacement de la crèche Sophie Lagrèze, à laquelle vous ne faites aucune référence. Je comprends l'inquiétude des agents et je la partage.

Quel est votre plan pour la petite enfance à Montpellier ? Voilà ma deuxième question. Au lieu de rassurer les agents et les familles sur votre stratégie à court, moyen et peut-être à long terme, qui sait, vous laissez la situation se dégrader comme sur d'autres sujets. La petite enfance constitue une des rares compétences que nous possédons encore à la ville et nous ne voyons pas bien où vous voulez aller. Cette DSP pourrait-elle concerner d'autres crèches ? Vous avez plus ou moins répondu actuellement. Ceci, en soi, ne serait pas forcément un problème, sauf s'il est vécu comme tel par les agents et par les Montpelliérains. « Un abandon de plus », peut-on entendre, « un désengagement de la collectivité dans les services publics », et c'est à travers des articles de presse que je suis parvenue à en savoir plus, ce qui m'amène à vous adresser la remarque suivante : je trouve dommage, et vraiment dommageable, que vous traitiez ce sujet comme un sujet principalement financier. La gestion des ressources humaines ne semble pas être votre fort, mais j'espère que vous pourrez comprendre pourquoi il est insupportable d'entendre votre adjoint aux finances répondre aux questions concernant la DSP. Il ne revient pas à Max LEVITA d'expliquer pourquoi nous passons en DSP, mais bien à vous, Monsieur le Maire. Quel est votre plan pour assurer le meilleur service aux Montpelliérains tout en rassurant nos agents sur leur avenir, sur l'avenir du service public à Montpellier ? Voilà ma question. La pression du besoin, les contraintes budgétaires, les exigences réglementaires et le reste n'excluent pas la prise en compte de l'humain, et je veux parler des agents mais bien entendu aussi des familles montpelliéraines attachées à leur service public.

Monsieur le Maire : Merci Madame BRISSAUD. Je vais donner la parole à Madame DASYLVA, ensuite à Monsieur LEVITA : puisque vous avez osé aborder le volet financier, Monsieur LEVITA vous répondra. Concernant le personnel de Sophie Lagrèze, Madame DASYLVA va vous répondre et je ferai un complément.

Titina DASYLVA : Madame BRISSAUD, mon plan consiste à accroître rapidement notre offre de qualité grâce à trois ou quatre établissements sur mon mandat. Je vous souhaite la même réussite en tant que députée. Concernant les agents de Sophie Lagrèze, où étiez-vous lors de nos rencontres avec ces agents ? Je ne vous ai jamais vue aux Arceaux aux côtés des agents que vous prétendez défendre sans connaître aucune de leurs revendications, qui d'ailleurs à ce jour ont toutes été satisfaites. Effectivement, il s'agit de la fermeture d'un établissement qui de toute façon devait fermer eu égard à la non-conformité qui le frappe depuis quelques années. Avec ou sans ouverture de places dans le futur, cet établissement doit fermer.

Monsieur MARTIN, je vous signale que toutes les places de garderie n'ouvrent pas entre midi et deux, vous êtes mal informé. Celles qui ouvrent le sont uniquement parce que cela est possible et qu'avec la CAF, nous permettons l'installation de cuisines. Ceci n'a donc rien à voir avec cela. D'ailleurs, je ne parviens pas à comprendre pourquoi le 17 février 2011, vous votiez pour une DSP, celle de Joséphine Baker, tandis que quelques années plus tard, sous prétexte que je ne suis pas communiste et que je ne m'appelle pas Prunier, vous votez contre. Mais ce n'est pas bien grave.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Ne dites pas du mal des communistes, ce sont mes amis. Les vrais, pas les Canada Dry.

Hervé MARTIN : Je peux répondre ?

Monsieur le Maire : Il faut que la démocratie s'exerce. Vous avez parlé une fois, Madame DASYLVA vient de parler. Maintenant, c'est Monsieur LEVITA.

Max LEVITA : Je trouve qu'en France, nous avons le génie des discussions absolument inutiles. Je voudrais vous dire la situation actuelle de l'offre sur la ville de Montpellier pour les enfants : la Ville n'est pas majoritaire. Le privé est majoritaire, même si ce n'est pas une situation qui nous enthousiasme. À l'heure actuelle, nous offrons en accueil collectif un peu moins de 2 500 places et parmi ces places, 1 207 sont des places municipales, 561 places sont associatives et 360 places sont privées. 319 places se trouvent dans des organismes publics qui dépendent de trois établissements : le CHU, le Conseil départemental et la CAF. Nous avons par ailleurs 3 000 offres dans des accueils individuels, d'abord offert par nous : 141 places assurées par 60 assistantes maternelles qui sont des employés municipaux. Il s'agit d'un service offert par la Ville, mais cela ne nous rend pas majoritaires. Nous avons des places associatives, une crèche familiale et un relais parental, des places en organismes publics puis nous avons 2 738 places privées. 57 places se trouvent dans les maisons d'accueil maternel, au nombre de six à Montpellier, et 2 681 places se trouvent chez 1 011 assistantes maternelles. Nous ne sommes donc pas majoritaires.

Cet accueil de la petite enfance est surveillé par la CAF. Jusqu'à preuve du contraire, je ne sais pas si cela est arrivé à vos oreilles – Maître DUMONT est parti, dommage c'est un avocat, peut-être qu'il aurait eu des plaintes sur les accueils privés – tout cela est surveillé par la CAF. Bien sûr, si nous effectuons une DSP, elle sera encore plus surveillée par la Ville. Nous effectuons une délégation sur un contrat qui comporte des règles. La ville s'équipera, elle est équipée, en particulier au service des finances, mais pas uniquement, pour suivre la réalité de l'accueil. Voilà la situation où nous en sommes.

Un second point : je sais bien que lorsque nous sommes bien élevés, nous ne parlons pas d'argent. Madame BRISSAUD a donc raison. *[Interjection]* Madame BRISSAUD, nous en parlons. Ne croyez pas, parce que d'un coup vous vous réveillez, que nous ne traitons pas notre personnel avec respect et reconnaissance pour le travail effectué. Simplement, nous devons parler un peu d'argent. Je ne sais pas si vous le savez Madame BRISSAUD, cela a dû vous échapper, mais nous sommes dans une situation économique particulière et les collectivités locales sont dans une situation économique difficile. Je ne suis pas le seul à le dire. L'ensemble des maires de notre pays le dit. Simplement, pour donner quelques chiffres... *[Interjection]* Ne soyez pas ennuyeuse.

Monsieur le Maire : Il va falloir qu'on force pour que vous ayez votre investiture.

Max LEVITA : Simplement, le coût de revient d'une place dans une crèche municipale s'élève à 8 600 €. Lorsque je donne ce chiffre, ce n'est pas pour dire que notre personnel ne travaille pas bien. Cela tient à différentes solutions, en particulier peut-être à nous-mêmes, qui sommes incapables de mieux organiser. En tout cas, en tant que comptable, je suis bien obligé de dire que cela coûte 8 600 €. Lorsque nous avons signé, dans le mandat précédent, avec la première entreprise que nous avons choisie, la place revenait à 5 600 €, ce qui représente une diminution de 26 %. En ces temps actuels, je suis désolé mais je suis chargé par la majorité et par Monsieur le Maire de chercher mieux, de faire mieux avec moins. La dernière entreprise avec laquelle nous avons signé possède un coût de revient à 4 000 €. Nous sommes donc à -52 %. Autrement dit, avec le changement auquel nous procédons, l'accroissement de la crèche rue Boussinesq sera de 40 places alors que le coût pour la ville sera nul par rapport à ce qui existait précédemment. Pour que nous sachions, à notre appréciation, je prends le risque de le dire, les travaux qui sont effectués dans nos crèches et dans les crèches privées sont surveillés. Il n'existe pas de différence de nature dans le service fourni aux enfants. Nous voulons offrir le service aux enfants et à leurs parents. Je crois que par la solution proposée par ma collègue et amie Titina DASYLVA, nous l'obtenons.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur LEVITA. Monsieur MARTIN, vous avez été mis en cause. Je vous donne la parole avant de conclure.

Hervé MARTIN : Très rapidement, tout d'abord je suis inquiet car Monsieur LEVITA vient de nous livrer un argumentaire extraordinaire pour les DSP et vous venez d'annoncer que les deux ou trois prochaines crèches seront en régie. Il faudrait vous mettre d'accord entre vous, car l'argumentaire de Monsieur LEVITA m'inquiète par rapport à votre propre annonce. Pour répondre à Madame DASYLVA sur ses propos sur la précédente DSP, je rappelle qu'au mandat précédent, Monsieur LEVITA avait expliqué que pour des problèmes de recrutement, il était compliqué de créer Joséphine Becker en régie, et qu'à l'issue de cette première DSP serait étudiée la possibilité de réintégrer Joséphine Becker en régie. La possibilité n'a même pas été étudiée. Ensuite, la différence pour moi est majeure, philosophiquement et idéologiquement. Cela dit, j'ai rencontré ce matin la manifestation des communistes, des « vrais » comme vous dites, et je ne suis pas certain qu'ils aient la même appréciation que vous. C'est un détail. La différence est que la Mutualité française...

Monsieur le Maire : Ils ne vous parlent plus, les vrais.

Hervé MARTIN : Il se trouve que j'ai suivi tout le long du cortège avec mon ami Michel PASSET.

Monsieur le Maire : Vous avez été exclu du PC. Ne dites pas cela. Vous êtes avec Monsieur Robert HUE désormais. Vous n'êtes plus au PC.

Hervé MARTIN : Tout d'abord je n'ai pas été vraiment exclu, mais peu importe, on s'en moque royalement.

Monsieur le Maire : C'est important. Il est très sympa Monsieur Robert HUE, il a écrit un livre sur les métropoles qui ressemble beaucoup au mien.

Hervé MARTIN : Je n'ai pas entendu. Ce n'est pas grave. Pour revenir à la crèche, car c'est bien là notre sujet, une différence essentielle est que dans une DSP, si nous confions la DSP à une entreprise du secteur marchand ou à une entreprise de l'économie sociale et solidaire, ce n'est pas du tout la même chose. Pour moi, l'économie sociale et solidaire constitue une alternative au libéralisme et en l'occurrence, lorsqu'il s'agit d'enfants, je ne peux pas comprendre que nous les confiions à une entreprise privée, entreprise marchande. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur MARTIN. Chacun peut avoir des positions différentes sur ce sujet. Je ne suis pas dogmatique, je suis pragmatique. Je dis que sur Boussinesq, c'est une chose acceptable mais je propose que les deux prochaines soient réalisées en régie municipale, condition, et nous sommes d'accord avec les syndicats, pour revoir le fonctionnement général de la petite enfance sur la Ville, ce qu'ils demandent depuis des années. C'est exactement ce que j'ai dit dans Midi-Libre et je remercie Midi-Libre de l'avoir écrit avec fidélité. Ma réponse, Monsieur MARTIN, je vais l'emprunter à un autre média local. Merci à l'excellent Montpellier Journal, une fois n'est pas coutume. Un tweet questionnait : « *faut-il rappeler que c'est la précédente équipe PS – PC qui a ouvert la boîte de Pandore ?* » Je ne le formulerais pas ainsi, je laisse à Montpellier Journal la propriété de son propos. Je veux dire seulement qu'une délégation de service public n'est pas une privatisation. Deuxièmement, c'est la Ville qui encadre et sur les crèches, je pense que les deux possibilités sont compatibles à une mesure qui reste à fixer avec l'ensemble des syndicats et des organisations syndicales, ce que j'ai fait. Je trouve donc que le mix est acceptable.

Pour : 54

Contre : 9 (Françoise BONNET, Julie FRECHE, Clare HART, France JAMET avec la procuration d'Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Michael DELAFOSSE, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Patrick VIGNAL)

Abstentions :

Adopté à la majorité

Madame JAMET, avec la procuration de Madame LLEDO, quitte définitivement la séance. Monsieur LARUE, avec la procuration de Monsieur DUMONT, sort de séance. Mesdames SANTARELLI, BODKIN et MARSALA sortent de séance.

**15. Urban Trail Nocturne de Montpellier
le vendredi 13 mai 2016**

Convention d'occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Au titre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale.

Le Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée (MAAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, le deuxième Urban Trail Nocturne de Montpellier le vendredi 13 mai 2016.

Le trail urbain se présente sur un parcours entièrement en zone urbaine, sans pour autant emprunter uniquement des passages bitumés ou bétonnés. Les difficultés de cette course peuvent ainsi être des zones d'escaliers à dévaler ou à grimper, des passages à enjamber.

Le choix retenu encore cette année, est d'organiser un trail urbain nocturne et de valoriser le centre historique de Montpellier à travers un parcours qui demande polyvalence, adresse, vitesse, résistance et puissance musculaire.

Ainsi, il sera proposé trois types de courses, un solo de 15 km, un relais de 7,5 kilomètres pour deux personnes, un duo de 15 km pour chacun.

Le départ et l'arrivée se feront de la place du Peyrou à partir de 21 heures.

Plus accessible que le trail, le trail urbain nocturne de Montpellier ne demande qu'une paire de running et une lampe frontale.

Les participants pourront ainsi accéder à la traversée de lieux emblématiques de la Ville tels que la Tour de la Babote, la place de la Comédie, les Echelles de la Ville, les escaliers du Corum, la Cathédrale et la rue de l'Université, ainsi que la traversée du Jardin des Plantes.

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de soutenir cette manifestation qui concourt à un intérêt général et local en attribuant une subvention de 9 500 €.

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5223	Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	Projet	Urban Trail Nocturne du vendredi 13 mai 2016	9 500 €
TOTAL				9 500 €

En complémentarité au regard de l'utilisation de la Place du Peyrou pour cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir, pour 15 500 m² occupés correspondant à la place du Peyrou, une subvention en nature valorisable pour un montant de 33 325 € (15 500 m²*2,15 €*1 jour).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'attribuer une subvention de 9 500 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention spécifique d'attribution annexée à la présente ;
- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit, pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et à l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 33 325 € ;

- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Monsieur le Maire, chers collègues, cette affaire vous est présentée pour la seconde édition de l'Urban Trail, qui a lieu le vendredi 13 mai 2016. Comme l'année dernière, le parcours est le même mais nous allons augmenter le nombre de participants, puisque l'année dernière nous étions limités à 2 000. Suite au succès rencontré de la course, nous allons passer à 3 000 participants avec le MAM, club support pour réaliser cet événement. Je vous propose donc de voter pour la réalisation de cet événement une subvention de 9 500 € et nous tacherons de régler les quelques petits problèmes que nous avons rencontrés sur le fonctionnement l'année dernière, en étant plus réactifs sur le nettoyage. L'an dernier, la course s'était déroulée le samedi et nous l'avons décalée au vendredi soir.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ABERT. Je vous assure que si je suis en forme, je participerai au départ de l'Urban Trail. Pas tout car c'est très compliqué, mais au moins les premières foulées. Avec Monsieur ABERT, nous le ferons.

Fabien ABERT : Je le conseille vraiment à tous les participants, c'est très sympathique. Dans les petites rues de Montpellier, nous passons devant toutes les terrasses avec le monde qui applaudit et encourage les coureurs. C'est un très bel événement auquel participer.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur LARUE, avec la procuration de Monsieur DUMONT entre en séance. Madame HART et Messieurs De SAINT JOUAN et LANNELONGUE, avec la procuration de Monsieur DOMERGUE, sortent de séance.

16. FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES (F.I.S.E.) du 4 au 8 MAI 2016 sur les berges du Lez, le Lez et la place Georges Frêche Occupation du domaine public Attribution d'une subvention - Exercice 2016

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

A ce titre, l'association FISE sollicite, l'utilisation des berges du Lez et du bassin « Jacques Cœur » pour l'organisation du 20^{ème} « Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2016 » du 4 mai au 8 mai 2016.

Le Festival International des Sports Extrêmes rassemble sur 5 jours les meilleurs riders internationaux pour assurer près de 25 compétitions différentes en skateboard, roller, bmx, mountain bike et wakeboard, dans des catégories pro et amateurs. Les particularités de cet événement sont la gratuité, et un format de compétition inédit ouvert aux juniors et amateurs qui seront les futurs champions.

Depuis 2014, le FISE de Montpellier est l'étape française de la tournée Fise World Séries qui passe par la Croatie, le Canada, les Etats Unis et la Chine. Le plateau sportif sera cette année, exceptionnel avec la présence des meilleurs « riders » mondiaux. Il devrait rassembler cette année plus de 450 000 visiteurs sur les 5 jours.

Pour cette 20^{ème} édition, afin de toujours minimiser les nuisances liées à un événement de cette ampleur, des zones de son seront reconduites afin de permettre la régulation du niveau sonore dans la journée en fonction des événements programmés.

Un arrêté de sonorisation spécifique sera pris par la Ville, et servira de base pour des contrôles réguliers par une société acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE sont fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8 heures à 21 heures.

De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21 heures, et les nocturnes se dérouleront le 4 mai devant l'Hôtel de Région, sur la place Georges Frêche les 5, 6 et 7 mai 2016, jusqu'à 23 heures 30.

Les organisateurs s'engagent aussi à évacuer totalement les lieux le 13 mai 2016 afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 17 mai 2016, après un état des lieux commun en présence de représentants des riverains.

Cette manifestation nécessite la signature entre l'association FISE et la Ville d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet événement ;

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Pour le montage et le démontage de la manifestation : $50\,000\text{ m}^2 \times 20\text{ jours} \times 0\text{ €/m}^2 = 0\text{ €}$
- Manifestation : $50\,000\text{ m}^2 \times 4\text{ jours} \times 0,16\text{ €/m}^2 = 32\,000\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 32 000 €

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site par la S.M.N. : mise à disposition de personnel, de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une subvention en nature valorisable pour un montant de 130 000 €.

Enfin, l'Association FISE s'acquittera de redevances commerciales, conformément à la Délibération du 17 décembre 2015 fixant les tarifs de la Ville :

- espace commercial sur la place G. Frêche : $50\text{ m}^2 \times 5\text{ jours} \times 1,60\text{ €} = 400\text{ €}$
- forfait d'un montant de 2000€ /jour « manifestation d'ampleur nationale sur les Berges du Lez » : $2000 \times 5\text{ jours} = 10\,000\text{ €}$

Soit un total de 10 400 € de redevances à percevoir par la Ville.

La Ville de Montpellier met aussi à disposition des organisateurs :

- divers matériels et la salle Jacques 1^{er} d'Aragon, constituant une subvention en nature évaluée à 72 989,40 € ;
- des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication constituant une subvention en nature évaluée à 58 000 € ;
- la sécurité des lieux par la Police Municipale, soit une dépense d'heures supplémentaires, constituant une subvention en nature évaluée à 64 000 € ;

Enfin, il est proposé l'attribution d'une subvention à l'association FISE d'un montant de 70 000 € :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3176	FISE	Projet	FISE 2016	70 000 €

TOTAL	70 000 €
-------	----------

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter la tenue de l'édition 2016 du FISE sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que proposée ;
- d'approuver la convention annexée à la présente manifestation ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance par le service des Affaires Commerciales pour les espaces commerciaux proposés sur le site d'un montant de 10 400 € ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de (32 000 € + 130 000 € + 72 989.40 € + 58 000 € + 64 000 €) soit 356 989,40 € ;
- d'attribuer une subvention de 70 000 € pour ce projet, qui sera prélevée sur la ligne 25 722, nature 6574, chapitre 924, et d'approuver la convention annexée à la présente ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Pour cette nouvelle édition sur l'installation des différents modules, pas de changement vis-à-vis de l'année dernière avec un événement qui monte en puissance puisque cette année, la compétition BMX freestyle qui a lieu sur le parc sera pour la première année labellisée UCI, donc par l'Union Cycliste Internationale, coupe du monde freestyle BMX. Cela prouve le développement qui existe au sein de ces sports extrêmes et de ces sports de glisse. Notamment, le BMX freestyle va entrer au sein des Jeux olympiques des jeunes pour la première année sur 2017. Voici les avancées sur ce domaine. Plus de 1 800 riders amateurs et professionnels vont être réunis du 4 au 8 mai sur les berges du Lez, avec une ville très fortement mobilisée. Comme Marie-Hélène SANTARELLI le citait tout à l'heure, le fourgon mobile sera présent avec plus de 65 policiers municipaux mobilisés sur l'événement afin d'assurer la tranquillité au maximum. 500 000 spectateurs y participeront, avec un grand travail de Valérie BARTHAS-ORSAL pour le nettoyage et pour l'entretien du site sur ces quatre jours, qui est assez important. Ce festival est gratuit.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur ABERT. Je m'exercerai à la trottinette, dont le podium sera installé sur la place Georges Frêche devant la mairie. J'ai dit que je me ferai tatouer pour honorer la culture urbaine. Je voulais en faire un la semaine dernière pour le salon du tatouage, mais il fallait prendre rendez-vous par Internet et quand je suis arrivé, tous les salons étaient complets. Je n'ai pas pu, je ne pouvais pas chasser quelqu'un, mais nous le ferons pour le FISE. Certains m'ont conseillé de me faire tatouer la tête de Popeye, c'est à discuter.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame HART et Monsieur De SAINT JOUAN entrent en séance. Messieurs RASSAT et COUSQUER sortent de séance.

17. "LA MONTPELLIER REINE"

le dimanche 29 mai 2016 au Peyrou

Valorisation de l'aide logistique apportée à la Ville pour l'édition 2016

Convention d'occupation du domaine public

Dans le cadre de sa politique sportive et de son programme annuel d'évènements sportifs, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives sur son territoire.

Depuis 2009, l'Association « La Montpellier Reine a du cœur » organise une course pédestre de 4.5 km, au départ du Peyrou, pour soutenir les femmes atteintes du cancer.

Cette manifestation familiale organisée le dimanche 29 mai 2016, jour de la fête des mères, permet aussi d'informer et de sensibiliser le plus de femmes possible à l'importance du dépistage du cancer du sein.

Les participants sont de plus en plus nombreux et en 2015, ce sont environ 7 200 personnes qui ont couru ou marché sur le parcours proposé en centre-ville.

La Ville de Montpellier a souhaité soutenir cette manifestation et doit engager pour le compte de « la Montpellier Reine a du cœur » la prise en charge des prestations suivantes :

- Mise à disposition de matériels (tables, chaises, tentes, barrières ;
- Location de WC
- Gardiennage du site la nuit ;
- Nettoyage du site, du parcours et fournitures de containers ;
- Mise à disposition de personnel municipal pour la sécurité et mise en œuvre de la manifestation.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme de 9 800 € prélevée sur le budget 2016 de la Ville de Montpellier et correspondent à une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

Cette manifestation nécessite la signature entre l'association « Montpellier Reine a du Cœur » et la Ville d'une convention spécifique d'utilisation du domaine public de la Ville, annexée à la présente délibération.

Celle-ci précise les conditions de cette mise à disposition à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représente cet évènement ;

Cette autorisation à titre gratuit constitue une subvention en nature dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 fixant les tarifs 2016 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- Manifestation : $5000 \text{ m}^2 \times 2 \text{ jours} \times 2,15 \text{ €/m}^2 = 21\,500 \text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 21 500 €.

En complémentarité, la Ville de Montpellier met à disposition des organisateurs du matériel technique municipal qui constitue aussi une subvention en nature, dont le montant est valorisé conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2016 applicable au matériel mis à disposition d'associations dont les manifestations présentent un intérêt local :

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'acter les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables au montant total de 31 300 € (21 500 € + 9 800€) pour la manifestation « La Montpellier Reine » ;
- de dire que les montants ainsi valorisés sont inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Également une petite course qui a une autre vocation, la Montpellier Reine portée par Barbara PASTRES, qui cette année comme l'année dernière partira également du Pérou. L'année dernière, plus de 7 200 participants ont couru. Cette année, les chiffres sont en hausse avec une course destinée à récolter des

fonds pour les femmes atteintes du cancer, afin de faire avancer la recherche et pour apporter un meilleur confort aux femmes atteintes du cancer. Je voudrais sur ce dossier remercier Caroline NAVARRE, qui est très attentive à ce dossier et sur lequel nous avons pu travailler ensemble.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BODKIN et Monsieur LANNELONGUE, avec la procuration de Monsieur DOMERGUE, entrent en séance. Messieurs EL KANDOSSI et MARTIN, avec la procuration de Monsieur DELAFOSSE, sortent de séance.

18. TOUR DE FRANCE 2016

Arrivée de la 11^{ème} étape à Montpellier le mercredi 13 juillet 2016

Départ de la 12^{ème} étape de Montpellier le jeudi 14 juillet 2016

**Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE DE
MONTPELLIER - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, accueille cette année le Tour de France cycliste qui fête sa 103^{ème} édition, à travers un parcours comprenant vingt et une étapes pour une distance de 3 510 kilomètres.

Après le Festival International des Sports Extrêmes sur le Lez et ses rives, la Ville de Montpellier et la Métropole Montpellier Méditerranée, en partenariat, auront le privilège d'accueillir l'arrivée de la 11^{ème} étape et le départ de la 12^{ème} étape du Tour de France 2016 les 13 et 14 juillet 2016.

Cette manifestation de rayonnement international est la deuxième manifestation télévisuelle après les Jeux Olympiques et elle est également l'une des plus populaires.

L'arrivée de l'étape Carcassonne-Montpellier à l'Altrad Stadium Complexe Sportif Yves du Manoir, permettra aux habitants de Montpellier et de sa Métropole d'assister à un spectacle de qualité et devrait faire de la Ville de Montpellier une des capitales du sprint.

Sur le départ de l'étape Montpellier-Mont-Ventoux, le lendemain, plus de 10 kilomètres de parcours seront proposés sur le territoire de Montpellier, permettant de mettre en valeur les grands équipements ainsi que le patrimoine historique de la Ville.

Les retombées économiques seront très importantes, estimées à plus de 2,5 millions. En effet, ce sont plus de 4 000 personnes composant la caravane du Tour de France dont les 22 équipes engagées, qui se restaureront et seront hébergées sur Montpellier et sa Métropole. Les retombées médiatiques sont également un vecteur important avec un temps de course conséquent, la remise des trophées et le journal du Tour en direct sur France Télévision, avant et après ces étapes.

Afin de participer à cette grande fête populaire du Tour de France 2016, la Ville de Montpellier mettra en place des animations ouvertes à tous, dans le cadre de la « Fête des Sports » et de la « Fête du Tour » le dimanche 5 juin 2016 au Parc Montcalm.

Des parcours de vélo seront proposés aux familles, encadrées par les agents de la Ville, reprenant en partie l'itinéraire d'arrivée du Tour de France. Un village autour du vélo sera proposé dans le cadre de la Fête des Sports, notamment une présentation de maillots et diverses animations d'associations montpelliéraines.

L'organisation de l'arrivée et du départ de Montpellier, du Tour de France, suppose de signer avec la société Amaury Sport Organisation, organisatrice du Tour de France, une convention dont le montant est partagé avec la Métropole Montpellier Méditerranée, soit pour la Ville 90 000 € H.T. (soit 105 000 € T.T.C.) prévu au budget 2016 : nature 6188 fonction 924 ligne 23175.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention avec la société Amaury Sport Organisation ;
- de prélever les crédits inscrits au budget 2016 aux imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant de 90 000 € H.T soit 105 000 € T.T.C.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports, à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Fabien ABERT : Nous avons parlé plusieurs fois du Tour de France ici, puisque les vignobles de la Métropole seront mis à l'honneur, comme vous l'avez déjà présenté la dernière fois, pour le départ dans le Village du Tour de France. Le Tour de France, au-delà de la compétition, est un événement extrêmement populaire. Il s'agit du deuxième événement sportif au monde, suivi et diffusé sur toute la planète. Il s'agit donc d'un événement très important, deuxième événement sportif après la finale de la Coupe du monde de football. Nous pouvons donc imaginer les retombées pour le territoire, avec une caravane du Tour qui comporte plus de 4 000 personnes, donc une hôtellerie prise d'assaut et des restaurants qui tournent à plein régime. Il s'agit d'une économie importante pour le territoire. Sur la réflexion au sujet des grands événements sportifs, nous nous préoccupons évidemment de l'intérêt des retombées économiques sur le territoire, puisque ces événements représentent bien sûr du divertissement, du loisir, mais également des retombées économiques très importantes pour les territoires. Pour accompagner le Tour de France, le dimanche 5 juin dans la salle des sports qui sera organisée à Montcalm, une petite balade à vélo très ludique sera organisée et bien évidemment, tout le monde est le bienvenu pour y participer. Le départ et l'arrivée se feront au parc Montcalm.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

19. Signature du Pacte de jumelage entre la Municipalité de Palerme (Italie), la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

La Ville de Montpellier s'est construite autour de ses échanges avec les autres pays. Les liens tissés par les jumelages et la présence de nombreuses nationalités parmi sa population sont des atouts qui au fil de temps ont conduit la ville à construire une politique internationale au service des montpellierains.

Dans le cadre de la stratégie en matière de politique internationale de la Ville (présenté dans la délibération n°2015/552 du Conseil municipal du 17/12/2015), et notamment par la volonté d'un positionnement fort au sein de la zone régionale euro-méditerranéenne, la Ville de Montpellier, déjà jumelée avec les villes de Barcelone, Kos, Heidelberg, Tlemcen, Fès, Tibériade et Bethléem, et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent désormais, se rapprocher d'une ville italienne.

La Ville de Palerme, capitale régionale de la Sicile, forte d'une population de 655 000 habitants, et de plus d'un million en comptant sa métropole, possède de fortes similitudes avec Montpellier et sa métropole, notamment en termes de superficie et de patrimoine. Elle s'inscrit donc parfaitement dans la philosophie des relations engagées avec les partenaires euro-méditerranéens.

Suite à l'invitation de Monsieur le Maire de Palerme, M. Leoluca ORLANDO, Monsieur le Maire de Montpellier s'est rendu au mois de février à Palerme, en vue de définir conjointement les différents axes de travail.

Au mois de juin, M. le Maire de Palerme viendra, à son tour, à Montpellier afin de signer le Pacte de jumelage qui liera la Ville de Palerme, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole autour de différentes thématiques qui auront notamment pour objectif de développer les coopérations économiques, touristiques, culturelles et universitaires. Ce pacte de jumelage aura une durée de validité de dix ans et pourra être renouvelable moyennant un accord entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le pacte de jumelage et à prendre tous les actes relatifs à cette opération ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à cette opération sur le budget de la Direction des Relations Internationales, tous chapitres.

Monsieur le Maire : Nous en avons parlé à plusieurs reprises. Il s'agit de passer en délibération le pacte de jumelage entre la Ville et la ville italienne de Palerme qui viendra compléter le réseau des villes sur la Méditerranée que je vous rappelle brièvement : Barcelone, Fès, Tlemcen, Bethléem, Tibériade, l'île de Kos dont nous avons reçu le maire il y a quelques jours, et bientôt Palerme, après la décision et la signature de l'acte définitif avec le Maire de Palerme, Leoluca ORLANDO, qui viendra à Montpellier le 20 juin.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SANTARELLI et Messieurs RASSAT et EL KANDOUSSI entrent en séance.

20. Mandats spéciaux, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de l'article 14 de la loi 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à l'action internationale des collectivités territoriales.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités sont assurés par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et autres relations bilatérales.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Fès du 4 au 7 mai 2016

Fès, ville jumelle de Montpellier depuis 2003, organise pour la quatrième année consécutive le Forum annuel des villes jumelées et partenaires de Fès sur le thème cette année du « Rôle des Conseils Communaux dans le promotion et l'encouragement de l'investissement ».

Monsieur Robert COTTE, Adjoint au Maire, représentera la Ville de Montpellier devant les autres villes jumelles de Fès présentes à cet événement.

La participation de Montpellier, au-delà du renforcement des liens d'amitié qui l'unissent avec sa ville jumelle, permettra de renforcer le positionnement stratégique euro-méditerranéen de la ville.

Cet évènement coïncidera avec la 22^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde.

Mission à Bornova (Turquie) du 1er au 3 juin 2016

Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, Délégué aux Economies d'Energie représentera Monsieur le Maire à la conférence annuelle du réseau « Energie Cities » qui se déroulera à Bornova en Turquie du 1^{er} au 3 juin prochain.

Cette conférence de trois jours sur le thème « Inspirer le changement par la coopération » rassemblera plusieurs centaines de décideurs politiques et praticiens engagés dans la transition énergétique.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accorder à Monsieur Robert COTTE, Adjoint au Maire, un mandat spécial pour le déplacement à Fès, et à Monsieur Vincent HALUSKA, Conseiller Municipal, un mandat spécial pour le déplacement à Bornova ;
- d'autoriser le déplacement d'administratif qualifié invité par M. le Maire ;
- d'autoriser Monsieur l'Adjoint au Maire et Monsieur le Conseiller Municipal à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales pour un montant total de 3 500 euros (chapitre 920).

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

21. Participation d'un Chef pâtissier au « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » organisé à Fès (Maroc) du 15 au 17 avril 2016

L'agence d'ingénierie culturelle « Parchemins concepts » en partenariat avec les Ambassades, les instituts culturels des pays invités et la Ville de Fès organise du 14 au 17 avril 2016 le « Festival Diplomatie Culinaire et Cultures Méditerranéennes au service de la paix » à Fès, ville jumelle de Montpellier. Il s'agit d'un événement qui allie les patrimoines gastronomiques arabo-andalous, amazigh et judaïque de la région Fès-Meknès.

Pour cette première édition, 6 villes de l'Euro-Méditerranée, Séville, Montpellier, Palerme, futur ville jumelle de la ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que Fès, Beyrouth et Istanbul ont été choisies par Parchemin concepts afin d'allier les arts gastronomiques de chaque pays et la diplomatie. Il constituera désormais un événement annuel qui s'annoncera avec le printemps pour inviter les différentes cultures méditerranéennes à se mettre "autour d'une table" pour évoquer les patrimoines et cultures communes et susciter un dialogue entre les deux rives de la méditerranée.

Lors de ce rendez-vous, des Chefs cuisiniers des deux rives vont se rencontrer pour présenter leurs œuvres et faire des créations communes.

Au menu de ce festival figurera également des conférences, des concerts, des projections de films, des expositions et des dîners-débats liés à la même thématique.

Dans le cadre du fort positionnement euro-méditerranéen, et afin de développer les échanges de coopération économique avec Fès et plus largement le Maroc, la Ville de Montpellier a sélectionné Mme Anne-Sophie DEMAÏ, chef pâtissière de la Pâtisserie Elémentaire, située à Port Marianne à Montpellier. Cette dernière a représenté la Ville de Montpellier à Tibériade en Israël au mois de février lors de la semaine gastronomique française organisée par l'Ambassade de France.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le déplacement de Mme Anne-Sophie DEMAI à Fès afin de promouvoir la Ville de Montpellier et sa Métropole du 15 au 17 avril 2016 ;
- de prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement estimées à maximum 1200 euros, sur le budget de la Direction des Relations Internationales.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA et Monsieur COUSQUER entrent en séance.

22. Election d'un Adjoint au Maire

La délibération n° 2016/71 du Conseil municipal du 25 février 2016 a déterminé le nombre d'Adjoints au Maire de la Ville de Montpellier, en fixant celui-ci à 22.

Suite à la démission de Monsieur Bernard TRAVIER, acceptée par courrier du Préfet en date du 13 avril 2016, de ses fonctions d'Adjoint au Maire, et conformément aux dispositions de l'article L 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, il convient de procéder à l'élection d'un nouvel Adjoint au Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette élection.

A été élue : Caroline NAVARRE

Monsieur le Maire : Suite à la démission de Bernard TRAVIER, un poste d'adjoint est vacant. Le nombre d'adjoints est fixé à 22. Je vous propose la candidature de Caroline NAVARRE. Y a-t-il d'autres candidats ? Madame BOUALLAGA voulait prendre la parole.

Sabria BOUALLAGA : Je ne suis pas candidate. Je vous réponds, tout à l'heure vous m'avez demandé si je voulais rejoindre la majorité. Je vous réponds non, je ne suis pas candidate. Vous êtes un coquin Monsieur le Maire. Vous auriez fait un très bon proviseur de lycée. Monsieur le Maire, mes chers collègues, Monsieur de SAINT JOUAN l'a souligné tout à l'heure, aujourd'hui est une date symbolique puisque cela va faire bientôt un an que j'ai été exclue de votre équipe. J'ai envie de vous faire un cadeau aujourd'hui, à la liste citoyenne. Vous savez, Monsieur le Maire, que j'ai pratiqué le rap dans mon enfance. Aimez-vous le rap, Monsieur le Maire ? Vous en écoutez un peu ?

Monsieur le MAIRE : J'aime toutes les musiques.

Sabria BOUALLAGA : J'en étais sûre. J'ai envie de faire honneur à cette discipline et j'ai écrit quelques vers, dont je vais vous rapper 16 mesures, si vous me le permettez. C'est une façon de faire de la politique autrement aussi, finalement.

Monsieur le MAIRE : J'aime la culture, vous pouvez y aller. Rappez.

Sabria BOUALLAGA : Je sais que vous êtes open, pas de souci. Donc j'y vais :

*Il y a un an jour pour jour, vous avez voté mon exclusion,
Jetée en pâture pour motif, je crois, d'excès de liberté d'expression.
J'ai cru intégrer une équipe à l'éthique syncrétique
Pour avoir vu certaines de vos stratégies politiques.
Ces méthodes n'ont rien à envier aux partis politiques.
Vous avez exacerbé mes forces, ma dignité et banni mes peurs.
Aujourd'hui, grâce à certains transgresseurs sur la place publique, je lave mon honneur.
Pour certains d'entre vous, le combat sera de taille.
La place est assez grande, bienvenue dans la bataille.
Moi la pestiférée, la grande gueule, qui avançais en marge du troupeau,
Traitée comme une brebis galeuse, j'ai failli y laisser ma peau.
Il y a tout de même une sacrée différence entre ceux qui disent ce qu'ils pensent
Et ceux qui s'en mettent plein la panse.
Aujourd'hui j'ai pansé mes blessures, car vous m'avez taillé une armure sur mesure.
Pas le temps pour les regrets, j'avance et je fais confiance au futur.
Le futur parlons-en, Marie-Antoinette sera-t-elle décapitée ?
Celle qui à l'époque a voté pour si peu sans pitié.
Les caprices de princesse seront-ils punis, eux qui abaissent tant le niveau
Des pratiques monarchiques aux odeurs de caniveau.
Des élus gourmands aux méthodes et aux sourires hypocrites,
Les Montpelliérains ont-ils vraiment les élus qu'ils méritent ?
Puis il y a ceux qui ne font pas dans la dentelle,
Montés accidentellement à bord du navire, aujourd'hui placés sous curatelle.
Depuis ma ligne de départ certains ont piégé mon parcours,
Attendant le moindre faux pas au coin d'une ruelle comme des vautours.
J'étais censée échouer, jetée en plein océan sans une bouée, naufragée,
C'est le contraire qui s'est passé et si j'ai la gorge nouée,
C'est parce que j'observe ceux qui agissent impunément sans être exclus, et jamais l'espoir ne m'a quittée
Car la liste citoyenne n'est pas pour moi une finalité,
Elle est un ambitieux projet, une vision magnifique de faire de la politique,
L'espoir d'une solide équipe, une véritable éthique, avec le sens de la critique.
Mais aujourd'hui, c'est un management et une direction en situation de banqueroute.
Il est temps de mettre fin à ce fonctionnement qui vous mènera sans nul doute à la déroute.*

[Rires]

C'est cela le rap, vous comprenez ou ne comprenez pas.

Monsieur le MAIRE : Merci Madame BOUALLAGA. *[Applaudissements]* Un instant de récréation ne fait pas de mal. Pour le groupe majoritaire « Montpellier c'est vous », je vous propose la candidature de Caroline NAVARRE. Y a-t-il d'autres candidatures ? Il n'y a pas d'autre candidature. Je vous propose donc de voter par bulletin secret et je propose de désigner Madame BODKIN et Monsieur ABERT comme scrutateurs.

Pour : 50

Contre :

Nuls : 9

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BARTHAS-ORSAL, KERANGUEVEN, MIRALLES, avec la procuration de Madame YAGUE, et Madame SALOMON sortent de séance. Messieurs COUR et YOUSSEUS sortent de séance.

23. Société Publique Locale d'Aménagement (SAAM) – Modifications Statutaires – Approbation de l'autorisation accordée au représentant de la Ville de Montpellier

La commune de Montpellier est actionnaire de la SPLA SAAM au capital de 1 770 000 euros composé de 17 700 actions. Elle détient 22,60% du capital, soit 4000 actions et occupe 4 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

La SPLA SAAM, présidée par Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, est, de par sa nature juridique, détenue à 100% par des actionnaires publics. A ce titre elle est également composée de 21 autres collectivités que sont la Métropole de Montpellier (50,79%), la Région Languedoc-Roussillon (10,06%), les communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lavérune, Le Crès, Pérols, Prades le Lez, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve lès Maguelone (détenant chacune 0.85% du capital). Ces 17 dernières communes composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires représentée par Monsieur Jean-Luc Savy au Conseil d'Administration. Chaque commune disposant d'un poste de censeur au Conseil d'Administration.

La SAAM a pour objet la réalisation, pour le compte exclusif de ses actionnaires et sur leur territoire, de toute opération d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme : *« actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels »*.

Soucieux d'impulser une nouvelle dynamique à la société, et d'ouvrir son activité vers d'autres prestations dans des domaines plus étendus, le Conseil d'administration de la société, en date du 29 mars 2016, a proposé la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts.

Cette modification statutaire consiste à réviser les dispositions relatives à :

- **la dénomination de la société** (article 1 des statuts) ;
- **la forme de la société** (article 2 des statuts) par la transformation de structure juridique de SPLA (*société publique locale d'aménagement entièrement dédiée à l'aménagement*) en SPL (*société publique locale, dont les champs d'activité sont les plus étendus tels que l'aménagement, la construction, la gestion de services publics industriels et commerciaux, et toutes autres activités d'intérêt général*) ;
- **l'objet social de la société** (article 3 des statuts), en vue d'apporter une offre globale de services de qualité, en termes d'aménagement, d'urbanisme et d'environnement, de développement, économique, touristique et de loisirs.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

Conformément aux articles L.1524-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur Patrick RIVAS, représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de la SPLA SAAM, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

24. Maison d'enfants Marie Caizergues - Désignation d'une personnalité qualifiée

Conformément aux dispositions statutaires de l'Association, la Ville de Montpellier est représentée au sein du Conseil d'Administration de la Maison d'enfants Marie Caizergues par trois membres du Conseil Municipal (désignés par délibération du Conseil municipal du 18 juin 2015) et deux personnalités qualifiées (désignés par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014).

Suite au départ de la collectivité de Monsieur Michel PINET, il est nécessaire désigner une nouvelle personnalité qualifiée au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Hélène COULET, chef du service Finances et Conseil de gestion du CCAS

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

25. Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'Action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Les représentants de la Ville au CCAS ont été désignés par délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2015, modifiée par délibération 25 février 2016.

Madame Samira SALOMON ne souhaitant plus siéger au Conseil d'Administration du CCAS, il convient de la remplacer au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Véronique DEMON

Pour : 52

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur COUR entre en séance.

26. Université Montpellier 3 - UFR 1 - Désignation d'un nouveau représentant

Le Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3 regroupe les départements pédagogiques de Lettres Modernes, Lettres Classiques, Philosophie, Arts Plastiques, Arts du Spectacle, Musique et Psychanalyse.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est proposé de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN, représentante suppléante de la Ville dans cette instance.

Il convient d'élire un nouveau membre, de même sexe afin de garantir la parité des représentants, conformément aux statuts de l'Université.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner la représentante suppléante au Conseil de l'UFR 1 de l'Université Montpellier 3

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

27. Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu par quatre membres élus représentants du Conseil Municipal.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de ces instances afin de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu: Pascal KRZYZANSKI

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

28. Centre Equestre Montpellier Grammont Désignation d'un nouveau représentant

Le Centre Equestre Montpellier Grammont a pour but de promouvoir l'enseignement de l'équitation.

Conformément à l'article 9 des statuts de l'association et selon les modalités décrites dans la convention signée entre la Ville de Montpellier et l'association Centre Equestre Montpellier Grammont, la municipalité de Montpellier doit être représentée par deux élus au sein du Comité directeur de l'association.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de cette instance afin de remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue : Séverine SCUDIER

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

29. Affaire retirée

30. Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations d'un nouveau représentant de la Ville

L'article 1er de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance institue le maire, comme « pilote » de la prévention de la délinquance sur le territoire de sa commune et en coordonne sa mise en œuvre.

Cette même loi fait obligation de l'installation d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dans les communes de plus de 10.000 habitants et/ou il existe une Zone Urbaine Sensible.

La Ville de Montpellier a mis en œuvre cette instance depuis le 25 octobre 2006 afin d'installer le partenariat local nécessaire en matière de prévention et de sécurité, co-produire des réponses, et enfin, adapter les politiques publiques mises en œuvre dans ces domaines.

Présidé par le Maire de la commune, le CLSPD est composé de membres de droit : le Préfet, le Procureur de la République et du Président du Conseil Général, ou leurs représentants :

Concernant le territoire de la Ville de Montpellier, il est organisé de la manière suivante :

- En assemblée plénière,
- En comité restreint,
- En groupe territorial.

L'assemblée plénière présidée par le Maire se réunit au minimum une fois par an. Cette instance a pour vocation d'arrêter les objectifs à mettre en œuvre sur le territoire de la commune en matière de prévention et de sécurité. En outre, elle est l'occasion de présenter un bilan des politiques et projets développés au cours de l'année écoulée et de valider ceux de l'année à venir.

Cette séance annuelle est l'occasion de présenter un bilan de la convention de coordination conclut entre la Police Municipale, la Police Nationale, et aujourd'hui le centre de vidéo surveillance urbaine (CSU).

Le comité restreint présidé par l'adjoint délégué à la sécurité se réunit trimestriellement et permet le suivi ainsi que la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées par l'assemblée plénière. Il constitue de fait le bureau du CLSPD plénier.

Les groupe territoriaux présidés par les élus de quartier sont des instances de proximité installées au sein du territoire communal. Au nombre de 5, ils permettent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif, les institutions et opérateurs de terrain au sein de chaque secteur. Ils ont pour vocation à assurer une représentation locale des services dédiés à la sécurité et prévention et de favoriser les échanges d'informations.

L'ensemble de ce dispositif répond de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité. Il est animé au quotidien par une équipe projet dédiée, placée sous la responsabilité d'un chef de service et coordonnateur.

Suite à la modification des délégations de l'exécutif municipal, il convient d'élire un nouveau représentant pour remplacer Madame Sonia KERANGUEVEN au sein de cette instance.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De procéder à cette désignation.

A été élue : Caroline NAVARRE

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

31. Commission consultative des cessions immobilières

Désignation d'un nouveau représentant

Par délibération n° 2013/352 du 22 juillet 2013, le Conseil municipal a approuvé la création d'une commission consultative intervenant dans le cadre de l'instruction des cessions foncières et immobilières, propriétés de la Ville, en tant qu'outil de transparence et d'aide à la décision du Conseil municipal en la matière.

L'existence de cette commission ayant pris fin avec l'achèvement du précédent mandat municipal, il est aujourd'hui proposé de procéder à son renouvellement.

Sur le fondement de l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales, « *le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres. Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. Dans les communes de plus de 3500 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale* ».

La commission consultative des cessions immobilières est chargée d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'acquéreur dans le cadre de la procédure générale de mise en vente suivante :

Cette commission, dont la présidence est assurée par le Maire, ou par l'Adjoint délégué à l'urbanisme, est composée de 8 élus représentant l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, conformément à l'article L.2121-22 du Code général des collectivités territoriales précité.

La composition de cette commission a été fixée par délibération n° 2014/150 en date du 24 avril 2014.

Suite aux modifications des délégations de l'exécutif municipal, il est proposé de désigner un nouveau membre afin de remplacer Monsieur Bernard TRAVIER au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'élire un nouveau membre de cette commission,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A été élu : Thibault RASSAT

Pour : 50

Contre :

Abstentions : 3 (Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN)

Adopté à l'unanimité.

32. Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole- Marché d'impression, pose et dépose pour pavoisement

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la ville-centre, Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont à cet effet créé un service commun de direction de la communication.

Préalablement à la création de ce service commun, les deux collectivités avaient attribué des marchés distincts pour l'impression, la pose et la dépose pour le pavoisement des kakémonos, tentures de rues ou banderoles des sites équipés (rond-point du zénith, avenue Pierre Mendès France, place Jean Jaurès, place de la comédie, rues de l'Ecusson).

Dans une optique de rationalisation des dépenses engagées, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe afin que les deux collectivités aient un prestataire commun pour les interventions sur les

pavoisements à venir, destinés à promouvoir les événements organisés par l'un et/ou l'autre membre du groupement.

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un accord cadre à bons de commandes, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

Ce marché estimé à 75 000 € HT par an fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert.

Le marché sera donc conclu avec un montant minimum annuel de 50 000 € HT et avec un montant maximum annuel de 200 000 €.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification. La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché d'impression, de pose et dépose pour pavoisement;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville chapitre 920, 922, 923, 924, 928 et 929 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;
- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement, y compris le cas échéant son éventuelle résiliation.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames BARTHAS-ORSAL, SALOMON, MIRALLES, avec la procuration de Madame YAGUE, et Monsieur YOUSSEUS entrent en séance.

33. Journal municipal Montpellier Notre Ville - Autorisation de signer le marché 5D0060

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue d'informer les Montpelliérains sur ses actions et sur les services qui leurs sont proposés par l'intermédiaire d'un mensuel dénommé « Montpellier Notre Ville ».

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3° al. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, conclu à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2016, soit 8 numéros du journal, avec un montant minimum de 47. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 370. 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 3 lots :

Lot 1 : direction artistique et mise en page : 10 000 à 60 000 euros HT
Lot 2 : impression, façonnage et livraison : 30 000 à 250 000 euros HT
Lot 3 : diffusion en boîtes à lettres : 7 000 à 60 000 euros HT

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 60%.
- le prix. Pondération : 40%.
pour les lots 1 et 3
- la qualité de la prestation. Pondération : 40%.
- le prix. Pondération : 60%.
pour le lot 2

La Commission d'Appel d'Offres, le 12 avril 2016, a retenu les offres des sociétés :

- Scoop Communication, pour le lot n°1 ;
- Chirripo, pour les lots n°2 et 3 ;

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché de réalisation du journal mensuel Montpellier Notre Ville avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Cédric de SAINT JOUAN : Là encore, un réflexe écologiste : ne pourrait-on pas arrêter la diffusion du journal papier et la remplacer par une version numérique ? Cela aurait de nombreux avantages. D'abord, cela limiterait le gaspillage, car je ne suis pas sûr que tous les journaux soient lus et utilisés, et d'ailleurs il serait intéressant de connaître votre audience. Cela permettrait de faire des économies et de redonner le sourire à Monsieur LEVITA, et surtout pour la propreté.

Monsieur le Maire : Monsieur de SAINT JOUAN, sur la question que vous proposez, l'idéal est que tout soit dématérialisé. Mais vous savez, peut-être seulement 10 ou 20 % des hommes et femmes de cette ville ont Internet et le consultent régulièrement. Certaines personnes n'ont pas les moyens. Lorsque je vous entends parler quelquefois, j'ai l'impression que nous ne vivons pas dans la même ville, ni dans le même monde. Nous n'allons pas épiloguer.

Anne BRISSAUD : Par cette affaire Monsieur le Maire, vous nous demandez d'approuver la procédure présentée et de vous autoriser à signer le marché de réalisation du journal « Montpellier, notre ville » pour un budget compris entre 47 000 € et 370 000 € hors-taxes. Je note qu'il s'agit d'un écart important. Mon propos n'est pas de discuter des écarts et vous jugerez des propositions qui vous seront soumises. Nous aurons peut-être alors l'occasion d'en discuter. Par contre, à vous qui ne cessez de faire référence à la charte Anticor afin de montrer votre volonté d'être exemplaire en termes d'éthique et de respect des engagements liés à la transparence ou tout autre forme d'exemplarité, il me semble pertinent de vous rappeler les principes du Code général des collectivités, et en particulier l'article L 212127-1, qui précise les conditions d'expression des élus. Dans les communes de plus de 3 000 habitants et plus, lorsque la commune diffuse sous quelque forme que ce soit un bulletin d'information général sur les réalisations et la gestion du Conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Or il apparaît légitime de considérer que l'ensemble du magazine constitue l'expression de la majorité municipale puisque vous en contrôlez le contenu : Édito, Vision de vies, etc. En plus de ce contenu, vous vous réservez une tribune d'une page complète et n'attribuez qu'une demi-page pour l'expression de l'ensemble des élus de l'opposition. Aujourd'hui, je souhaite vous rappeler que le droit d'expression est attaché aux conseillers municipaux et non au groupe et vous demanderai de bien vouloir nous indiquer le nombre de caractères que vous voudrez bien attribuer aux élus indépendants, sur le journal version papier et numérique.

Monsieur le Maire : Vous avez raison de demander cela, nous allons vous répondre selon les termes de la loi.

Anne BRISSAUD : Vous me répondrez quand ?

Monsieur le Maire : Vous avez écrit aujourd'hui, nous avons reçu aujourd'hui votre courrier.

Anne BRISSAUD : Ce n'est pas moi. Je vous pose la question maintenant.

Monsieur le Maire : Nous vous répondrons selon les termes de la loi. Madame BRISSAUD, je suis gêné car dans ceux qui ont voté le secret, il y a tous vos collègues de l'UDI.

Anne BRISSAUD : Le secret de quoi ?

Monsieur le Maire : Sur le secret des affaires, sur Panama, les députées européennes.

Anne BRISSAUD : Les UDI sont indépendants, vous le savez, et très libres.

Monsieur le Maire : J'ai une liste, je ne la remets pas à l'eau. Je la garde avec moi jusqu'à la fin du mandat.

Anne BRISSAUD : Allez-y. Donc vous nous répondrez...

Monsieur le Maire : Vous avez écrit ce matin à 11 heures 26, Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Je ne vous ai pas écrit à vous, donc je vous pose la question aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Évidemment, vous avez écrit à la Mairie. Vous avez demandé des explications à 11 heures 26 ce matin.

Anne BRISSAUD : En fait, depuis décembre 2014, nous demandons des explications, si vous voulez exactement avoir tous mes courriers.

[Brouhaha]

Monsieur le Maire : Nous vous répondrons.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame KERANGUEVEN entre en séance.

34. Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement		1 500 €
6462	ATELIER 217	Projet	L'ART ET LA MATIERE	2 500 €
TOTAL				4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant
5331	MILLENERGIES	Fonctionnement	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique **SECURITE**:

- ANIMAL DANS LA VILLE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4104	VETERINAIRES POUR TOUS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		500 €
4401	L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement	MEDIATION FAUNE SAUVAGE ET MANIPULATION D'ANIMAUX SAUVAGES	1 600 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Projet	DES REFUGES POUR LA BIODIVERSITE A MONTPELLIER	800 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU COEUR	Fonctionnement		2 000 €
TOTAL				8 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

- PREVENTION ROUTIERE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement		1 700 €
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Projet	1er PRIX DES PISTES D'EDUCATION ROUTIERE (VELO CM2)	200 €
TOTAL				1 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25726, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMEELES LORS DU 50EME TOURNOI INTERNATIONAL DE L'ASSM	6 500 €
5479	RENCONTRES AUTOUR DU MONDE ARAM	Projet	SALON "AUTOMNE INTERNATIONAL"	3 000 €
6575	CODIGE	Projet	COLLOQUE FRANCO-BRESILIEN BRAFITEC	1 000 €
TOTAL				10 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **PEDT**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP	Projet	ACTIVITES EDUCATIVES PERISCOLAIRES	2 100 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Projet	ANIMATHEQUE	2 100 €
TOTAL				4 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Montant
6192	Association Blaise Pascal	Offre culturelle	964 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 964 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1492, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:

- SPORT

- Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		33 000 €

1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULEES DE LA MOSSON	800 €
TOTAL				33 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

1) Modifications d'attributions de subventions

L'association LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER a cessé toute activité. Elle est actuellement en procédure de liquidation judiciaire. Dans ces conditions et compte tenu des engagements, il est proposé de modifier les attributions comme suit :

Délibération	Type	Titre du projet	Montant accordé	Montant modifié
2015/559	Fonctionnement		6 000 €	4 200 €
2015/539	Projet	Installation d'une cuisine équipée inter associative	4 000 €	0 €
2015/158	Projet	Temps d'activités périscolaires 2015/2016	14 400 €	10 080 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 72 264 €;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'approuver la convention spécifique d'attribution de subvention à l'association Maison des Adolescents votée au Conseil Municipal du 17 février 2016 et annexée à la présente délibération;
- d'approuver les modifications d'attributions de subventions et les avenants annexés à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Nancy CANAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, ces associations œuvrant dans différents domaines, je voudrais savoir pourquoi nous ne pourrions pas envisager une grande consultation du monde associatif montpelliérain. Il serait utile de donner la parole aux associations pour qu'elles puissent élaborer un portrait de la vie associative du point de vue qualitatif et quantitatif, pour connaître le nombre d'associations, la répartition par quartier – je pense que cela est extrêmement important – un point sur l'emploi (y a-t-il eu des créations d'emplois depuis votre arrivée), le nombre de bénévoles. Pourquoi ne pas envisager une grande consultation numérique sur le monde associatif, sur sa taille, ses projets, secteurs d'activité et ses relations avec la ville, dont le résultat serait donné par exemple lors de la journée des associations, en sachant bien que nous apportons un soutien légitime aux associations qui sont extrêmement utiles à tous les citoyens. Pour un peu plus de transparence, utile sur ce monde associatif qui représente un budget important, si nous pouvions obtenir un peu d'information sur la répartition par quartier... Je pense que lorsque vous organisez vos réunions de quartier, il serait bon que nous puissions savoir exactement combien de personnes cela implique, combien d'associations, combien de personnes travaillent, combien il y a eu de bénévoles. Pour nous, cela apporterait un peu plus de transparence.

Monsieur le Maire : Vous savez qu'il existe un guide de toutes les associations de Montpellier. La Foire aux associations vous permet de les rencontrer. Ensuite, j'ai ouvert à l'opposition la CALA, la Commission

d'attribution des locaux associatifs, pour que chacun puisse expressément se rendre compte des attributions. Après, si j'organise un forum à notre initiative uniquement pour rassembler les associations, on va m'accuser de faire de la politique.

Nancy CANAUD : Je sais bien, mais vous en faites tous les jours, de toute façon. Je trouve que nous votons beaucoup de choses, nous attribuons beaucoup de subventions aux associations. Je ne questionne pas la légitimité, mais je souhaiterais obtenir un panorama. Je ne mets pas en cause le fait qu'elles aient été choisies selon les règles, j'en suis bien d'accord, mais nous aimerions avoir une vue.

Monsieur le Maire : Sur le site Internet, vous avez le guide de toutes les associations. Avant de passer à l'affaire 35, je vous donne les résultats du vote : 59 votants, 50 voix pour et 9 blancs. Je vais demander à Caroline de me rejoindre.

[Applaudissements]

Caroline NAVARRE: Tout d'abord Monsieur le Maire, je voulais vous remercier de votre confiance mais également tous les élus qui ont voté ce soir et j'espère que j'honorerai fièrement cette délégation. Merci.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

35. URIOPSS LANGUEDOC ROUSSILLON AVENANT GARANTIE D'EMPRUNT SOUSCRIT AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE EN 2005

Le 20 décembre 2005, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a accordé sa garantie pour le remboursement d'un prêt de 580 000 € à hauteur de 50% (soit 290 000 €) que l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon avait contracté auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon. Ce prêt était destiné à financer l'acquisition et la rénovation d'un immeuble sis 420 allée Henri II de Montmorency à Montpellier.

Au terme d'un processus de négociation, l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon a obtenu le refinancement du contrat de prêt.

Le refinancement de ce contrat porte sur un capital restant dû de **422 377.12 €** (50%=211 188.56 euros) euros au 05/01/2016 sur la même durée résiduelle (fin du contrat le 05/07/2031) avec une **baisse du taux fixe payé par l'Association de 1%**, soit un taux fixe mensuel de 2.90% au lieu de 3.90% et des frais d'avenant s'élevant à 4 223.77 euros (0.10%).

Le montant total des intérêts payés sur la période restant à courir est ramené de 212 014.23 euros à 95 485.65 euros, soit une économie de 116 528.58 euros.

Cette renégociation n'entraîne aucune modification du risque pour la Ville par rapport au contrat actuellement garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer l'avenant au contrat de prêt garanti à hauteur de 50% entre la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et l'Union Régionale Interfédérale des Organismes et Œuvres Privées Sanitaires et Sociales Languedoc Roussillon.

Max LEVITA : Un mot pour vous préciser que l'URIOPSS est l'Union régionale interfédérale des organismes et œuvres privées sanitaires et sociales. Les adhérents de l'URIOPSS sont des organismes de droit privé à but non lucratif qui interviennent dans le champ des personnes handicapées, des personnes âgées, de la petite enfance, de la lutte contre l'exclusion et de la santé.

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BOUALLAGA sort de séance.

36. Certification des comptes - Candidature de la Ville de Montpellier

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Pour rentrer dans le processus de certification des comptes, la Ville de Montpellier doit se porter candidate à cette expérimentation auprès du ministre chargé des collectivités territoriales, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi.

Le ministre chargé des collectivités territoriales et celui chargé des comptes publics se prononceront sur la candidature de la Ville sur avis du premier président de la Cour des comptes.

Si la candidature de la Ville était retenue, une convention devra être conclue entre le premier président de la Cour des comptes et Monsieur le Maire. Elle en définira les modalités de mise en œuvre et précisera notamment les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront.

Candidater à l'expérimentation de la certification des comptes est un acte de transparence démocratique qui s'inscrit dans le mouvement de fiabilisation et de lisibilité des comptes publics.

Les objectifs de la certification de nos comptes sont multiples :

- Répondre à un impératif démocratique en justifiant de l'emploi des fonds publics
- Disposer d'une information fiable sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité
- Améliorer la transparence sur la situation financière pour les élus et les citoyens
- Mieux connaître les charges actuelles et futures

Après avoir répondu aux exigences de la dématérialisation, il est proposé au Conseil de poursuivre une politique ambitieuse de gestion financière en répondant favorablement à l'appel à candidature sur la certification des comptes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- autoriser la candidature de la Ville de Montpellier à l'expérimentation sur la certification des comptes ;
- autoriser la signature de la convention qui définira les modalités de mise en œuvre de la certification des comptes et précisera les acteurs chargés de cette certification expérimentale et les moyens qui l'accompagneront ;
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Ce dossier très important témoigne de notre volonté de répondre à un impératif démocratique afin que les citoyens puissent disposer d'une information fiable sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité, de manière à ce que nous puissions également améliorer la transparence sur la situation financière pour les élus et pour les citoyens et, dans la conjoncture actuelle qui, à mon avis, est appelée à se poursuivre, de mieux connaître les charges actuelles et futures. Nous mettons le doigt dans un engrenage. La Cour des Comptes offre la possibilité de certifier nos comptes, il s'agit pour nous d'un défi que de répondre, de poser notre candidature qui va peser sur le fonctionnement de notre assemblée. J'espère que vous accompagnerez cette candidature.

Monsieur le Maire : Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur LANNELONGUE.

Gérard LANNELONGUE : Je me suis déjà exprimé sur ce sujet lors du débat budgétaire, mais c'est très important. Cela doit être le modèle. C'est une bonne chose que nous soyons parmi les premiers à obtenir cette certification.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

37. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, et autorisation de lancement et de signature pour un marché de services de télécommunications

Dans le cadre du renouvellement des marchés de services de télécommunication, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier ont identifié des besoins communs.

Afin de rationaliser les coûts de fonctionnement et réaliser des économies, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier souhaitent constituer un groupement de commandes et lancer un marché de services de télécommunications, conformément à la convention annexée et à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics du Code des Marchés publics et lancer une procédure de mise en concurrence.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 25, 67 à 68 de l'appel d'offres ouvert et 78 et 80 de l'accord cadre à bons de commandes du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. La Ville de Montpellier, en tant que coordinateur du groupement, sera chargée d'en informer les autres membres du groupement.

Le marché sera signé et notifié par la Ville de Montpellier, au nom des membres du groupement, pour une durée de deux ans, reconductible une fois deux ans.

Le marché est constitué de 4 lots :

- 1 - Téléphonie fixe voix T2, appels entrants/sortants, numéro à couts partagés
- 2 - Téléphonie fixe voix T0 et lignes analogiques, appels entrants/sortants
- 3 - Téléphonie mobile voix et données
- 4 - Accès Internet

Le marché sera sans montant minimum ni maximum avec une estimation globale pour la totalité de la durée du marché de 3 160 000 € HT détaillée comme suit pour les montants annuels :

Ville de Montpellier :

Lot 1 – 300 000 € HT / Lot 2 – 60 000 € HT / Lot 3 : 120 000 € HT / Lot 4 : 65 000€ HT

Montpellier Méditerranée Métropole :

Lot 1 – 32 000 € HT / Lot 2 – 60 000 € HT / Lot 3 : 90 000€ HT

Centre Communal d'Action Sociale :

Lot 1 – 34 000 € HT / Lot 2 – 2 000 € HT / Lot 3 : 22 000€ HT / Lot 4 : 5 000€ HT

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- d'autoriser Monsieur le Maire, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

38. Précisions et modifications de tarifs sur la location de matériels

Suite à une erreur matérielle, les tarifs de location des matériels sont révisés. Ces tarifs et précisions viennent se substituer au point 3.1.2 de la délibération 2015/557 du 17 décembre 2015.

3.1.2. Le matériel

Délivrance et restitution de matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30, au Centre technique de Garosud.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de

matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Matériels	Unité	Tarifs 2016	
		Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,31 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,26 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	5,92 €	0 €
Podium	m²/jour	7,95 €	0 €
Barrière	u/jour	7,95 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,81 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	120 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	70 €
Forfait électrique - Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	50 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	171 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		365 €	365 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 350 €	1 350 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modifications de tarifs qui lui sont proposés dans la présente délibération ;
- de préciser qu'ils seront applicables au 2 mai 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

39. Convention de servitude d'appui - accrochage au profit de Montpellier Méditerranée Métropole

Dans le cadre de la réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à son mandataire, la société Transport de l'Agglomération de Montpellier, l'ensemble des opérations nécessaires à la création des servitudes d'ancrages.

Il s'avère nécessaire à la réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de créer une servitude d'appui – accrochage en vue de permettre l'alimentation en électricité du tramway sur l'immeuble situé 7 boulevard Pasteur, parcelle cadastrée BZ 307, point d'ancrage n°100 – 117 b.

Compte tenu de l'utilité publique déclarée des travaux de réalisation de la 4^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, la présente convention de servitude est accordée à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude d'appui – accrochage avec Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son mandataire la société TAM, pour la ligne aérienne de contact, sur la façade du bâtiment cadastré BZ 307, point d'ancrage n°100 – 117 b.
- d'autoriser le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Il s'avère nécessaire à la réalisation de la quatrième ligne de tramway de créer une servitude d'appui, c'est-à-dire un accrochage pour permettre l'alimentation en électricité du tramway sur un immeuble situé au 7 boulevard Pasteur. Compte tenu de l'utilité publique qui a été déclarée lors des travaux de réalisation de cette quatrième ligne, cette convention de servitude, nous vous proposons de l'attribuer à titre gratuit.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

40. Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville

Autorisation de déclaration préalable de travaux

Autorisation de dépôt de permis de démolir

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville poursuit en 2016 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est prévu pour l'année 2016, d'effectuer des travaux de réfection et de démolition de certains bâtiments communaux.

Ainsi pour mener à bien ces opérations et en vue de poursuivre sa campagne d'entretien du patrimoine, il est nécessaire d'une part, de déposer des dossiers de déclarations préalables de travaux pour les bâtiments énumérés ci-après :

- **Centre Rabelais** – 27 boulevard Sarraïl : pose d'une second descente d'eaux pluviales ;
- **Château de Grammont** – 2733 avenue Albert Einstein : réfection des enduits de la façade et de l'entrée de la salle des mariages ;
- **Eglise Saint-Denis** – 1 place Saint-Denis : réfection du portail de l'avenue Georges Clémenceau ;
- **Presbytère Saint-Roch** – 4 rue Valat : remplacement des menuiseries bois et réfection de la tête de colonne en pierre ;
- **Ancien orphelinat de Lavalette** – 1037 rue Jean-François Breton : installation de batardeaux ;
- **Halles Jacques Cœur** – 615 boulevard d'Antigone : réfection d'une vitrine ;

Le montant estimé des travaux s'élève à 290 000 € TTC.

D'autre part, afin d'éviter toute occupation illégale et dans un souci de mise en sécurité des lieux, il est également nécessaire de déposer des demandes d'autorisation de permis de démolir pour les bâtiments ci-dessous :

- **Poste de Police Municipale Lemasson** – 460 boulevard Pedro de Luna ;
- **Mas de Portaly** – 220 rue du Mas de Portaly ;
- **Terrain de Bionne** (ex terrain du père Sanchez) – 2015 rue de Bionne.

Le montant estimé des travaux de démolition s'élève à 240 000 € TTC.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux de réfection et de démolition des bâtiments susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à signer et déposer les dossiers de déclarations préalables de travaux ainsi que les dossiers de permis de démolir nécessaires à la réalisation desdits travaux ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2016 – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Alex LARUE : Je voulais profiter de cette question pour savoir si vous avez prévu de me répondre sur la communication sur le bail emphytéotique avec Monsieur SALERNO sur les Halles Castellane, puisque j'écris il y a un certain temps. J'aimerais avoir communication de ce bail emphytéotique et notamment savoir quelles conditions financières lui ont été accordées.

Monsieur le Maire : Votre demande a été transmise aux services juridiques de la Ville.

Alex LARUE : J'ai donc bon espoir de recevoir rapidement une réponse.

Monsieur le Maire : En fonction des services juridiques.

Alex LARUE : Je me méfie de ce genre de réponse, mais je vous relancerai.

Monsieur le Maire : Je ne suis pas avocat, mais artisan. Un petit travailleur manuel des faubourgs d'Antigone.

Alex LARUE : Moi aussi. Nous y reviendrons alors, merci.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

41. Raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations (SAIP) sur l'Opéra Orchestre National de Montpellier

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant", constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Il est aujourd'hui proposé de signer une convention portant sur le raccordement au système d'alerte et d'information des populations, pour une sirène d'alerte, propriété de l'Etat, installée sur un bâtiment propriété de la Ville de Montpellier, mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention fixe les obligations des acteurs dans le cadre de ce raccordement, dont l'entretien ultérieur du système, qui sera à la charge de la Ville de Montpellier, pour ce qui concerne la maintenance annuelle.

Localisation de la sirène :

- Opéra Orchestre National de Montpellier, 11 boulevard Victor Hugo, 34000 Montpellier ;

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans et se poursuit par tacite reconduction jusqu'à l'expiration du contrat de maintenance assurée par Eiffage, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Vous avez vu que la sirène a vrombi le premier mercredi du mois à midi, comme avant. Nous avons mis en place les sirènes notamment en cas d'inondation, ce qui nous permet d'atteindre un maximum de population, et nous allons décliner le dispositif sur un certain nombre de lieux de la ville qui appartiennent aux services publics, notamment les écoles. Cela permettra à la population d'être avertie en temps réel des risques. Il peut s'agir d'inondations, d'incendies, beaucoup de choses.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42. Mise à disposition d'un local associatif

Approbation du loyer

Autorisation de signer la convention

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité en signant une convention à partir du 1er mai 2016.

A ce titre, il est proposé d'attribuer un local associatif au profit de l'association déclinée dans le tableau ci-joint.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, une redevance minorée lui sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et sur le compte de l'association.

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant de la subvention
Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse (A.E.F.E.J)	Résidence Aiguelongue 913 rue Montasinos 34090 Montpellier	4 290 €	35 €	4 255 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse », pour les locaux situés 913 rue de Montasinos et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'approuver la convention d'occupation du domaine privé passée avec l'association « Amélioration de l'habitat d'Entraide pour les Familles l'Enfance et la Jeunesse » ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour: 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

43. Mise à disposition de salles à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre. Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 29 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 33 724,50 €.

DATE	SALLE	Organisme	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
21/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3260	0	3260
23 et 24/04/2016	Salle Jules PAGEZY	Association AET	3630	1815	1815
30/04/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association MALAKURDA	315	30,5	284,5
30/04/2016	Salle de réceptions Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	2040	51	1989
03/05/2016	Salle Jules PAGEZY	APIJE	1630	51	1579
09/05/2016	SALLE PETRARQUE	ISCRA	610	30,5	579,5
11/05/2016	Salle de réceptions Grammont	POLE EMPLOI	2040	51	1989
12/05/2016	SALON DU BELVEDERE	enfance et partage	315	0	315
13 et 14/05/2016	SALLE PETRARQUE	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	1220	61	1159
14/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	La Garriga Lengadociana	315	30,5	284,5
17 au 20/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	TOL'EVENTS	945	91,5	853,5
18/05/2016	SALLE PETRARQUE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	610	30,5	579,5
18/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	315	30,5	284,5
19/05/2016	SALLE PETRARQUE	Mouvement du Nid	610	30,5	579,5
19 et 20/05; 8/06/2016	CENTRE RABELAIS	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	4755	231	4524
20/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Association Rêves de Mômes	315	157,5	157,5
21/05/2016	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	610	30,5	579,5
21/05/2016	Salle Jules PAGEZY	La Culture Bulgare en LR	1630	815	815
23/05/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	RICHTER +	450	30,5	419,5
24/05/2016 et 4/06/2016	Salle Jules PAGEZY	Centre Africains du Languedoc-Roussillon	3260	866	2394
26/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Lève-toi et Danse	315	30,5	284,5
26/05/2016	SALON DU BELVEDERE	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
27/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Montpellier 2020	315	30,5	284,5
28/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Française des Sclérosés en plaques	315	30,5	284,5
28/05/2016	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Flamenco	1630	51	1579
28/05/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Club sportif des Sourds (secteur Badminton)	450	30,5	419,5
29/05/2016	Salle de réceptions Grammont	Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens	3000	102	2898
29/05/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Générale Sourds Montpellier Région	610	61	549
31/05/2016	SALLE DES RENCONTRES	etablissement français du sang	2700	0	2700
		TOTAL	38525	4800,5	33724,5

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Un mot pour bien dire que la location, dans la théorie, est payante. Dans le cas de la gratuité ou d'un tarif moins élevé, cela passe en Conseil municipal.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

44. Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 165 €

Les associations concernées sont :

MPT PARKS : Arpège 165€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 10 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1650 €

Les associations concernées sont :

MPT VILLON : Football club petit bard 110€

MPT PARKS : Montpel'libre 110€

MPT CHOPIN : Beaux-arts pierre rouge 220€

MPT CURIE : Pétanque club 110€

MPT DUBOUT : Seconde chance 55€

MPT LAGRANGE : Secours populaire 110€

MPT PAGNOL : Synergie des mémoires humaines 110€, Fiangonana protestanta malagasy atyandafy 110€

MPT VOLTAIRE : blues de vache 275€, Jumeaux et plus 34 440€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

45. Protection Fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications auprès du rapporteur Abdi EL KANDOUSSI ? Monsieur de SAINT JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : Monsieur le Maire, vous allez certainement être d'accord avec moi, car vous êtes sensible sur les sujets de probité, mais il me semble difficile d'envisager que des remboursements ou la prise en charge des problèmes lors de conflits d'intérêts soit effectuée. Les Montpelliérains n'ont pas à couvrir les tricheurs. Merci.

Monsieur le Maire : Je vous avoue que je n'ai pas très bien compris la logique de votre intervention, mais bon. Il faut le prendre d'où cela vient.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

46. Convention de gestion de la Comédie du Livre

La Comédie du Livre est une manifestation organisée chaque année à Montpellier, devenue en 30 ans un évènement littéraire majeur en France. Rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public (21 000 visiteurs et 5 000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015) autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes. Seule manifestation littéraire de ce niveau sur le territoire métropolitain, elle contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

Par délibération n°13246 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé que la Comédie du Livre était une manifestation d'intérêt métropolitain. A ce titre, les droits, obligations et contrats relevant de la Ville de Montpellier pour la Comédie du Livre 2016, ont vocation à être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole. Considérant les ressources nécessaires à l'organisation de la Comédie du Livre 2016, et compte tenu que ces ressources sont à ce jour toujours présentes au sein des services de la Ville de Montpellier, il convient de conclure une convention de gestion de service de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la Comédie du Livre 2016. Cette convention précise notamment les moyens humains, matériels, les contrats et l'enveloppe financière allouée à cette opération. Elle définit l'ensemble des modalités d'intervention de la Ville de Montpellier pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les modalités de remboursement des dépenses engagées par la Ville.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de gestion relative à la Comédie du livre et d'autoriser l'autorité territoriale à la signer, ainsi que tout document afférent à cette affaire ;
- d'inscrire au budget de la Ville les dépenses et recettes correspondantes.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

47. Création d'un service commun de chauffeurs

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité mutualiser leurs services de chauffeurs à la direction du cabinet du Maire dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette création de service commun permet de rationaliser les fonctions de chauffeurs des deux collectivités et simplifier l'organisation matérielle des déplacements sur le territoire des 31 communes.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, telle que présentée en annexe, en vertu de laquelle le service commun de chauffeurs est géré par la Ville de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Ville de Montpellier ou sous celle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvrent notamment les charges de personnel et frais assimilés, sont remboursées par la Métropole à la Ville de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités (37,5% Métropole / 62,5% Ville).

Le Comité technique de la Ville a été saisi, le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole et son Assemblée délibérante le seront également.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de création d'un service commun de chauffeurs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autoriser l'autorité territoriale à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- d'approuver les fiches d'impact afférentes ;
- d'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget du personnel.

Monsieur le Maire : Nous allons mutualiser les chauffeurs de la Ville et de la Métropole. Cela signifie qu'il n'y a plus un chauffeur du Maire, mais que tous les chauffeurs sont capables d'être chauffeurs du Maire. Il n'y a plus un chauffeur du Premier adjoint : tous les chauffeurs sont capables d'être chauffeurs du Premier adjoint. Je l'explique, car j'entends trop de choses. Tout est mutualisé en fonction du quota d'heures supplémentaires attribuées par la loi et admis par la Chambre régionale des comptes.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

48. Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la ville de Montpellier.

Par délibération en date du 4 octobre 2014, il a été fixé la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Compte tenu que le logement avec convention d'occupation précaire avec astreinte attribué au Directeur de la réglementation et tranquillité publique n'est plus d'utilité, il est proposé au Conseil Municipal de modifier la délibération du 6 février 2012 en supprimant le logement susvisé et la délibération subséquente du 4 octobre 2014 fixant les modalités de paiement des fluides pour chaque logement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les modifications apportées aux délibérations du 6 février 2012 et du 4 octobre 2014 et présentées ci-dessus.

Pour : 58

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame BOUALLAGA entre en séance.

49. Astreinte Police Municipale dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015, il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

L'évolution des phénomènes pluvieux orageux et la mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde implique désormais une forte mobilisation du service de la police municipale.

Afin de répondre aux obligations de sauvegarde et de protection des populations dans le cadre des événements majeurs, il est proposé de créer une astreinte de sécurité, en complément du service général de police. Cette astreinte vise à renforcer le service de la police municipale et à garantir une présence au sein du territoire communal.

A ce jour, deux périodes sont identifiées particulièrement sensibles :

- Une période automnale : semaine 35 à 49 (fin août, début décembre)
- Une période printanière : semaine 9 à 17 (mars et avril)

Cette astreinte mobilisera 11 policiers dont 1 agent répondant du Centre Opérationnel de Commandement.

L'astreinte sera hebdomadaire, pendant les périodes automnale et printanière prédéfinies ci-dessus, et mise en œuvre du lundi au lundi.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, vu l'avis du Comité technique, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Police Municipale	Tous grades de la filière Police Municipale	Semaine complète (du lundi au lundi)	De la semaine 35 à la semaine 49 et de la semaine 9 à la semaine 17 pour interventions sur le terrain lors d'évènements climatiques exceptionnels

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la modification de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007 ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50. Astreinte Police Municipale – Etat-major

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015, il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

L'astreinte de l'Etat-major de la Police Municipale s'organise à partir des 3 chefs de service (Responsable du service de la Police Municipale et ses deux adjoints) et il apparaît nécessaire de l'étendre Centre Opérationnel de Commandement.

Ces 4 chefs de services de PM sont amenés à participer à la coordination des plans d'intervention sur le terrain, à assurer la communication et le lien avec les autorités municipales.

Cette évolution est confortée par les procédures établies par le Plan Communal de Sauvegarde et le nécessaire positionnement de la Police Municipale à l'occasion de sa mise en œuvre.

Au regard de ces différentes évolutions, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé d'étendre l'astreinte au responsable du Centre Opérationnel de Commandement.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Police Municipale	Policiers municipaux Chef de service de PM	Semaine complète (du lundi au lundi)	Astreintes téléphoniques à domicile pour intervention sur le terrain en cas de problème de sécurité

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

51. Astreinte plan communal de sauvegarde- Service sécurité civile

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 il a été fixé les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

Depuis ces dernières années, la Cellule Prévention et Gestion des Risques a vu ses missions, sa mobilisation et ses compétences se développer, vis-à-vis de son expertise, pour contribuer à une gestion transversale de la sécurité civile au sein de l'administration (risques naturels, technologiques, sanitaires et sociétaux).

Cette cellule prend désormais l'appellation de « service sécurité civile » et il est créé un poste d'agent de maîtrise, ciblé technicien territorial.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, il a été procédé à la mise en place d'une Astreinte de décision pour le plan communal de sauvegarde au sein de la cellule prévention et gestion des risques afin d'assurer, dès la confirmation d'un événement de sécurité civile et sur validation de la hiérarchie, la mobilisation des moyens prévus par le Plan Communal de Sauvegarde.

En conséquence, les agents mobilisés sont en mesure d'accompagner les décisions de l'autorité municipale et d'intervenir au sein du poste communal de commandement.

Au regard de l'évolution des besoins, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé d'étendre l'astreinte des deux cadres du service et du Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité publique au poste d'agent de maîtrise afin de consolider son fonctionnement et de faire évoluer l'astreinte de décision en une astreinte d'exploitation.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 17 décembre 2012, est modifié comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
D RTP	Sécurité Civile	Ingénieurs Attachés Agents de maîtrise Technicien	Semaine ou week-end en fonction de la survenue de l'évènement	- Activer le Plan Communal de Sauvegarde, - Participer à la mise en œuvre des actions communales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

52. Modification du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

- 10 ADJOINTS TECHNIQUES de seconde classe ont réussi le concours d'ATSEM de première classe. 10 postes d'ATSEM de première classe sont créés pour permettre la nomination des lauréats. 10 postes d'ADJOINT TECHNIQUE de seconde classe sont supprimés après la nomination des agents, conformément à l'avis rendu par le comité technique de la collectivité.
- 1 ADJOINT d'ANIMATION de 1^{ère} classe a réussi le concours d'ANIMATEUR. 1 poste d'ANIMATEUR est créé pour permettre sa nomination, le poste d'ADJOINT d'ANIMATION de 1^{ère} classe étant supprimé quand il sera nommé suite à l'avis du comité technique.
- 1 ADJOINT ADMINISTRATIF de 2^{ème} classe a réussi le concours d'ATTACHE. 1 poste d'ATTACHE est créé pour permettre sa nomination, le poste d'ADJOINT ADMINISTRATIF de seconde classe étant supprimé quand il sera nommé suite à l'avis du comité technique.
- Les autres créations de postes correspondent à des besoins des services permettant la nomination d'agents inscrits sur tableau d'avancement suite à avis émis par la commission administrative paritaire. Quand les agents bénéficiaires seront nommés, les postes qu'ils occupent actuellement seront supprimés du tableau des effectifs après avis du comité technique.

I – Créations de postes:

Filière Administrative:

Grade d'attaché Principal : création d'1 poste

Grade d'Attaché territorial: création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif principal 1cl. : création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif principal 2cl. : création d'1 poste

Grade d'adjoint administratif 1cl. : création de 16 postes

Filière Animation:

Grade d'Animateur: création d'1 poste

Grade d'adjoint d'animation 1cl. : création de 5 postes

Filière Médico-Sociale:

Puericultrice cadre de santé 1cl. : création de 4 postes

Grade d'ATSEM principale 1ère classe: création d'un poste

Grade d'ATSEM 1ère classe: création de 10 postes

Filière Sécurité:

Grade de Brigadier-chef principal : création de 2 postes

Filière Technique:

Grade de Technicien principal 1^{ère} classe : création d'un poste

Grade de Technicien principal 2^{ème} classe : création de 2 postes

Grade d'adjoint technique 1^{ère} classe : création de 4 postes

II – Suppression de postes: Conformément à l'avis du Comité Technique:**Filière Administrative:**

Grade d'Adjoint administratif 2ème classe: suppression d'1 poste

Filière Animation:

Grade d'adjoint d'animation 1ère classe: suppression d'1 poste

Filière Technique:

Grade d'Adjoint technique 2ème classe: suppression de 10 postes

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver ces modifications au tableau des effectifs.

Abdi EL KANDOUSSI : Vous avez le détail des postes créés, avec une petite subtilité : création de 16 postes de grade d'adjoint administratif. Ce grade concerne en grande partie et même en totalité des agents de catégorie C qui ont été nommé lors de la dernière CAP. Un effort a donc été fait sur cette catégorie C, les petits salaires à la Ville de Montpellier. Pour cette raison, nous avons créé ces sept postes qui ont été attribués lors de la Commission administrative paritaire de ce mois-ci.

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOUSSI. Qui souhaite s'exprimer ? Madame BRISSAUD.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, merci pour cette lecture. Vraiment, c'est au cas où nous ne saurions pas lire.

Abdi EL KANDOUSSI : J'ai fait pour vous Madame, j'ai mis du texte.

Monsieur le Maire : Quel mépris dans les paroles. Il faut aimer les gens, leur parler gentiment. Il faut être à leur service et ne pas les mépriser comme vous le faites.

Anne BRISSAUD : Mais qui méprise qui exactement ?

Monsieur le Maire : Vous avez vu comment vous avez parlé à Monsieur EL KANDOUSSI ? Je suis choqué.

Anne BRISSAUD : Je réponds. Encore une fois, la présentation de cette affaire est bien obscure. À en croire votre pré-rapport – car je l'ai lu, nous savons lire ici, nous n'avons pas besoin de quelqu'un qui nous fait la lecture exacte de ce qui est écrit dans le PV – la gestion des ressources humaines est une affaire de suppression et de création de postes. Pouvons-nous espérer obtenir un de ces jours, et le plus tôt sera le mieux, une présentation de votre stratégie en termes de ressources humaines ? Par ailleurs, lors de la dernière séance du Conseil municipal, vous avez affirmé que vous ne pouviez nous fournir le tableau des effectifs 2015 qu'au moment du compte administratif, soit au moins de juin 2016. En attendant, pourriez-vous nous fournir le tableau des effectifs 2014 ? Cela nous permettra, au moins, de nous faire un avis objectif sur ce que vous êtes en train de faire. Avant d'aller plus loin dans le débat, ce qui nous opposera sans aucun doute concernant la gestion des ressources humaines, je préfère me procurer tous les éléments d'analyse et de comparaison et me faire ma propre analyse, même si certains pensent effectivement que nous ne savons pas lire dans ce conseil.

Monsieur le Maire : Merci pour votre brillante intervention. Monsieur de SAINT JOUAN.

Cédric de SAINT JOUAN : Je voulais intervenir car je trouve l'exercice de l'approbation du tableau des effectifs un peu nécessaire bien sûr, et légal, mais un peu complexe et extrêmement peu lisible pour les Montpelliérains. En revanche, d'autres éléments seraient extrêmement intéressants et très concrets, notamment les suivants : le nombre de Prud'hommes depuis les dernières élections municipales de 2014 à la Mairie, le nombre de procédures au Tribunal administratif relatives aux questions du personnel depuis 2014, le nombre de personnes titularisées depuis 2014 avec leurs années d'ancienneté, et enfin le nombre de personnes actuellement non titularisées par année d'ancienneté. Je demande cela car je souhaite un traitement d'égalité entre les employés de la Mairie. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Il y a une chose que vous avez dite qui est fausse. Je vous le dis pour vous, pour vous éviter le ridicule si vous allez dans une autre assemblée. Ici, nous vous connaissons alors nous laissons passer, mais si vous allez ailleurs... Vous avez parlé des Prud'hommes. Les employés municipaux ne vont pas aux Prud'hommes. Nous ne sommes pas dans une entreprise privée. Nous ne vendons pas des éoliennes ici. Nous avons entendu. Merci pour votre brillante intervention. Madame BOUALLAGA, relevez le niveau, s'il vous plaît.

Sabria BOUALLAGA : Je ne sais pas si je vais relever le niveau, aujourd'hui j'ai été très dissipée. Je tiens à vous remercier, Monsieur le Maire. Vous m'avez permis de m'exprimer d'une façon différente, et c'est une façon aussi de faire de la démocratie autrement. Les politiciens aussi doivent changer pour parler aux citoyens autrement, c'est ce que j'ai voulu faire ce soir. Pour avoir accepté de me laisser parler ainsi, je tiens à vous remercier, même si votre majorité, coquine comme elle est, a essayé de me déstabiliser. J'ai fait passer le message, vous n'avez pas besoin de lire entre les lignes : c'était clair comme de l'eau de roche. Je l'ai diffusé sur Facebook pour ceux qui veulent relire. Je tenais à saluer votre tolérance, qui est nécessaire pour l'exercice de chacun, et l'existence : on essaie d'exister comme on peut. Finalement, c'est ce qu'on cherche à faire tous, un petit peu. On existe, on veut parler, défendre nos idées.

Je voulais intervenir car la dernière fois, je vous ai posé des questions Monsieur EL KANDOUSSI. Vous m'avez répondu sur le procès-verbal, je cite : *« je ne suis pas un professionnel de la fonction publique territoriale, mais tout est figé, tout se fait naturellement, cela se fait à Montpellier et cela se fait dans l'ensemble du territoire français. Les agents passent des concours et sont nommés, prennent du grade à l'ancienneté. C'est tout à fait normal. Nous n'influons pas là-dessus et de toute façon, toutes les décisions sont validées en Commission technique où l'ensemble des organisations syndicales siègent »*. Déjà, je trouve que vous entrez là dans une justification sans fin. Lorsque je pose une question à Max LEVITA sur l'économie, il ne répond pas : *« je ne suis pas un expert »*. Il doit être un expert. Vous devez être un expert, Monsieur EL KANDOUSSI, sur ce que Monsieur le Maire vous a délégué. Je vous demande d'être un expert sur ces dossiers, sur la défense des citoyens. Vous devez devenir un expert, même si vous n'êtes pas un politicien à la base.

Monsieur le Maire : Madame BOUALLAGA, c'est un expert : il a été élu brillamment aux cantonales. C'est un expert, croyez-moi.

Sabria BOUALLAGA : Attendez. Je le cite : *« je ne suis pas un professionnel de la fonction publique territoriale, mais tout est figé, tout se fait naturellement »*. Déjà, dans 10 phrases, il se justifie. Je lui ai posé des

questions simples : la première était « *pourquoi le tableau se trouve-t-il toujours à la fin ?* ». Il s'agissait de ma première question. Peut-être est-elle inutile, mais en tout cas je l'ai posée. La deuxième portait sur la titularisation. Vous me dites qu'ils sont nommés par le grade d'ancienneté et que cela se fait tout à fait naturellement, que des syndicats défendent cela, très bien, je vous dis qu'il y a des agents non titularisés qui sont là depuis 10 à 15 ans. Voilà par rapport à quoi je voulais vous interpeller. Peut-être n'êtes-vous pas au courant de tous les dossiers, car vous êtes élu depuis deux ans, en tout cas je soulève le problème auquel, je l'espère, vous serez sensible. Je vous demande donc, Monsieur EL KANDOOUSSI, de devenir un expert de la politique territoriale, puisque vous devez vous occuper de ces employés. C'est tout.

Monsieur le Maire : Merci Madame BOUALLAGA pour votre intervention. Monsieur EL KANDOOUSSI, répondez sur le tableau des effectifs globalement.

Abdi EL KANDOOUSSI : Globalement j'ai été clair. Je vais vous donner une réponse, tout d'abord à Monsieur de SAINT JOUAN : vous obtiendrez l'ensemble des éléments dans le REC, le Rapport de l'état de la collectivité au mois de juin et si vous souhaitez avoir accès à celui de 2015 et celui de 2014, lorsque vous étiez un peu plus proche de moi, aucun problème : il est à votre disposition, vous pourrez le consulter, ou vous l'avez reçu. Vous comparerez avec celui que je vous remettrai au mois de juin.

Pour Madame BOUALLAGA, vous m'avez posé une question la dernière fois et je vous réponds : entre-temps, je suis devenu expert. Pour le remplacement ponctuel d'un agent indisponible, maladie, maternité, congé annuel, temps partiel, le CDD est attribué et renouvelé dans la limite de la durée de l'absence de l'agent. Pour ces motifs, il n'y a donc pas de nombre maximal de renouvellement de CDD tant que le motif du remplacement est fondé. Il s'agissait d'une de vos questions, je vous donne la réponse officielle. Pour information, je suis élu aux ressources humaines, je ne suis pas directeur des ressources humaines. Je possède une délégation mais je ne suis pas directeur, Madame.

[Applaudissements]

Monsieur le Maire : Merci Monsieur EL KANDOOUSSI. Merci pour cet excellent moment. Je vous souhaite une bonne soirée.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (*Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD et Cédric de SAINT-JOUAN*)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h10.

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

DECISION N°	SYNTHESE DE LA DECISION
2016/0083	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASSOCIATION LES ENFANTS DE LA COLLINE QUARTIER DES CEVENNES.
2016/0085	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE PITOT PARKING».
2016/0086	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ DE ROCQ Thierry.
2016/0088	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AHMITTI Abdellah.
2016/0096	Décision modificative de la décision n° 2015/0497 du 02 décembre 2015 portant sur le montant du marché "AMO Devantures commerciales" n° 5B0137 (85.000 € sur trois ans).
2016/0097	L'entreprise Atout Solaire, attributaire du marché de ramonage n° 3B0248 a demandé la résiliation du marché suite au décès de Monsieur Eric DALLE, son gérant. La ville accepte la résiliation de l'entreprise Atout Solaire pour le marché de ramonage.
2016/0098	Il s'agit de saisir la Commission de Consultation des Services Publics Locaux afin d'examiner le mode de gestion de la crèche Boussinesq.
2016/0099	La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à 4 organismes pour un montant total de 10 192 € pour l'exercice 2016 (ALE, AMORCE, Energy-Cities, ECOBATP LR).
2016/0100	Marché public n° 6B0024 : location, mise en place et exploitation d'équipements de distribution électrique, de sonorisation et de vidéo pour la Comédie du Livre 2016, marché à bons de commandes avec un maximum de 38 000 € HT pour les 3 lots.
2016/0102	Convention de location entre la Ville et la Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault pour les locaux dédiés à l'activité de la crèche "Tom Pouce" situés 139, rue Philippe Castan, Résidence les Picholines, 34090 Montpellier. Convention établie du 1er mars 2016 au 31 décembre 2016.
2016/0103	La société EFFIA stationnement, délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile depuis le 1er janvier 2012 et locataire des locaux situés 1945 av de Toulouse, cède son contrat de délégation à la société Enlèvement et gardiennage services.
2016/0104	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MENASRIA.
2016/0106	Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2016 sur la thématique "Culture".
2016/0107	Dans le cadre des transferts de compétences, la Ville a transféré au 1er janvier 2016 cinq contrats d'emprunts à la Métropole. Le prêt CREDIT FONCIER n° 10702 à hauteur de 89.3255% se substitue à l'emprunt initialement fléché (N° 10704 / Décision n°2015/0533).
2016/0108	Attribution du marché de réalisation et rénovation d'aires de jeux extérieurs 5D0002 aux entreprises HUSSON et COALA pour le lot 1 et à l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT ECOGOM pour le lot 2 dans le cadre d'un marché à bons de commande d'un montant maximum de 1 600 000€ HT par an, reconductible 3 fois.

2016/0109	Le marché n° 5C0027 concernant la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination à été attribuée a la Sté BTP Consult pour un montant de 61 200,00 € H.T.
2016/0111	Depuis 2013, la Ville adhère à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ), Il est proposé de confirmer cette adhésion pour l'année 2016, pour un montant de 5132,22 € (à l'identique de l'année 2015).
2016/0112	Confirmation de notre adhésion à l'organisme suivant : Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) pour un montant de 4500 €.
2016/0113	Marché public: mise en œuvre technique de la manifestation ZAT 10 n°6B0048, marché alloti à bons de commande, maximum de 89900 € HT, attribué à l'association Illusion et Macadam et l'entreprise Texen.
2016/0114	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ XIXONS Catherine.
2016/0115	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI MEDITERRANEE.
2016/0116	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SMAAC.
2016/0117	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur LOFTI MEDOUKALI.
2016/0118	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Rim ENNAHDI EL-IDRISSI.
2016/0119	La Ville de MONTPELLIER décide d'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments (hors Hôtel de Ville et parking de l'Hôtel de Ville) à 394 495 m² et une prime en faveur de la Ville de 46 844,87€.
2016/0120	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Etablissement le Welcomedia.
2016/0121	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Abdelkader AMEUR.
2016/0122	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL L'OISEAU BLEU.
2016/0123	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CUSSAC ET GALVANY (Consorts).
2016/0124	Après consultation la Ville décide d'attribuer le marché n° 5D0067 " réalisation de travaux de voirie et de maçonnerie- Installation de mobiliers dans divers espaces verts" aux entreprises suivantes : "Montpellier centre" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 1), "Port Marianne" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 2), "Croix d'Argent - Près d'Arènes" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000€ HT (lot 3), "Hôpitaux Facultés-Mosson-Cévennes" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000 € HT (lot 4), "Zoo de Lunaret" l'entreprise Sport Environnement pour un montant maxi de 800000 € HT (lot 5).
2016/0125	Marché sur Appel d'Offres n° 5D00361300 relatif à l'achat de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale des Restaurants scolaires. Procédure négociée suite à une appel d'offres infructueux pour les lots 5, 11, 15. Durée du marché un an reconductible trois fois. Marché composé de 3 lots faisant chacun l'objet d'un marché séparé. Montant maximum pour la durée totale du marché : 568 000,00€ HT.
2016/0127	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ALBERTI Mario.
2016/0128	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI PASTOR IMMOBILIER (APPEL).
2016/0129	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COUZY.
2016/0130	Dans le cadre des transferts de compétence, la Ville a transféré au 1er janvier 2016 cinq contrats d'emprunts à la Métropole : à la demande du service juridique du Crédit Foncier, la Décision n° 2015/0548 visant le transfert du prêt n° 10701 a dû être complétée et un contrat de refinancement mis en place, en lieu et place de l'avenant initialement prévu.

2016/0131	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Prestations de maintenance des machines d'imprimerie" (6B0004) à la société Atelier Service Bureau pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 60 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de quatre ans du 27 avril 2016 au 26 avril 2020.
2016/0132	Attribution du marché public N°5D0050 - Détection, Géoréférencement et Cartographie du réseau d'éclairage public au groupement Cabinet PAGES TIP / ODM pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, pour un montant maximum de 200 000 € HT par an.
2016/0133	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achats de recharges de gaz industriels et de carburation en bouteille" (6B0032) à la société EURL PGAZ pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00 € HT. C'est un marché unique conclu pour une période d'exécution maximale de quatre ans à compter du 25 avril 2016.
2016/0134	Attribution du MAPA n°6B0021 concernant l'entretien des vélos attribués aux agents de la collectivité dans le cadre de son PDE mais également la mise en place de formations sur la bonne utilisation et l'initiation au bon entretien du vélo PDE. MAPA d'une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois un an. La durée maxi du marché sera donc de 4 ans.
2016/0135	Renouvellement d'adhésion à Agropolis International pour le paiement de la cotisation pour l'année 2016 pour un montant de 20000€.
2016/0136	Marché n°6B0012 : la Direction de l'Urbanisme Opérationnel est dotée d'un progiciel de gestion des autorisations d'occupation des sols dénommé « DROIT DE CITES », édité par la société OPERIS, et du module de renseignements d'urbanisme dématérialisés. Le contrat de maintenance doit être renouvelé et seule la société OPERIS, éditrice du progiciel, peut assurer cette mission pour un montant annuel de 15 978,75 €.
2016/0137	Attribution du marché n° 6B0039 passé selon une procédure adaptée conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics pour des missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier à l'association CODES 34-48 sise 54 Chemin de Moularès - 34070 Montpellier. Marché à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 40000,00 Euros H.T. sur une durée de 12 mois.
2016/0138	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame GOULLI-FARID.